UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

PERMANENCE ET RENOUVELLEMENT DES FAMILLES OUVRIÈRES : LE CAS DU VILLAGE-AUX-OIES ET DE LA RUE FORFAR, 1901-1921

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAITRISE EN HISTOIRE

PAR
CHARLES-ROBERT GIGUÈRE

AVRIL 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à signifier toute ma gratitude à mon directeur, Paul-André Linteau, pour m'avoir guidé dans ce projet et m'avoir appuyé pour le mener à terme. Je me sens choyé d'avoir pu compléter ce mémoire sous sa direction puisque ce sont ses travaux qui ont d'abord éveillé ma curiosité envers l'histoire de Montréal et ses habitants. Je le remercie enfin pour ses précieux conseils, ses commentaires précis et sa patience.

Dans un deuxième temps, je veux remercier ma compagne, Catherine, pour son soutien inébranlable au cours de la réalisation de ce mémoire. Les moments de doute ont été plus simples à surmonter grâce à toi.

Enfin, une pensée pour les chercheurs et chercheuses dont les écrits ont inspiré ce travail et qui croient en la construction de connaissances communes, libres et accessibles pour tous.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES vi

LISTE DES TABLEAUX vii

RÉSUMÉ viii

INTRODUCTION 1

CHAPITRE I
FAMILLE OUVRIÈRE ET MILIEU URBAIN : BILAN HISTORIOGRAPHIQUE ET PROBLÉMATIQUE 5

1.1 Bilan historiographique 5

1.1.1 La famille ouvrière montréalaise 5

1.1.2 Études en histoire urbaine 17

1.2 Problématique 24

1.3 Sources et méthodologie 28

CHAPITRE II
LES RÉSIDENTS DE LA RUE FORFAR ENTRE 1901 ET 1921 : EFFECTIFS, ORIGINES ET MOBILITÉ 32

2.1 Portrait général 32

2.1.1 La rue Forfar 33

2.1.2 Les résidents de la rue Forfar 36

2.2 Culture, langue et religion 43

2.2.1 Origines ethniques 43

2.2.2 Lieux de naissance 49

2.2.3 Religion 49

2.3 Permanences, mobilité, proximité 51

2.3.1 Durée des séjours 51

2.3.2 Permanences 53

2.3.3 Mobilité 55

2.3.4 Mouvements dans le Village-aux-oies 57
2.3.5 Regroupements sociospatiaux 59
2.4 Conclusion 63

CHAPITRE III
PORTRAIT SOCIOÉCONOMIQUE DES FAMILLES DE LA RUE FORFAR 65
3.1 Cycle de vie des familles sur la rue Forfar 65
3.2 Structure des familles 67
3.3 Mode d'occupation à travers la rue 72
3.4 Profession, revenu et loyer sur la rue Forfar 73
3.4.1 Secteurs d'activité 74
3.4.2 Catégories d'emploi et revenu 78
3.4.3 Valeur des loyers 82
3.5 Occupation des autres membres de la famille 86
3.5.1 Contribution des autres salariés 86
3.5.2 De l'école au marché du travail 88
3.5.3 Le travail chez les moins de 15 ans 91
3.6 Conclusion 93

CHAPITRE IV
LES PROPRIÉTAIRES DE LA RUE FORFAR 96
4.1 Lieu de résidence des propriétaires de la rue Forfar 96
4.2 Aspects démographiques 100
4.3 Cycle de vie et structure des familles 102
4.4 Profession, revenu et loyer des propriétaires de la rue 106
4.4.1 Secteurs d'activité 106
4.4.2 Catégories d'emploi et revenu 109
4.4.3 Coût des loyers 113
4.5 Revenu des autres membres de la famille 116
4.6 Conclusion 120

CONCLUSION 124
ANNEXES 131
APPENDICE 135
BIBLIOGRAPHIE 136

LISTE DES FIGURES

Figure 2.1 *Le Village-aux-Oies en 1909* 34
Figure 2.2 *Évolution de la trame urbaine sur la rue Forfar 1890-1921* 35
Figure 2.3 *Pyramide des âges, résidents de la rue Forfar, 1901* 39
Figure 2.4 *Comparaison pyramides des âges, rue Forfar, 1901* 41
Figure 2.5 *Origines ethniques, 1901, 1911, 1921* 47
Figure 2.6 *Détails des origines ethniques autres que britannique et française, 1921* 48
Figure 2.7 *Permanences sur la rue Forfar 1901-1921* 61
Figure 4.1 *L'immeuble du 99 Forfar de la famille McDermott (1963)* 115
Figure 4.2 *L'ancienne épicerie de Thomas Conn (1963)* 120

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 *État matrimonial des résidents de la rue Forfar selon le sexe, 1901, 1911 et 1921* 37

Tableau 2.2 *État matrimonial des résidents de la rue Forfar ayant 21 ans et plus selon le sexe, 1901, 1911 et 1921* 37

Tableau 2.3 *Lieu de naissance des 0-15 ans en fonction du lieu de naissance paternels, 1921* 42

Tableau 2.4 *Origines ethniques sur la rue Forfar, (1901, 1911,1921)* 44

Tableau 2.5 *Durée des séjours sur la rue Forfar (1901, 1911, 1921)* 52

Tableau 3.1 *Stade du cycle de vie des familles de la rue Forfar (1901, 1911, 1921)* 66

Tableau 3.2 *Structure des familles de la rue Forfar, (1901,1911,1921)* 68

Tableau 3.3 *Nombre de travailleurs par secteur d'activité, 1911* 75

Tableau 3.4 *Nombre de travailleurs par catégorie d'emploi, 1911* 79

Tableau 3.5 *Salaire des chefs de famille par catégorie d'emplois, 1911* 81

Tableau 3.6 *Occupation des enfants célibataires de la rue Forfar selon l'âge, (1901, 1911,1921)* 89

Tableau 4.1 *Lieu de résidence des propriétaires de la rue Forfar (1901, 1911, 1921)* 98

Tableau 4.2 *Stade du cycle de vie des familles des propriétaires de la rue Forfar (1901, 1911, 1921)* 103

Tableau 4.3 *Structure des familles des propriétaire de la rue Forfar (1901, 1911,1921)* 104

Tableau 4.4 Nombre de propriétaires par secteur d'activité, 1911 107

Tableau 4.5 Nombre de propriétaires par catégorie d'emploi, 1911 110

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse aux familles ouvrières de la rue Forfar dans les premières décennies du XX^e siècle. Il s'articule autour des enjeux de renouvellement des populations et de l'occupation de l'espace urbain. À l'aide des fiches nominatives des recensements de 1901, 1911 et 1921, notre étude de cas propose de dresser un portait différencié des locataires et des propriétaires de la rue Forfar et d'en saisir l'évolution sur 20 ans.

Nous avons pu constater qu'à partir de 1911, la rue Forfar était le théâtre d'un remplacement des familles britanniques et françaises par d'autres en provenance d'Europe de l'Est et du Nord. Ces dernières ont un impact direct sur le rajeunissement de la population et l'évolution de leurs profils montre un clivage de plus en plus important avec les familles dont l'établissement est plus ancien. À cet égard, le groupe des propriétaires est celui dont les membres sont établis depuis le plus longtemps et leurs profils se distinguent nettement de ceux des autres résidents.

Le lien entre la main-d'œuvre et le milieu environnant a aussi été mis en évidence dans cette recherche. La majorité des travailleurs sont des employés qualifiés ou des journaliers qui œuvrent principalement dans les industries du transport et du secteur manufacturier situées à proximité du Village-aux-oies. Les nouvelles entreprises qui s'installent dans le quartier immédiat au cours de période ont une influence sur les métiers pratiqués par les résidents.

En termes de revenu, nous avons noté une amélioration de la marge de manœuvre économique des résidents entre 1901 et 1921. Bien que nous ayons pu établir un lien direct entre la catégorie de l'emploi et le niveau de revenu des chefs de famille, notre étude a su mettre en lumière la grande hétérogénéité des situations qui prévaut sur la rue Forfar. Les différences entre les propriétaires occupants et les familles migrantes restent néanmoins manifestes. Les premiers occupent le haut du pavé pour l'ensemble des caractéristiques économiques, les seconds ont davantage recours à des stratégies comme le partage de logement ou le travail des enfants.

Finalement, notre étude montre que la rue Forfar affiche une stabilité remarquable sur l'ensemble de la période. Tous types de séjours confondus, le nombre de familles qui résident sur la rue 10 ans, 15 ans ou 20 ans est impressionnant. À l'échelle de la rue, nous avons constaté certains regroupements qui sont influencés principalement par la durée d'établissement et, à partir de 1921, par l'origine ethnique. Quant aux propriétaires, ils sont de moins en moins nombreux à habiter la rue entre 1901 et 1921. Leurs déplacements s'effectuent vers l'extérieur du Village-aux-oies, particulièrement dans des quartiers plus riches comme Outremont et Westmount.

Mots clefs : Familles ouvrières, Rue Forfar, Village-aux-oies, Montréal, Début XX^e siècle, Propriétaires.

INTRODUCTION

L'entrée à Montréal par le pont Victoria propose un paysage marqué par le bitume : stationnements géants, voies d'accès, immenses entrepôts. Peu d'indices laissent présumer de l'existence du quartier ouvrier qui occupait cet espace il y a une soixantaine d'années. Le Village-aux-oies, aussi appelé *Victoriatown*, est passé sous le bulldozeur de la modernité au milieu des années 1960 et il n'en reste aujourd'hui aucune trace. Situé au pied du fleuve, le lieu est pourtant chargé de symboles. Les historiens pensent que son nom lui vient du fait que les Amérindiens y chassaient l'oie. Au milieu du XIX[e] siècle, c'est dans les baraquements construits à cet endroit que les Sœurs Grises soignèrent les Irlandais atteints de typhus. Pendant la décennie suivante, les travailleurs affairés à la construction du pont Victoria, premier pont permanent à enjamber le Saint-Laurent, s'installèrent dans ces hangars provisoires. Après 1860, les premiers habitants permanents y construisirent leurs maisons. Autre symbole fort, l'enclave du Village-aux-oies est située à deux pas du port de Montréal et du Canal de Lachine, deux lieux déterminants pour le développement de Montréal comme métropole canadienne au XIX[e] siècle. Même sa destruction est liée à un des événements les plus marquants du XX[e] siècle : l'exposition universelle de 1967. Sous l'élan du plan Dozois, qui proposait une politique de rénovation urbaine visant à éradiquer les « habitats défectueux », le petit secteur du Village-aux-oies fut entièrement détruit en 1964. On y érigea l'Autostade en vue d'Expo 67. Aujourd'hui déserté, le secteur fait l'objet de spéculations et plusieurs groupes espèrent le faire renaître de ses cendres[1]. Il apparait donc plus important que jamais de documenter l'histoire de ce lieu. C'est précisément cette tâche que désire remplir ce mémoire en

---

[1] À titre d'exemple, on peut lire les mémoires suivants : Jacques Côté et al., *Le havre de Montréal, l'état des lieux, la ville et son fleuve – Analyse du territoire et enjeux d'aménagement.* (Montréal : Société du Havre de Montréal, 2004); Richard Bergeron, E. Coutu et T. Fournier, *Quartier Bonaventure, proposition pour la mise à jour de la Vision 2025 du Havre de Montréal,* (Montréal : Projet Montréal, 2013)

s'intéressant particulièrement aux familles ouvrières qui y vivaient au début du XX^{e} siècle.

Si la recherche sur le monde ouvrier s'est fortement enrichie au Québec depuis une soixantaine d'années, ce n'est que dans les dernières décennies que les chercheurs se sont réellement intéressés aux familles ouvrières. Les travaux ont principalement visé le milieu et la fin du XIX^{e} siècle, période correspondant à la première phase d'industrialisation que connait Montréal. En ciblant le début du XX^{e} siècle, ce mémoire étudie un moment où peu d'historiens ont ancré leurs travaux sur la famille ouvrière. Il s'agit pourtant d'un contexte ou l'industrie montréalaise connait des changements profonds et rapides, tout comme le territoire de la ville et sa population. Il nous apparait intéressant de documenter l'histoire des familles qui habitent ces quartiers au début de ce siècle. Quant au Village-aux-oies, la production scientifique à ce sujet est à peu près inexistante. Les seules études sur sa population reposent principalement sur des sources orales et visent la période qui précédait immédiatement sa démolition en 1964.

Dans ce mémoire, nous chercherons donc à mettre au jour le profil socioéconomique des résidents de la rue Forfar au début du XX^{e} siècle. Le travail questionne les phénomènes de permanence et de renouvellement des populations ouvrières et les dynamiques de mobilité dans la ville. Il adopte une perspective microscopique et désire se concentrer principalement sur le cas de la rue Forfar entre 1901 et 1921. À travers cette étude de cas, le mémoire cherche à comprendre la nature de l'évolution de la population résidente au début du siècle et comment elle habite la rue.

Pour appréhender ces changements, la recherche propose de construire des portraits de la population résidente pour chacune des années de recensement (1901, 1911, 1921) et de les comparer. Nous pourrons ainsi mettre en valeur les transformations que connait cette population au début du siècle et apprécier les différences présentes à

l'intérieur de ce groupe. Comme le travail désire prendre en compte l'ensemble des acteurs de la rue Forfar, il s'intéresse aussi de manière spécifique aux propriétaires. Cet ajout permet d'offrir un point de comparaison supplémentaire. Autrement, l'évolution de la composition de la population sera constamment mise en perspective avec les transformations qui touchent le contexte montréalais pendant la période. Régulièrement, le mémoire propose de plonger de manière précise dans les multiples cas de figure évoqués par les familles résidentes afin de mettre en lumière leurs particularités.

Notre démarche repose principalement sur le dépouillement des fiches nominatives des recensements canadiens de 1901, 1911 et 1921. Depuis une trentaine d'années, les chercheurs en histoire, particulièrement ceux en histoire urbaine, ont privilégié ce type de sources qui ont l'avantage de prendre en compte la totalité de la population. Pour le recensement de 1921, il s'agit d'une archive nouvellement accessible, dont les fiches nominatives ne sont disponibles que depuis 2013 et demeurent peu exploitées. Les sources qui complètent notre corpus sont bien connues des adeptes de l'histoire urbaine : plans d'assurance incendie, rôle d'évaluation foncière, rôle de valeur locative et annuaire *Lovell*. La complémentarité de ces sources est exceptionnelle et permet de construire un portrait exhaustif.

Le mémoire est divisé en quatre chapitres. Le premier présente l'état de la recherche sur la famille ouvrière montréalaise au Québec et ancre le travail dans la production scientifique récente en histoire urbaine. C'est également dans ce chapitre que sont jetées les bases de notre problématique et nos axes de recherche. Il se conclut sur une présentation des sources et de la méthodologie que nous entendons adopter.

Le chapitre suivant entre au cœur de notre sujet et entame l'analyse de la composition des familles résidentes pour les années 1901, 1911 et 1921. Les premières données que nous exploitons permettent d'appréhender la population sous les angles de la

démographie et de la culture. Essentiellement, les questions par rapport à l'âge, l'état matrimonial, l'origine, la religion et la langue des résidents et des chefs de famille sont traitées. Ce sont ensuite les enjeux relatifs à la mobilité et à l'articulation de ces familles à l'intérieur de la rue qui sont mis de l'avant. La comparaison constante entre les trois années permet de mettre en lumière les changements qui touchent cette population.

Le troisième chapitre plonge dans la réalité socioprofessionnelle des résidents de la rue Forfar. Nous étudions d'abord la structure de la famille et son cycle de vie pour ensuite examiner des considérations d'ordre économique. Nous nous intéressons aux secteurs d'activités dans lesquels œuvrent les travailleurs, au type d'emplois qu'ils occupent et aussi aux revenus que génèrent les chefs de famille. L'occupation des autres membres du ménage, enfants comme adultes, et leur contribution à l'économie familiale est aussi à l'étude. Cela nous permet en outre de mesurer l'importance du travail chez les enfants.

Le quatrième et dernier chapitre reprend les thèmes développés dans les deux précédents, mais analyse les données concernant les propriétaires. Qu'ils habitent ou non la rue, on constate que leur profil se distingue de l'ensemble des résidents. Sont-ils dans une position plus enviable que leurs voisins ? Leur mobilité se déploie-t-elle de la même manière ? L'étude de l'évolution de ce groupe nous permet d'entrer dans ces considérations et nous offre un point de comparaison supplémentaire.

Bien que chaque chapitre se termine par un résumé des principaux résultats, la conclusion rappelle brièvement les grands points mis au jour dans le cadre de cette recherche et se penche sur la signification de ceux-ci. Enfin, nous évoquons l'un des défis principaux soulevés par l'étude de cas et proposons des pistes pour s'en affranchir.

CHAPITRE I
FAMILLE OUVRIÈRE ET MILIEU URBAIN : BILAN HISTORIOGRAPHIQUE ET PROBLÉMATIQUE

Ce chapitre initial a pour objectifs de jeter les bases de notre recherche. Dans un premier temps, il propose un bilan historiographie des principaux thèmes abordés par notre recherche. Nous présentons ensuite les éléments de problématique soulevés par notre étude et nous discutons finalement des sources utilisées et de la méthodologie envisagée pour atteindre nos objectifs.

1 Bilan historiographique

L'objectif de ce bilan historiographique est double. Il vise dans un premier temps à faire un recensement analytique des écrits qui traitent des familles ouvrières montréalaises. L'exploration de l'état des connaissances nous permettra d'inscrire notre recherche dans l'éventail des interprétations. La seconde partie désire ancrer le mémoire dans la recherche académique actuelle en histoire urbaine. Nous chercherons plus particulièrement à considérer l'intérêt d'exploiter un terrain d'analyse aussi restreint que la rue.

1.1.1 La famille ouvrière montréalaise

Au Québec, il faut aller plonger dans les recherches sur le mouvement ouvrier pour trouver les premières traces d'un intérêt pour la famille ouvrière montréalaise. Avant 1970, peu d'historiens portent leur regard sur les masses ouvrières et le champ d'étude est encore sous-exploité. Comme le souligne Fernand Harvey dans son historiographie du mouvement ouvrier, les travaux antérieurs à ces années sont plutôt orientés vers le monde rural et la bourgeoisie nationale. La classe ouvrière est avant tout « perçue comme une déchéance de la classe moyenne ou un échec de

l'industrialisation et ne suscite que des commentaires le plus souvent méprisants. »[2] Au tournant des années 1970, à la faveur d'un intérêt marqué pour l'histoire sociale, les scientifiques portent davantage attention aux masses avec l'objectif d'intégrer le plus grand nombre d'acteurs possibles. Toujours selon Fernand Harvey, deux thèmes dominent alors la recherche sur les classes ouvrières : les mouvements ouvriers et les conditions de vie. C'est dans cette seconde branche qu'émerge le thème de la famille ouvrière. La première partie de ce bilan s'intéresse à ces travaux et aspire à faire ressortir les thèmes et interprétations dominantes. On y verra en en outre le lien étroit entre famille ouvrière, industrialisation et urbanisation.

L'ouvrage de Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929,*[3] est l'un des premiers à ramener à l'avant plan cette tranche de population la plus pauvre de Montréal. Publiée dans sa version anglaise en 1974, l'étude dresse un « tableau du système socioéconomique à l'intérieur duquel vivait la classe ouvrière »[4]. La thèse centrale de l'ouvrage est que les familles ouvrières sont les sacrifiées de la révolution industrielle. Ce sont elles qui ont permis cette période de prospérité grâce à leur labeur, mais elles n'ont jamais pu en profiter. Pour Terry Copp, l'inaction des autorités publiques contribue à maintenir ces familles dans une culture de misère.

Pour étoffer son portrait, Terry Copp a recours à des sources jusqu'alors peu utilisées. Les principales sont le recensement canadien et les nombreux rapports annuels des différents ministères gouvernementaux et comités municipaux sur la santé, l'hygiène et le logement. Les thèmes que Terry Copp explore sont encore très pertinents dans les recherches actuelles : niveau de revenus, conditions des logements, éducation, santé, travail des femmes et des enfants. Pour Copp l'analyse de ces thèmes pointe

---

[2] Fernand Harvey, *Le mouvement ouvrier au Québec* (Montréal : Boréal Express, 1980), 10.
[3] Terry Copp, *Classe Ouvrière et pauvreté. Les* conditions de *vie des travailleurs montréalais, 1897-1929* (Montréal : Boréal Express, 1978).
[4] *Ibid.*, 9.

vers une même direction : celle d'une pauvreté extrême. La comparaison du budget familial au du revenu des chefs de ménage montre que ce dernier est rarement suffisant pour assurer la survie de la famille.[5] Les emplois sont caractérisés par l'intermittence et la précarité, alors que les logements sont souvent trop petits pour une famille. Les femmes et les enfants sont régulièrement appelés à compléter le revenu du chef de famille, plaçant les enfants en usine plutôt que sur les bancs d'école. Les familles ouvrières sont sévèrement touchées par les ralentissements économiques, l'inflation et le chômage. En comparant la structure économique de Montréal et Toronto, Terry Copp conclut que la pauvreté est plus grande à Montréal qu'ailleurs.[6]

Terry Copp laisse donc une place importante aux facteurs externes qui expliquent ces conditions de pauvreté. Il en découle un point de vue assez misérabiliste des familles ouvrières dans lequel le phénomène d'industrialisation est uniquement contraignant. Sous la loupe de Terry Copp, ces familles subissent les effets de l'industrialisation. Il en résulte un portrait plutôt indifférencié, où l'expérience vécue semble la même pour tous. L'utilisation de sources proposant des données assez globales n'est sans doute pas étrangère à cette impression. Si la plupart des auteurs s'entendent sur cette perception de familles indigentes, Terry Copp ne parvient cependant pas à expliquer comment ces familles ont pu survivre à tant de misère.

L'une des premières réponses est venue du champ des études féministes et de l'histoire de la famille. Dans l'ouvrage tiré de sa thèse doctorale, *Familles ouvrières à Montréal*[7], Bettina Bradbury adopte une toute autre posture face aux effets de l'industrialisation sur les familles. L'auteure rejette en effet les thèses misérabilistes et met de l'avant la grande flexibilité de l'institution familiale et sa capacité d'action

---

[5] *Ibid.*, 30-31, 42.
[6] *Ibid.*, 154.
[7] Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation,* (Montréal: Boréal, 1995).

en fonction de ses besoins. Contrairement à Terry Copp, elle estime que l'industrialisation n'a pas uniquement un effet contraignant, elle est aussi le moteur de différents changements sur l'ensemble de la famille.

Pour l'historienne, la famille est le socle, « l'institution la plus importante de la vie ouvrière »[8] et il est nécessaire d'analyser l'économie familiale dans son ensemble. L'utilisation du concept d'économie familiale permet à Bradbury d'évaluer l'importance du travail des autres membres de la famille, qu'il soit rémunéré ou non, et d'évaluer où se trouvent ces familles dans leur cycle de vie. Il est alors possible de dépasser les études principalement basées sur les chefs de famille (comme celle de Terry Copp) et de mieux comprendre les différents choix fais par ces familles. Cette prise en charge de tous les membres du ménage est possible grâce à un traitement minutieux des listes nominatives des recensements canadiens, de leur croisement avec des biographies et des données des annuaires montréalais et d'archives institutionnelles. Ce dépouillement permet de décortiquer la structure de la famille.

En étudiant les familles des quartiers St-Jacques et Ste-Anne, Bettina Bradbury démontre que la contribution de tous les membres du ménage est essentielle à sa survie. Elle met en lumière l'importance du travail domestique effectué par les femmes mariées pour compléter le revenu familial et les stratégies mises en place pour en tirer le maximum. Que ce soit en occupant un travail à domicile, en acceptant des chambreurs ou, dans des cas plus rares, en occupant un emploi à l'extérieur, la contribution des femmes est incontournable. Bradbury fait ressortir la grande interdépendance entre le nombre de salaires et la gestion des ressources du ménage.[9]

Un autre endroit où Bradbury réussit particulièrement bien, c'est lorsqu'elle montre la nature différenciée de ces apports à l'économie familiale selon le sexe et l'âge. Elle constate que les familles privilégieront d'envoyer les jeunes adolescents plutôt que les

---

[8] *Ibid.*, 57.
[9] *Ibid.*, 42.

adolescentes ou de jeunes enfants à l'usine. Si elle admet que les salaires sont moins intéressants pour les jeunes filles, Bradbury puise plutôt dans les considérations domestiques pour expliquer ces choix. Le support des jeunes filles à la maison était plus souvent qu'autrement indispensable pour les mères. La chercheure nuance également les choix de ces familles en fonction du cycle familial. Le besoin de déménager ou non, par exemple, dépendra des moyens financiers du foyer, mais aussi de facteurs comme le nombre d'enfants en bas âge, de parents à loger, de mariage prévu, etc. La proximité du réseau familial est également un facteur déterminant dans le choix du lieu de résidence. Cette idée sera d'ailleurs confirmée par les recherches de Sherry Olson et Patricia Thornton qui seront explorées un peu plus loin. En décortiquant la structure familiale, Bettina Bradbury réussit à mettre en lumière les différents rapports qui existent au sein des ménages et à nous faire pénétrer dans son univers quotidien.

La question culturelle est peu décortiquée dans les ouvrages précédents. De manière générale, l'origine ethnique et l'appartenance religieuse sont utilisées comme catégories pour ventiler les données. Pour Terry Copp, l'expérience vécue par les familles les plus pauvres « prévalait chez tous les groupes ethniques, mais il est clair que les francophones étaient surreprésentés aux échelons des revenus les plus faibles » et inversement chez les travailleurs qualifiés[10]. En somme, « les travailleurs de toutes les origines ethniques étaient pris au même piège.» [11] Quant à Bradbury, c'est lorsqu'elle réfléchit à la nuptialité, à la fécondité et à la structure des familles qu'elle fait davantage référence aux trois principaux groupes culturels (franco-catholiques, irlando-catholiques et anglo-protestants). Elle note certaines divergences entre ces groupes culturels, notamment sur l'âge du mariage, la reproduction et le taux de mortalité. Cependant, l'historienne insiste davantage sur les différences entre

---

[10] Terry Copp, *Op. cit.*, 42.
[11] *Ibid.*

les travailleurs qualifiés et non qualifiés pour expliquer ces variations[12]. Il lui semble difficile de départager les facteurs qui relèvent de la classe sociale de ceux qui appartiennent plutôt aux traditions culturelles dans l'explication des différents modèles matrimoniaux[13].

C'est précisément à ces divisions culturelles que s'intéressent les géographes Sherry Olson et Patricia Thornton dans *Peopling the North American City*[14] publié en 2011. Les deux auteures se concentrent sur le phénomène de peuplement de la métropole et tracent l'évolution de la population montréalaise entre les années 1840 et 1901 en distinguant les trois groupes culturels importants, les Canadiens Français catholiques, les Irlandais catholiques et les anglophones protestants. À l'instar des travaux de Bradbury, le concept d'*agency* est central dans la réflexion de Olson et Thornton. Peter Gossage résume bien ce parti pris des auteures dans son compte rendu de l'ouvrage en soulignant que leur travail place « les Montréalais au cœur de l'histoire de leur ville, dans le rôle d'agents humains actifs et puissants dont les choix individuels façonnent l'espace urbain, sa population et sa culture.»[15]

Pour arriver à leurs fins, Olson et Thornton procèdent à un échantillonnage basé sur des patronymes dont elles feront la généalogie pour toute la période à l'étude. Chaque communauté est alors représentée par un nom de famille[16]. Principalement construites

---

[12] Bettina Bradbury, *Op cit.*, 100

[13] À cet égard, Joanne Burgess formule une critique intéressante sur cette position de Bradbury qui considère que la variation dans les modèles matrimoniaux fluctue de plus en plus en fonction des revenus que peuvent obtenir les ouvriers qualifiés et non qualifiés. Voir Joanne Burgess, compte rendu de Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation* dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Volume 49, numéro 1, (été 1995), 94.

[14] Sherry Olson et Patricia A Thornton, *Peopling the North American City : Montréal 1840-1900*, (Montréal : McGill-Queen's University Press, 2011).

[15] Peter Goosage, « compte rendu de Sherry Olson et Patricia A Thornton, *Peopling the North American City : Montréal 1840-1900* » *Globe : revue internationale d'études québécoises,* Volume 15, numéro 1-2, (2012), 343.

[16] Pour être plus juste, il est bon de mentionner que l'échantillon du groupe des anglophones protestants est composé d'une dizaine de patronymes.

à partir des fiches nominatives des recensements canadiens ainsi que du registre de l'état civil, les données sont enrichies par de nombreuses autres sources : annuaire Lovell, rôles d'évaluation, journaux, contrats notariés et archives paroissiales. Cette démarche permet à Olson et Thornton de traquer ces Montréalais dans l'espace et le temps. Elles peuvent aisément varier les échelles d'analyse, tantôt en plongeant dans un cas particulier, tantôt en embrassant l'ensemble de ces trajectoires. Les thèmes examinés sont nombreux et recoupent en partie ceux explorés par Bettina Bradbury : planification des mariages, des naissances, taux de fécondité, taux de mortalité, déplacement dans la ville, aspirations, composition des ménages. Pour mettre en lumière les différentes trajectoires, le regard est encore résolument tourné vers les structures familiales.

La recherche démontre l'existence de trois régimes démographiques distincts pour ces trois communautés culturelles et révèle l'aspect permanent de ces divisions dans le temps. En documentant la structure de ces familles et les trajectoires variées des individus, Olson et Thornton font ressortir les liens serrés entre les différents membres de la parenté. L'analyse géographique montre quant à elle une grande proximité spatiale à l'échelle de la rue entre les proches d'une même famille. À vol d'oiseau, les auteures décrivent plutôt un phénomène de ségrégation ethnoculturelle particulièrement apparent chez les familles canadiennes-françaises et les anglophones protestants[17]. Accueillir une tante nouvellement veuve, héberger un cousin, prêter de l'argent, léguer un lotissement, comptent au nombre des comportements qui font dire à Olson et Thornton que « the competence of the family network was as important as the competence of the individual, and central to our interpretation of French Canadian culture is the frequency and extent of interventions of extended family. »[18]

Le résultat de cette prise en compte des individus par les deux géographes est un portrait extrêmement dynamique des familles montréalaises dont une bonne

[17] Sherry Olson et Patricia Thornton, *Op. cit.*, 268.
[18] *Ibid.*, 174.

proportion est composée de familles ouvrières. Il est intéressant de souligner que Olson et Thornton ont souvent recours à l'analyse de bouts de rue pour illustrer certains faits ou relativiser une statistique. Soulignons que la richesse de l'ouvrage repose aussi sur le fait que les auteures puisent à la fois dans la géographie, dans la démographie et dans l'histoire pour étoffer leur analyse.

De son côté, le plus récent livre de Gilles Lauzon traite des familles ouvrières à travers l'étude d'un quartier montréalais. Dans *Pointe-Saint-Charles, l'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal*[19], l'auteur dresse un portrait socioculturel de la population résidente tout en analysant la transformation du territoire et l'évolution de la trame urbaine. Lauzon souhaite apporter un éclairage différent en adoptant le point de vue des familles ouvrières. Il adopte une structure classique qui permet de mettre en comparaison deux périodes qu'il juge charnières pour le quartier : 1850 à 1900 et 1900 à 1921. Pour chacune de ces périodes, il fait d'abord un portrait socioculturel minutieux des familles résidentes et de leur environnement. Dans un second temps, il trace l'expérience vécue par trois familles issues des trois communautés culturelles, Canadiens français, Irlandais et Écossais. C'est par ces récits de vie que Gilles Lauzon fait ressortir les motivations, les aspirations, les défis ainsi que les « joies et les malheurs » qui habitent ces familles ouvrières. Ces préoccupations s'inscrivent tout à fait dans la foulée de travaux comme ceux de Olson et Thornton.

Sans surprise, les profils socioculturels sont construits principalement à partir des recensements nominatifs. Néanmoins l'utilisation de celui de 1921 est un élément nouveau. Les données sont complétées à l'aide des annuaires Lovell et des rôles d'évaluation. Les archives du Grand Tronc, industrie de premier plan dans le quartier, sont aussi abondamment utilisées. L'emploi de nombreux plans rappelle l'importance que Lauzon accorde au territoire et à la manière dont la population s'y inscrit au fil des ans. Par exemple, Gilles Lauzon note une diminution importante de la proportion

[19] Gilles Lauzon, *Pointe-Saint-Charles, l'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal, 1840-1930,* (Montréal : Septentrion, 2014).

de familles irlandaises dans le quartier ainsi qu'une une hausse marquée des immigrants des pays d'Europe de l'Est. Dans l'ensemble «les secteurs culturels observés en 1881 et en 1901 semblent garder leurs traits distinctifs».[20] Il est intéressant pour nous de voir que Gilles Lauzon s'intéresse au secteur du Village-aux-oies et qu'il y relève un bon contingent de familles irlandaises en 1921.[21] Au niveau des revenus, Lauzon souligne la présence constante des protestants dans les secteurs d'emploi les mieux rémunérés, tandis que les Canadiens français se retrouvent dans toutes les différentes couches sociales, avec une présence majeure dans les strates les plus pauvres.[22]

Afin d'affiner sa compréhension des conditions de vie au quotidien, Gilles Lauzon met l'accent sur l'environnement. Il porte une attention particulière aux lieux de rencontres et d'échanges que sont les industries, les commerces et lieux de cultes, mais surtout, il met l'accent sur le logement ouvrier. De manière assez originale, l'historien propose une manière de dépasser l'indicateur du nombre de personnes par pièce en définissant des modes d'occupation des logements. Cette manière de faire lui permet de considérer le confort des ménages en « regard des standards du milieu et de l'époque »[23]. Les résultats qui en découlent montrent une amélioration certaine du confort des familles ouvrières entre 1901 et 1921, particulièrement chez les familles francophones[24]. Il relativise ainsi l'idée de familles ouvrières aux prises avec un problème de surpeuplement.

Pour conclure cette portion du bilan historiographique il est pertinent d'inclure le travail de Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*[25]. L'ouvrage présente une synthèse « moderne » de l'évolution de la métropole depuis

---

[20] *Ibid.*, 185.
[21] *Ibid.*, 184.
[22] *Ibid.*, 186, 189.
[23] *Ibid.*, 197.
[24] *Ibid.*
[25] Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, (Montréal : Boréal, 2000).

1867 et propose de « dégager les tendances de fond » qui marquent l'évolution de Montréal. Ce travail regroupe l'essentiel des recherches et travaux importants ayant traité de la métropole québécoise. Il aborde de nombreux thèmes que Paul-André Linteau lie habilement entre eux : économie, population et structure sociale, aménagement et expansion du territoire, conditions de vie et culture urbaine, vie politique. L'un des objectifs étant de mettre en évidence les permanences et les transformations, la structure chronologique du livre et l'identification de quatre grandes périodes apparait tout à fait justifiée.

Les familles ouvrières ont une place de choix dans cette synthèse et elles font l'objet d'une étude plus approfondie dans les chapitres 4 et 9. P-A Linteau y examine la population montréalaise pour les périodes 1867-1896 et 1896-1914. Il est ainsi possible d'apprécier les changements dans la structure sociale et les conditions de vie des montréalais. Ces chapitres soulignent en outre les efforts (et le laxisme) des forces réformatrices afin de régler certains problèmes d'hygiène, de santé publique et d'éducation et les résultats qui ont été atteints. La mise en parallèle de ces deux périodes dévoile une certaine amélioration des conditions de vie au courant de ce demi-siècle, mais dans l'ensemble, la misère fait encore partie du quotidien des familles ouvrières. Comme P-A Linteau le résume bien, « les inégalités sociales et ethniques restent très marqués » pendant la période 1896-1914[26]. Les nombreuses recherches utilisées contribuent à construite un portrait des familles ouvrières qui est loin d'être uniforme. L'expérience est visiblement bien différente entre un travailleur qualifié et un journalier, bien que ces deux fassent partie de la strate la plus pauvre de la ville.

Le fait que ces chapitres portent sur la population dans son ensemble apporte une dimension qui n'a pu être retrouvée dans les recherches précédentes. Il est en effet possible de mettre en perspective l'expérience vécue par les familles ouvrières et

---

[26] *Ibid.*, 9.

celle vécue par l'élite. Que ce soit au niveau des disparités économiques, culturelles, de logement, d'éducation ou de santé, P-A Linteau n'hésite pas à parler de « deux Montréal » pour signifier l'écart fondamental qui existe entre ces deux réalités. Pour Linteau le cloisonnement qui existe entre francophones et anglophones est également présent entre l'élite et les familles ouvrières. Il y a là deux mondes qui se côtoient à travers la ville, mais qui ont des espaces bien définis et interagissent peu entre eux. L'exploration des différents espaces de sociabilités, des loisirs, de la culture, du transport et de l'habitat sont autant de thèmes qui abondent en ce sens.

Un des grands atouts de ce livre est qu'il rend intelligible des phénomènes complexes qui s'inscrivent sur le long terme et permet d'appréhender le contexte montréalais dans toute sa complexité et sa spécificité. Bien qu'il n'amène pas une interprétation nouvelle relativement à la famille ouvrière, l'ouvrage demeure un outil de référence de premier choix pour cerner les différentes forces à l'œuvre dans l'évolution de Montréal et pour bien comprendre le mode de vie des familles ouvrières et leur participation à l'évolution de l'espace urbain.

De cette première partie du bilan historiographique, nous retiendrons d'abord que l'ensemble des écrits adoptent une périodisation qui se situe entre 1840 et 1929, période à laquelle Montréal assiste à l'émergence de sa classe ouvrière. La plupart des auteurs procèdent à un découpage au tournant du siècle et analysent de manière séparée les familles ouvrières du XIXe siècle et celles du début du XXe siècle. De toute évidence, cette coupure est en lien avec la transformation de la structure industrielle, urbaine et démographique que connait Montréal au tournant du siècle.

Les phénomènes d'industrialisation et d'urbanisation ont une place de choix dans le cadre interprétatif des auteurs et ces processus paraissent indissociables de l'étude des familles ouvrières. Seules Sherry Olson et Patricia Thornton privilégient l'angle du peuplement, rappelant l'intérêt des deux chercheures pour les questions d'immigration. Néanmoins, elles ne nient en aucun point l'importance de ces deux

processus dans l'émergence et l'évolution de la famille ouvrière.

L'idée que les familles ouvrières sont de plus en plus dépendantes des salaires et que ces revenus sont généralement insuffisants pour espérer vivre adéquatement est une constante dans l'historiographie. Cependant, le point de vue plutôt misérabiliste et le portrait indifférencié de Terry Copp cède le pas à une perspective beaucoup plus positive où les familles sont considérées comme des agents actifs. L'historiographie investit de plus en plus l'espace domestique pour trouver des réponses et comprendre le processus décisionnel de ces ménages. La structure familiale, les rapports entre les membres, les différentes stratégies résidentielles, les conditions de logement sont au nombre des thèmes prisés par ces auteurs. L'expérience de la famille ouvrière apparait de plus en plus diversifiée.

Il est possible de remarquer une constance au niveau des sources utilisées. Les fiches nominatives occupent une place de choix et sont régulièrement croisées avec les rôles d'évaluation, l'annuaire Lovell, les plans d'assurances de la ville de Montréal, les rapports municipaux et provinciaux. À la lumière de ces recherches, leur utilisation permet de construire des profils socioculturels et économiques fournis tout en permettant d'inscrire ces populations dans l'espace urbain. Les fiches nominatives permettent à la fois de regarder une population dans son ensemble, mais aussi de procéder à des analyses plus microscopiques à l'échelle du ménage.

La famille ouvrière est présentée de plus en plus comme une entité flexible et dynamique. Pour cerner cet aspect, des auteurs comme Lauzon et Linteau comparent une même population à deux époques différentes. Ils désirent ainsi mettre en lumière les différences et similitudes. Quant à Bradbury, elle privilégie une comparaison entre deux quartiers. Sherry Olson et Patricia Thornton utilisent le concept de trajectoire pour offrir un point de vue longitudinal sur plus de 60 ans. Dans tous les cas, nous observons la volonté d'exposer les variations que connaît la famille ouvrière. Ces dernières sont tantôt expliquées par les différences de revenus et s'appuient surtout

sur le concept de classe sociale (Bradbury, Copp); tantôt à travers le filtre socioculturel (Olson et Thornton). Dans tous les cas, ces auteurs s'accordent sur le fait que la réalité est quelque part entre les deux. La synthèse de P-A Linteau confirme bien cette idée. La composante socioculturelle est également utilisée pour analyser la structure territoriale. Comme le montrent Olson, Thornton et Lauzon, que ce soit en termes de concentrations ethniques ou à travers diverses manifestations culturelles et communautaires, la famille ouvrière s'inscrit de multiples manières dans l'espace urbain.

Le lien entre territoire et population tend à prendre une place de plus en plus importante dans l'historiographie au fur et à mesure qu'elle est investie par l'histoire urbaine. Autant chez Olson, Thornton, Linteau et Lauzon, il y a un intérêt soutenu pour l'étude de la population résidente à travers son milieu de vie. Bien que les terrains d'enquêtes varient (ville, quartiers, rue), ces auteurs privilégient de plus en plus des «plongées» vers le micro pour aller chercher des réponses. L'étude d'un pâté de maison, la comparaison de deux bouts de rue pour valider ou infirmer une statistique sont fréquemment utilisées. Cette incursion dans le micro est logique dans la mesure ou l'historiographie de la famille ouvrière s'intéresse de plus en plus, comme nous l'avons mentionné, à l'espace domestique. Cette volonté d'aller vers le plus petit nous intéresse et nous le considérons davantage dans la seconde partie de ce bilan.

1.1.2 Études en histoire urbaine

L'un des objets d'étude de notre mémoire est avant tout un lieu, une parcelle de Montréal que nous étudions à travers sa population résidente. Nous avons constaté dans la première partie de ce bilan que certaines recherches qui s'inscrivent dans le courant de l'histoire urbaine réfèrent régulièrement à des analyses microscopiques. La

seconde partie de bilan sondera les avancées récentes en histoire urbaine afin de valider que l'étude d'un espace restreint est en phase avec la production scientifique actuelle. Enfin, les dernières pages du bilan sont consacrées aux recherches qui portent plus spécifiquement sur le Village-aux-oies.

Dans son article « L'histoire urbaine durant les années 1990 : de nouvelles tendances ? », Claire Poitras fait ressortir les grandes tendances de l'historiographie en histoire urbaine québécoise. En s'appuyant sur une quantité impressionnante d'articles scientifiques, l'auteure met en lumière une certaine continuité dans le choix des thématiques et des cadres spatiotemporels adoptés par les chercheurs. En effet, Montréal s'avère être le principal terrain d'enquête de ces articles alors que les périodes qu'ils étudient sont majoritairement concentrées entre 1850 et 1950. Claire Poitras explique cette préférence des chercheurs par « l'envergure nouvelle » que revêt le phénomène urbain pendant cette période. Si le thème des pouvoirs locaux est privilégié, l'étude des groupes socioculturels a aussi une belle place dans l'historiographie récente. Elle note que l'examen de la distribution de ces groupes dans l'espace urbain met à l'avant-plan les phénomènes de différentiation sociospatiale et de ségrégation résidentielle. Au niveau des unités d'analyse spatiale, Claire Poitras confirme qu'elles sont de plusieurs ordres — ville, quartier, banlieue, rue et même l'espace domestique — sans toutefois constater une prévalence dans le choix de ces échelles. Elle note aussi que les historiens qui abordent l'espace urbain sous l'angle de l'histoire sociale privilégient fortement des sources comme les recensements, les procès-verbaux des conseils municipaux, les rôles d'évaluation ou les registres de mariage.[27] À première vue, il y a donc une ressemblance évidente entre la démarche et les sources envisagées par le présent projet et les principales tendances de la recherche en histoire urbaine des dernières décennies.

---

[27] Claire Poitras, « L'histoire urbaine durant les années 1990 : de nouvelles tendances? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, no 2, (2000) : 219-245.

Pour se convaincre de l'intérêt d'étudier de petits ensembles dans la ville, un coup d'œil aux études produites sous la gouverne des chercheurs de l'UQAM et du Laboratoire d'histoire et patrimoine de Montréal (LHPM) est suffisant. En effet, les travaux recensés ont souvent comme objet une section de rue, un faubourg ou encore un quartier.[28] Ces « études de cas » proposent généralement d'étudier un espace urbain à travers sa population et son cadre bâti. Certains travaux cherchent à montrer la transformation de cet espace sur une période donnée, alors que d'autres se concentrent sur un moment précis. Pour les fins de ce bilan, citons en exemple le mémoire de maîtrise de Marine Pagé sur les bourgeois de la rue Sherbrooke.[29] L'objectif de recherche est de brosser un portrait social d'une portion de la rue Sherbrooke. Marine Pagé se concentre sur une soixantaine de foyers de la haute bourgeoisie montréalaise au tournant du XX^{e} siècle et décortique dans le détail les caractéristiques de ces résidents. Elle peut alors les comparer entre eux et relever les variations à l'intérieur de cette classe privilégiée.

Les sources qu'elle utilise sont récurrentes dans de nombreuses recherches portant sur Montréal. L'utilisation du recensement de 1901, de l'annuaire Lovell, des plans d'assurance et des rôles d'évaluation permet à Marine Pagé d'analyser la composition des chefs de familles, l'habitat de ces ménages et de prendre en compte la population de domestiques qui habitent également ces lieux. Elle complète ce portrait à l'aide de

---

[28] Une recherche sommaire des travaux provenant de l'Université du Québec à Montréal montre qu'une quantité importante de travauxs'intéressent à de très petits espaces. Nous nous limitons à présenter de manière plus explicite le travail de Marine Pagé dans ce bilan, mais les travaux suivants présentent de fortes similitudes aux niveaux des sources, de la méthodologie et des terrains d'enquête. Voir Daniel Charbonneau, *L'émergence d'une artère commerciale : la rue Sainte-Catherine de Montréal 1870-1913,* (mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2006); Marie-Ève Lacaille, *Étude urbaine d'un îlot du Faubourg Saint-Laurent : la confection sur la Main, 1880-1939,* (mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2011); Sylvain Rondeau, *Les Irlandais du quartier Sainte-Anne à Montréal, sources et institutions, 1825-1914, (*Rapport de recherche, Université du Québec à Montréal, 2011); Mathieu Alexandre Trépanier, *Le boulevard Saint-Laurent dans la Petite-Italie, 1930-1960,* (Rapport de recherche, Université du Québec à Montréal, 2014).

[29] Marine Pagé, *Les bourgeois et leur environnement, la rue Sherbrooke à Montréal en 1901,* (mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Université d'Angers, 2001).

biographies sur les personnages les plus connus. Marine Pagé met en évidence la présence de quelques « privilégiés parmi les privilégiés » Elle note aussi une grande homogénéité ethnique. Pour les groupes minoritaires (francophones, irlandais), c'est leur fortune qui garantit leur intégration. Le mémoire est donc très efficace pour mettre en lumière les différences à l'intérieur d'une tranche de population en apparence plutôt homogène. Autant la méthodologie que le corpus de sources utilisées sont inspirants pour le présent travail.

Le projet *Les grandes rues de Montréal,* dirigé par le LHPM et produit en partenariat avec la Ville de Montréal, est également digne de mention. Il regroupe une série de recherches qui portent spécifiquement sur des artères de la métropole. La recherche présentée sur Internet met en valeur de nombreuses archives de la Ville de Montréal. Aux sources déjà citées dans ce bilan s'ajoute une riche iconographie. Il en résulte une manière originale de découvrir la ville à travers la transformation de ces voies de communication. Dans ce cas-ci, la rue n'est plus seulement un terrain d'enquête, elle est l'objet d'étude. Cette optique permet de bien appréhender les différentes fonctions jouées par ces avenues à différents moments de l'histoire de Montréal.[30]

Dans la même veine, Claire Poitras propose de se concentrer principalement sur les composantes architecturales et patrimoniales de la rue McGill entre 1842 et 1934. Son article « Tertiarisation et transformation de l'espace urbain : la rue McGill à Montréal (1842-1934) » pose l'hypothèse que «le processus de tertiarisation de l'économie modifie le tissu urbain et les formes architecturales». La chercheure analyse les différentes fonctions commerciales présentes sur la rue entre 1842 et 1934 ainsi que l'évolution du cadre bâti. Elle montre ainsi l'effet de la mutation de l'économie sur la structure urbaine. Bien qu'elle établisse ce lien, elle conclut que des

---

[30] Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert *et al.*, *Les grandes rues de Montréal*, LHPM et Ville de Montréal, récupéré de http://www.ville.montreal.qc.ca/grandesrues

processus beaucoup plus globaux, notamment le statut industriel et portuaire de Montréal, sont aussi à l'œuvre dans la transformation de la rue.[31]

Si l'article de Claire Poitras insiste surtout sur l'aspect fonctionnel de la rue, l'historiographie en histoire urbaine laisse aussi une belle place à l'étude de l'évolution des populations résidentes. Certaines études explorées en première partie ont d'ailleurs exprimé cet intérêt. Dans son livre tiré de sa recherche doctorale, *Entre voisins*[32], Lucia Ferretti s'intéresse à la paroisse Saint-Pierre-Apôtre. La thèse de l'auteur soutient que l'Église contribue à façonner l'identité urbaine des Canadiens français. L'ouvrage réussit à montrer le rôle de médiation que joue la paroisse dans l'intégration des Canadiens français au monde urbain jusqu'aux années qui précèdent la Première Guerre mondiale. Pour l'heure, ce qui nous intéresse davantage dans le travail de Lucia Ferretti est sa démarche. Afin de montrer la transformation de la composition de population résidente de la paroisse, Ferretti reconstruit le profil socioculturel et économique des St-Pierrais en 1871, 1901 et 1931. La comparaison de ces profils s'avère très efficace pour mettre en lumière les traits distinctifs pour chacune de ces périodes. Le regard que porte Ferretti sur les déplacements à l'intérieur de la paroisse est intéressant et montre un milieu de vie très intégré.[33] Sa réflexion sur le lieu de résidence des propriétaires en 1901 ouvre une avenue que le présent travail aimerait explorer. En effet, elle montre que de nombreux Saint-Pierrais propriétaires n'habitent plus le quartier en 1901. La recherche ne s'intéresse cependant pas à savoir où sont allés ces anciens résidents. Notre recherche souhaite considérer ces résidents qui quittent le Village-aux-oies. Quels sont leurs profils ? Où vont-ils s'installer ?

---

[31] Claire Poitras, « Tertiarisation et transformation de l'espace urbain : la rue McGill à Montréal (1842-1934) », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. XXXI, no. 2 (2003).

[32] Lucia Ferretti, *Entre Voisins, la société paroissiale en milieu urbain, Saint-Pierre Apôtre de Montréal, 1848-1930* (Montréal : Boréal, 1992).

[33] *Ibid.*, 28-30

Plus près du sujet à l'étude dans ce mémoire, il est judicieux de souligner à nouveau le travail de Gilles Lauzon sur la Pointe-Saint-Charles. Bien qu'il privilégie l'étude du quartier, Gilles Lauzon morcelle davantage le territoire à l'intérieur des chapitres de son livre et fait régulièrement référence à de plus petites zones pour évoquer des réalités autrement imperceptibles.[34] À titre d'exemple, lorsqu'il discute de la démographie de la Pointe entre 1891 et 1901, il note une hausse importante de la population. En regardant les secteurs en détail, il en vient à constater que la part du lion de cette augmentation va au quartier St-Gabriel qui se développe à une vitesse impressionnante. De ce fait, il est possible de dire que Ste-Anne connaissait déjà une certaine maturité en 1890.[35] Cet aller-retour entre l'échelle de la rue et celle du quartier est tout aussi efficace lorsque vient le temps d'étudier les différents patterns de concentrations socioculturelles. Le chercheur est alors en mesure d'apprécier les deux côtés d'une même médaille. Enfin, l'utilisation de la rue comme terrain d'enquête permet à Gilles Lauzon de mettre en place certains indicateurs originaux. Celui des modes d'occupation présenté précédemment en est un bon exemple.

Un dernier élément à signaler est la place que Gilles Lauzon fait au Village-aux-oies dans son livre. À de nombreuses reprises, il mentionne ce secteur de la Pointe-Saint-Charles et dévoile quelques traits distinctifs de sa population résidente. De manière générale, peu d'historiens s'intéressent à cette enclave. Un premier tour d'horizon de la littérature traitant de Montréal permet de constater le nombre limité d'ouvrages se souciant du Village-aux-oies.[36] Deux réalisations font cependant figure d'exception. Du côté universitaire, le travail d'une trentaine de pages écrit par Mark Poddubiuk[37] en 1983 adopte une perspective architecturale et constitue une introduction

---

[34] Nous avons vu que cette stratégie est également utilisée par Sherry Olson et Patricia Thornton.
[35] Gilles Lauzon, *Op. cit.*, 58
[36] Certains travaux sur les Irlando-Montréalais et sur Griffintown mentionnent à l'occasion *Victoriatown.* Il s'agit généralement de passages très brefs. À titre d'exemple on peut voir Dorothy Susanne Cross, *The Irish in Montreal*, (mémoire de maîtrise, Université McGill, 1969); ou encore Golroo Mafaharri, *Griffintown*, (Thèse en architecture, Université McGill, 2009).
[37] Mark Poddubiuk, *Goose Village*, (thèse en architecture, Université McGill, 1983).

intéressante à l'histoire du quartier. L'auteur s'intéresse à l'évolution du cadre bâti, mais surtout à la transformation physique du territoire. S'appuyant sur l'analyse de nombreuses cartes, son travail permet de constater les différents visages que le secteur a connu au fil des ans, du marécage jusqu'au stationnement actuel. Malheureusement, la thèse passe sous silence les raisons et les mécanismes qui ont mené à ces changements. L'auteur explore très peu la composition de la population et reste discret quant à la nature des industries et commerces qui ont pignon sur rue dans *Goose Village*. Il s'agit néanmoins du premier travail qui s'intéresse de manière plus pointue au Village-aux-oies et qui a le mérite d'embrasser l'évolution du territoire et de la trame urbaine, de la naissance du quartier jusqu'à sa destruction en 1964.

Le second ouvrage ayant comme objet d'étude le Village-aux-oies est beaucoup plus récent. Il s'agit du livre *Quartiers disparus* dirigé par Catherine Charlebois et Paul-André Linteau. Le livre fait suite à une exposition du même nom présentée au Centre d'histoire de Montréal en 2011 dont l'un des volets se concentrait spécifiquement sur les années qui précèdent la démolition du Village-aux-oies. Très bien documenté, le livre est fidèle à l'approche du musée et laisse une place importante à l'histoire orale. Les témoignages et souvenirs d'anciens résidents sur leurs quotidiens dans « le village » évoquent ce qu'était la vie de quartier au milieu du siècle dernier. Le caractère italien du quartier et l'attachement profond des résidents à leur milieu de vie est présent tout au long de l'ouvrage. La mise en valeur d'un lot de photos des archives de Montréal datant de 1963 constitue en soi une contribution originale et permet de faire vibrer davantage les témoignages.[38]

Cette seconde partie du bilan historiographique voulait souligner la pertinence d'étudier la ville, et particulièrement le Village-aux-oies, à travers un territoire aussi petit que la rue. L'examen de la production scientifique récente montre un

[38] Catherine Charlebois, Paul-André Linteau, *Quartiers Disparus*, (Montréal : Les éditions Cardinal, 2014).

certain enthousiasme pour l'étude de segments de rues. L'UQAM et le LHPM ont une série de recherches qui adoptent la rue comme lieu d'observation de phénomènes sociaux plus vaste. Ces études de cas ont prouvé leur efficacité à approfondir notre compréhension du développement de l'espace urbain dans ses composantes architecturales, fonctionnelles et humaines. Il s'agit également d'un lieu privilégié pour observer l'évolution des populations résidentes et étudier leur manière d'habiter la ville. Il n'est pas naïf de penser que la multiplication d'études de cas contribue à enrichir notre compréhension du développement de la métropole et de sa population tout en ajoutant de nouveaux points de comparaison.

En s'intéressant à l'histoire de la rue Forfar, à ses dynamiques d'occupation au début du XX^{e} siècle, c'est bien humblement que ce mémoire désire s'inscrire dans cette lignée et contribuer au champ de l'histoire urbaine. Aussi, en mettant au jour le profil des ménages ouvriers de la rue Forfar pour la période l'étude, la recherche a la volonté de contribuer à l'histoire sociale des familles ouvrières montréalaises.

1.2 Problématique

Ce mémoire s'intéresse à la fois à un lieu et à sa population. Notre réflexion s'articule donc sur l'enjeu du remplacement des populations ainsi que sur celui de l'occupation et de la mobilité dans l'espace urbain. En prenant le cas de la rue Forfar, nous désirons mettre au jour le profil des populations résidentes entre 1901 et 1921 afin d'observer le lien entre structure sociale, habitat et localisation sur la rue. Les bornes de la période à l'étude sont déterminées par des considérations pragmatiques, celles-ci correspondant aux dates des sources principales de notre corpus. De manière plus significative, il s'agit d'un moment où Montréal est le théâtre d'une seconde phase d'industrialisation et d'une modernisation de son économie. Une migration en provenance d'Europe, notamment de l'Est, caractérise aussi la métropole à la même

époque. Puisque qu'une grande part des interrogations de ce mémoire repose sur la nature de l'alternance des familles ouvrières de la rue Forfar, cette période d'ébullition apparaît comme un terreau fertile pour observer les changements dans la structure sociale. En considérant les conclusions de notre bilan historiographique, il semble aussi pertinent de se concentrer spécifiquement sur les populations ouvrières montréalaises après 1900.

Le choix de la rue Forfar n'est pas innocent. D'abord, il s'agit de rue la plus ancienne et la plus populeuse du Village-aux-oies.[39] Son cadre bâti subit très peu de transformations après les années 1890 et la rue conserve un caractère définitivement résidentiel. Ce cadre d'analyse permet d'adopter une approche qui favorise une différenciation des profils des populations résidentes et une comparaison des familles ouvrières entre elles. Nous espérons ainsi valoriser la multitude de situations économiques, sociales et professionnelles présentes à l'intérieur de la classe ouvrière. Le caractère enclavé du Village-aux-oies apporte également un aspect singulier à notre recherche. Cerné à 360° par un environnement hautement industriel, le quartier se trouve dans une position paradoxale. Il est coupé de la trame urbaine montréalaise, mais reste à proximité de pôles économiques et industriels majeurs : port de Montréal, canal Lachine, bassin Wellington et bien sûr les ateliers du Grand-Tronc. Le secteur est aussi à l'écart du reste de sa paroisse. Le Village-aux-oies n'est manifestement pas un quartier comme les autres et y avoir pignon sur rue ne semble pas relever du hasard. Cette particularité du Village-aux-oies nourrira nos réflexions et questionnements tout au long de la recherche.

L'adoption d'une méthode basée sur l'étude d'un bout de rue nous permet d'examiner la rue Forfar de manière exhaustive. En prenant en compte l'ensemble de ses acteurs, il est possible d'avoir une connaissance profonde de la population résidente de la rue

[39] La rue Conway compte la moitié moins de ménages et les autres rues du village encore moins.

et de ses dynamiques résidentielles. Le pari d'une telle perspective n'en est pas un de représentativité. Il s'agit plutôt de considérer la rue Forfar comme une petite société en soi, d'explorer dans le détail les relations entre les résidents et leur milieu afin de comprendre comment ces Montréalais habitent leur ville. Bien entendu, nous restons conscient des limites d'une telle démarche dont l'une des plus évidentes est de laisser dans l'ombre des phénomènes ayant cours dans l'environnement immédiat. Cependant, nous avons la conviction qu'il est porteur d'adopter une telle perspective pour mettre en valeur la transformation de la population ouvrière du Village-aux-oies au début du siècle et affiner notre compréhension de sa relation avec son espace de vie.

Ainsi, nos premières interrogations portent sur l'âme et le cœur de la rue Forfar : sa population. À partir de questions simples, nous désirons savoir quelle est la composition socioprofessionnelle et démographique de la rue. Les fiches nominatives des recensements nous permettent d'explorer une multitude de variables afin de construire un portrait fourni des résidents pour les années 1901, 1911 et 1921. Quelles sont les professions des habitants de la rue ? Quelle est leur origine ethnique, leur confession religieuse ? Quel est le salaire annuel des chefs de famille ? Quelle est la place des propriétaires occupants ? Avec cet examen minutieux de la composition socioprofessionnelle, nous serons en mesure de constater ce qui distingue les familles les unes des autres. Nous pourrons mettre en valeur l'éventail des situations existantes à l'intérieur même d'une tranche de la classe ouvrière.

Ces portraits nous permettent de pousser notre questionnement plus loin sur la nature de l'alternance et du remplacement des habitants de la rue Forfar d'une décennie à l'autre. En quoi les familles résidentes de 1921 sont-elles différentes de celles de 1901 ? Qu'est-ce qui explique ces transformations ? Rappelons que plusieurs phénomènes d'arrière-plan sont à l'œuvre. La structure industrielle du quartier est en pleine consolidation. De nombreux complexes industriels agrandissent leurs

installations et plusieurs compagnies fusionnent leurs activités pour devenir des géants de leur secteur d'activité. Le bassin Wellington, à proximité du Village-aux-oies, voit ses infrastructures se densifier et demeure un secteur bouillonnant. L'ouverture de nouveaux quartiers résidentiels vers l'ouest attire les familles ouvrières un peu mieux nanties. Enfin une large part des migrants venus d'Europe gonflent les rangs des journaliers et autres travailleurs non qualifiés. Le contexte démographique du quartier en est encore un de croissance, bien qu'elle soit moindre que dans les dernières décennies du XIX^{e} siècle. Dans quelle mesure la composition des familles ouvrières et leurs profils socioprofessionnels sont-ils révélateurs de ces transformations ? Pouvons-nous observer un certain remplacement des populations ouvrières de la rue Forfar entre 1901 et 1921 ?

Une part de nos questionnements concerne également les dynamiques résidentielles. Sans supposer l'existence d'une structure sociorésidentielle à l'échelle de la rue, nous pensons qu'il existe certaines affinités dans l'espace entre les différents profils des familles ouvrières. Compte tenu de notre échelle d'analyse, nous chercherons à faire ressortir certains patterns qui peuvent exister par maison, ou encore certaines similarités au niveau du voisinage. L'une de nos hypothèses de travail est qu'il existe des affinités dans l'espace en fonction des profils socioprofessionnels et que ces affinités perdurent dans le temps. Il sera également intéressant d'examiner la place des migrants sur la rue Forfar. En effet, les Irlandais et les Canadiens français, de confession catholique pour la majorité, et les anglophones protestants se côtoient à l'intérieur du quartier depuis des décennies. Or dans le premier quart du XX^{e} siècle une proportion de plus en plus importante de migrants d'Europe de l'Est et d'Italie élit domicile à Montréal et change le visage de la métropole. Le Village-aux-oies reçoit une certaine part de ce contingent. Cette diversité s'inscrit de différentes manières dans le territoire et les patterns de ségrégation ethnoculturelle à l'échelle de la ville et du quartier sont d'ailleurs bien documentés. Mais comment s'insèrent ces nouveaux migrants à l'échelle de la rue ? Où s'installent-ils et comment ? Cette

insertion se fait-elle plutôt par addition ? Par superposition ? Par remplacement ? Pour ceux qui arrivent en début de période, restent-il dans le Village-aux-oies, ou est-ce uniquement un lieu de passage ?

Dans la même perspective, le mémoire porte une attention particulière à ceux qui quittent la rue Forfar. La majorité des recherches comprenant un volet sur l'étude des populations résidentes ne prennent pas en charge ceux qui n'y résident plus. Vu la particularité territoriale du Village-aux-oies et considérant le sentiment d'appartenance profond au quartier dans les années 1960 mis au jour par P-A Linteau et C. Charlebois[40], nous voulons savoir si ceux qui déménagent de la rue Forfar entre les années 1901 et 1921 restent dans le Village-aux-oies. Ces données nous fourniront un indice sur le degré de cohésion du quartier à ce moment. Avec l'ouverture de nouveaux secteurs comme Verdun à proximité, pouvons-nous déceler un signe de l'attrait de ces quartiers ?

Le lien entre la population et territoire est donc central dans notre questionnement. Avec le cas de la rue Forfar, nous cherchons à cerner la transformation d'une population sur une vingtaine d'années et aussi à comprendre comment ces changements se transposent sur le territoire.

1.3 Sources et méthodologie

La méthode de segment de rue, nous l'avons mentionné, repose sur l'idée d'une connaissance exhaustive de ses résidents. Pour atteindre cet objectif, le mémoire de maîtrise s'appuiera principalement sur quatre sources que nous décrivons ici brièvement.

---

[40] Voir Catherine Charlebois, Paul-André Linteau, *Op. cit.*

Les recensements canadiens de 1901, 1911 et 1921 et leurs fiches nominatives sont sans contredit la pierre d'assise de cette recherche. Ces documents regorgent d'informations permettant de construire le profil socioprofessionnel de chaque résident de la rue Forfar. Nom, prénom, lien de parenté avec le chef de famille, origine ethnique, lieu de naissance, date de naissance, revenu annuel, emploi et coût du loyer sont au nombre des données disponibles sur ces fiches. D'ailleurs, l'utilisation du recensement nominatif de 1921 constitue en soi un attrait original puisqu'il n'est disponible que depuis 2013. L'avantage principal de ces documents est qu'ils prennent en charge l'ensemble des membres du ménage. Il est ainsi possible de se distinguer des analyses strictement basées sur les chefs de famille.

Les recensements ont toutefois la lacune de passer sous silence le travail non rémunéré. Ils ont aussi le défaut de prendre le pouls d'une population à un moment bien précis sans tenir compte des variations annuelles. Il s'agit d'un portrait figé. Nous pensons pouvoir dépasser cet aspect statique en comparant les décennies 1901, 1911 et 1921. Cela nous permettra d'avoir un portrait plus dynamique. Enfin, soulevons que ces sondages étant effectués par des humains, certaines erreurs de retranscription ou de compréhension de la part des scrutateurs sont inévitables. Si le croisement avec d'autres sources permet de réduire ces coquilles au maximum, il est difficile de se protéger entièrement de tels biais.

La seconde source que nous désirons exploiter est le rôle d'évaluation foncière. Il s'agit d'un inventaire de tous les immeubles présents sur le territoire. Les informations compilées pour chaque adresse civique comprennent le nom du propriétaire, son travail, son lieu de résidence, la valeur du terrain et du bâtiment, le numéro de cadastre ainsi que le montant du loyer payé par les locataires. Des éléments concernant les taxes scolaires et des soldes dus sont aussi disponibles. Il s'agit d'un incontournable pour les questions entourant la propriété.

Les annuaires du *Lovell's Montreal Directory* constituent une source d'une grande utilité lorsqu'il faut suivre des Montréalais à l'intérieur de la ville. Ce catalogue associe chaque adresse civique à son occupant tout en y indiquant sa profession. Il inventorie également les locaux commerciaux présents sur la rue. Bien que les informations soient limitées, le fait que la publication du *Lovell* s'étire sur plus d'un siècle et demi permet de suivre le déplacement des Montréalais au fil du temps. Soulignons enfin que cette source a le défaut de n'être centrée que sur les chefs de famille.

Pour compléter ce corpus, le mémoire s'appuiera sur une série de cartes et plans d'assurance. Ces documents nous permettront de situer la rue dans son environnement immédiat, de saisir la trame urbaine à l'intérieur de laquelle s'insère la rue Forfar. À l'aide des plans d'assurance incendie, il est possible d'obtenir des informations sur la nature du cadre bâti et de constater quels sont les industries, commerces et lieux communautaires présents dans le quartier. Les photos prises par la Ville de Montréal avant la démolition du Village-aux-oies pourront nous être d'une grande utilité pour visualiser les types de bâtiments présents sur la rue Forfar.

La première étape de notre recherche consiste à repérer dans chaque source, pour les années 1901, 1911 et 1921, toutes les fiches ou pages associées aux adresses de la rue Forfar. Chacune de ces fiches doit ensuite être retranscrite sur un support électronique en s'assurant de respecter leur intégrité. Ces données sont enfin intégrées à une liste détaillée qui compilera l'ensemble des informations pour chacune des adresses civiques. Cette base de données est la moelle épinière de notre mémoire, c'est en effet à partir de celle-ci que nous construirons le profil socioprofessionnel pour chacun des résidents de la rue Forfar pour les années 1901, 1911 et 1921. Nous obtiendrons ainsi un portrait global de la population de la rue pour chacune de ces années.

Dans un second temps, il sera possible de mettre ces portraits de la rue Forfar en parallèle afin de jauger la transformation de sa population. Ces données pourront être interrogées et ventilées en fonction des nombreuses caractéristiques démographiques, ethniques, professionnelles, familiales et sociales présentes dans notre liste. Nous serons ainsi en mesure d'apprécier la nature des changements qui ont cours sur la rue Forfar dans les premières décennies du XX^{e} siècle.

Pour étudier les dynamiques résidentielles, nous travaillerons davantage avec l'annuaire *Lovell* et les rôles d'évaluation foncière. Pour analyser les déplacements dans la rue, un tableau sera construit avec tous les résidents présents sur l'ensemble de la période à l'étude. Nous pourrons ainsi faire ressortir si la mobilité sur la rue est forte ou non. En fonction des résultats, nous tisserons des liens avec les profils des familles résidentes. Une attention particulière sera portée aux migrants et à l'endroit où ils s'installent sur la rue. Le rôle d'évaluation foncière nous permettra d'évaluer la valeur des logements et la hausse des prix des logements pendant la période. Il nous éclairera aussi sur l'identité des propriétaires des logements. Sont-ils résidents ? Où habitent-ils et comment s'exprime leur mobilité sur les vingt années à l'étude ?

C'est avec beaucoup d'humilité que nous pensons pouvoir nous inscrire dans le courant de l'histoire urbaine en pointant des phénomènes de mobilité et de permanence à petite échelle dans l'espace urbain montréalais. En observant de manière aussi précise les résidents de la rue Forfar, c'est également aux connaissances sur les familles ouvrières montréalaises que nous espérons contribuer. Cette étude de cas répond aux différents appels fait par des chercheurs comme Gilles Lauzon, Sherry Olson, Patricia Thornton ou Paul-André Linteau qui sont favorables à la multiplication de recherches à petite échelle sur Montréal. Pour nous, il est clair que la somme de ces travaux permet d'affiner notre compréhension de l'univers montréalais et participe à construire un portrait toujours plus complexe, mais toujours plus fin, de la métropole.

CHAPITRE II
LES RÉSIDENTS DE LA RUE FORFAR ENTRE 1901 ET 1921 : EFFECTIFS, ORIGINES ET MOBILITÉ

Ce premier chapitre plonge au cœur de population résidente la rue Forfar entre 1901 et 1921. Les habitants sont abordés à travers trois grands thèmes afin d'en saisir la nature et la composition. La première partie se concentre sur les éléments démographiques de base et évalue les effectifs de la rue Forfar entre 1901 et 1921. Dans un deuxième temps, c'est sous un angle culturel que les familles de la rue sont examinées. Il est ici question d'origine ethnique, d'appartenance religieuse et de langue. D'où viennent les résidents de la rue Forfar ? Comment le portrait se modifie-t-il pendant la période à l'étude ? Où se situe-t-il par rapport au contexte plus général de la métropole ? Enfin, le chapitre se conclut sur des questions de mobilité et d'occupation. Il s'agit ici d'explorer les liens de proximités entre les résidents, d'évaluer l'ampleur de leur stabilité et leur volatilité sur la rue et d'examiner l'existence de regroupements.

2 Portrait général

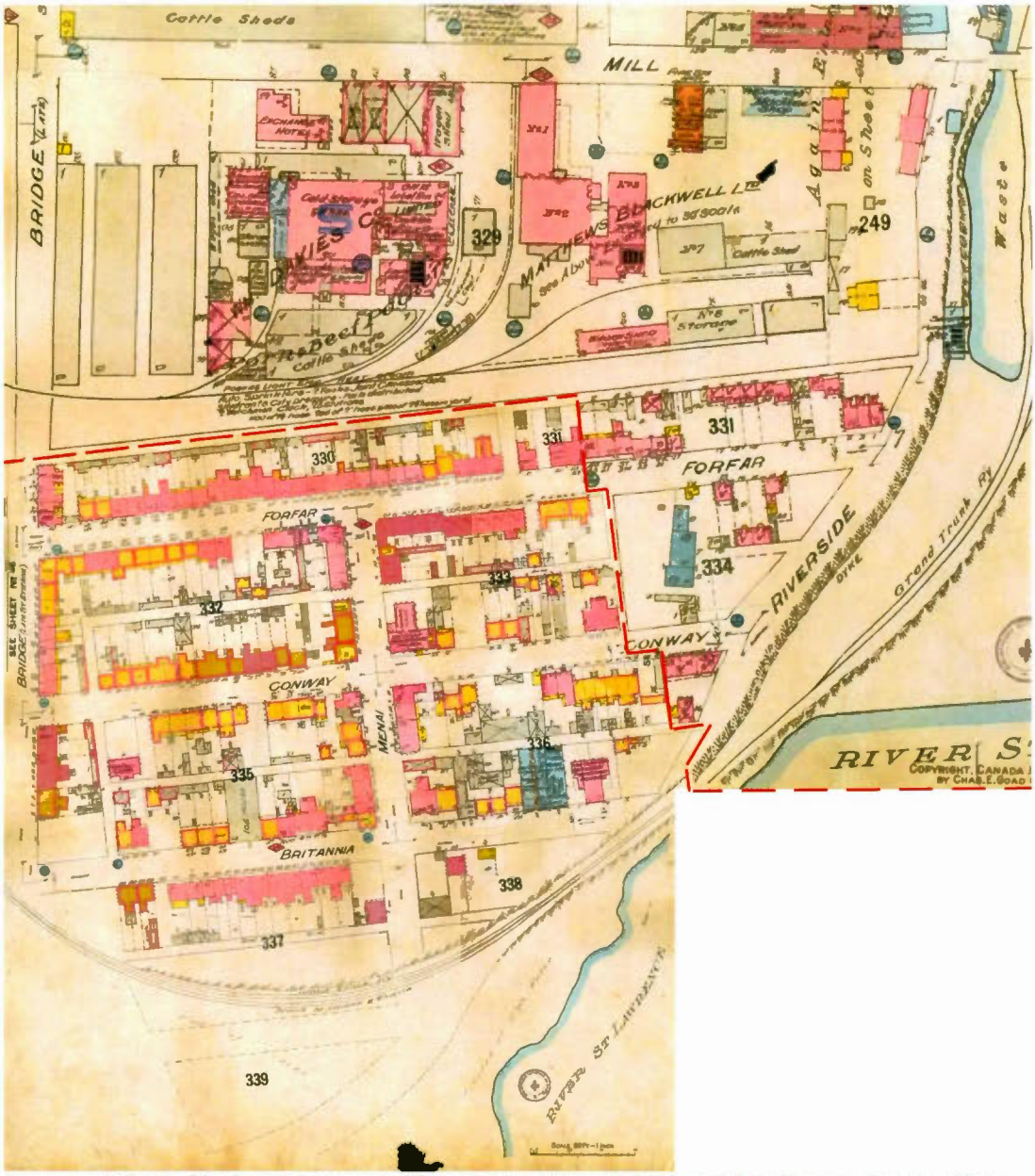
La position du Village-aux-oies à l'intérieur de la ville est tout à fait singulière. D'une part, le quartier est très près de la vieille ville et de l'avenue McGill, d'autre part, il en est complètement isolé en raison des nombreux sites industriels qui l'entourent. Les symboles sont ici assez forts puisqu'il s'agit de secteurs économiques ayant permis à Montréal de s'établir comme métropole canadienne. La limite sud du Village-aux-oies est formée par le fleuve Saint-Laurent et le pont Victoria ; à l'ouest, c'est le faisceau de chemins de fer et les ateliers du Grand Tronc qui isolent le village du reste de la Pointe-Saint-Charles ; au nord, la rue Mill et le canal Lachine ferment l'accès au reste du quartier Sainte-Anne ; enfin à l'est, ce sont les installations du port de Montréal qui complètent les limites de l'enclave. Le Village est donc situé dans une zone hautement industrielle qui foisonne d'activités et où les besoins en main-

d'œuvre sont importants. Que ce soit de plus petites entreprises d'approvisionnement ou de grandes industries s'étant installées aux abords du canal Lachine pour profiter de l'électrification de leurs activités, l'environnement immédiat du Village-aux-oies va contribuer à former une population très ouvrière où journaliers et employés qualifiés se côtoient.

2.1.1 La rue Forfar

La rue Forfar possède une vocation résidentielle tout au long de la période à l'étude et ne détonne pas de l'enclave dans laquelle elle se situe (figure 2.1). Elle constitue la limite nord du Village-aux-Oies et fait un lien direct entre les rues Bridge (à l'ouest) et, par le truchement de la rue Riverside, Mill (à l'est). L'étendue d'eau usée qui se trouve à cet endroit rappelle l'ancien marécage sur lequel a été construit le Village-aux-Oies. Elle témoigne également du caractère hautement industriel de l'environnement immédiat de la rue Forfar. Les logements du côté nord de la rue partagent d'ailleurs leur ruelle avec deux abattoirs de grande envergure, Matthews Blackwell Ltd et Davies AMD Co.

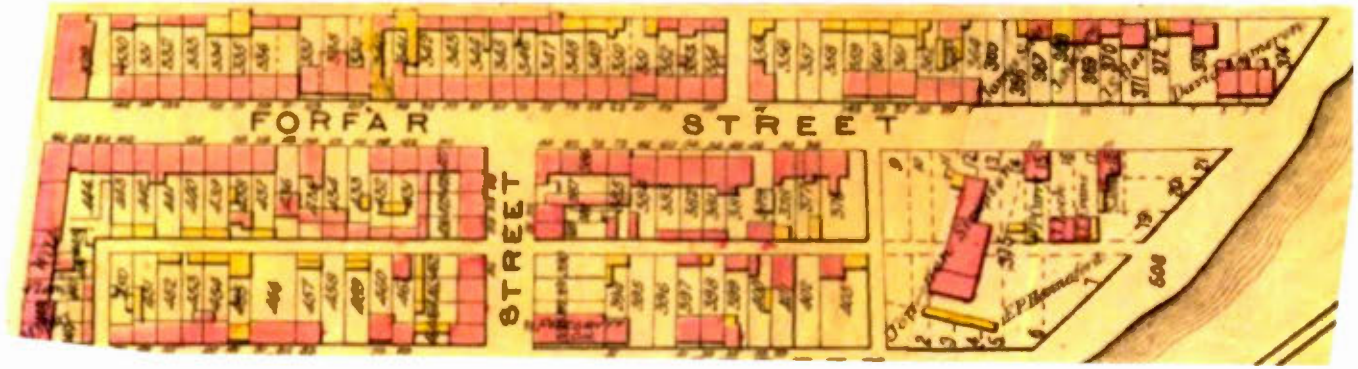
Dès les années 1890, la trame urbaine du Village-aux-Oies est pratiquement complétée et le bâti de la rue Forfar restera essentiellement le même pendant toute la période à l'étude (fig. 2.2). Deux lots identifiés comme « vacants » dans le recensement de 1901 seront construits pendant la période. Un seul, celui du 22 Forfar, sera démoli. Cet imposant édifice de pierre légèrement désaxé par rapport à la rue abrite plusieurs logements et est mis à terre vers 1918. L'espace libéré est ensuite désigné comme une aire de jeu par les plans d'assurances incendie. Autrement, la rue Forfar est composée de duplex et de triplex qui ont une assise directe sur la rue et qui, à l'exception de quelques épiceries et un atelier de tonnellerie, sont des habitations.



Sources : GOAD, Charles E, *Insurance Plan of city of Montréal,* Montréal, volume I, planches 48 et 49, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 1909.
La ligne rouge représente la coupe et le montage des deux planches utilisées.

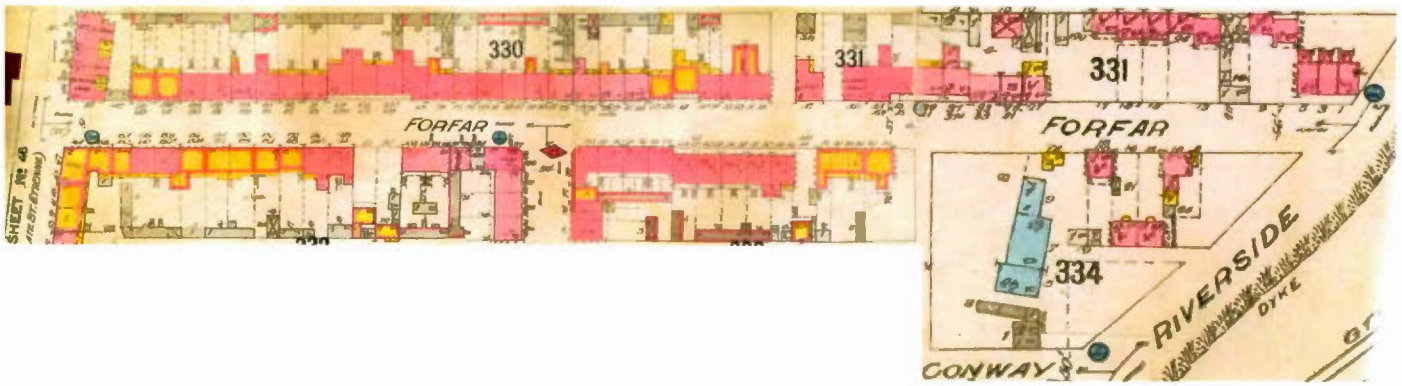
Figure 2.1
Le Village-aux-Oies — 1909 (montage)

La rue Forfar en 1890



Source : GOAD, Charles E, *Atlas of the City of Montreal from special survey and official plans showing all buildings names of owners*, Montréal: Chas. E. Goad, Civil Engineer, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 1890

La rue Forfar en 1914



Source : GOAD, Charles E, *Insurance Plan of city of Montréal,* Montréal: Chas. E. Goad, Civil Engineer, volume I, planches 48 et 49, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 1909, révision 1914.

Figure 2.2
Évolution de la trame urbaine sur la rue Forfar 1890-1914

2.1.2 Les résidents de la rue Forfar

Les données des recensements canadiens montrent une certaine stabilité quant au nombre d'habitants. La rue passe de 641 résidents en 1901 à 691 en 1921. Un décompte des chefs de famille indique que 131 familles y habitent en 1901. Ce nombre augmente à 143 en 1911 et diminue légèrement en 1921 pour atteindre 137 familles. Bon an, mal an, les ménages sont répartis dans 130 logements. Cette faible hausse est cohérente avec les effectifs plus globaux du quartier Sainte-Anne qui voit aussi sa population stagner dans les premières décennies du XX^{e} siècle. Comme le mentionne Gilles Lauzon, c'est plutôt le secteur de Saint-Gabriel qui contribue à faire augmenter la population de la Pointe-Saint-Charles pendant cette période.[41]

Autant en 1901 qu'en 1921, la population de la rue Forfar est relativement équilibrée et compte pratiquement autant de femmes que d'hommes. Le tableau 2.1 montre qu'il y a toujours un peu plus d'hommes que de femmes célibataires, particulièrement pour l'année 1911. Ce débalancement devient encore plus apparent chez les adultes de 21 ans et plus (tableau 2.2). À première vue, cette disproportion ne semble pas cohérente avec la situation qui prévaut à Montréal à la fin du 19^{e} siècle. En effet, si les populations masculine et féminine tendent à s'équilibrer à l'échelle de la province à partir de 1871, la conjoncture montréalaise est tout autre. Dans son étude sur la présence des femmes dans la métropole, Dorothy Susanne Cross révèle qu'elles sont plus nombreuses que les hommes pour l'ensemble de la période 1861-1901[42]. Montréal compte de 112 à 115 femmes pour 100 hommes pendant cette période. Ce nombre oscille entre 120 et 136 chez les 20-29 ans. L'arrivée massive de jeunes femmes en provenance de la plaine montréalaise avec l'objectif de trouver un travail dans les manufactures a contribué de manière importante à ce phénomène. L'auteure

---

[41] Gilles Lauzon, *Pointe-Saint-Charles: l'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal, 1840-1930* (Québec: Septentrion, 2014), 63.

[42] D. Susanne Cross, « La majorité oubliée : le rôle des femmes à Montréal au 19e siècle », dans *Les Femmes dans la société québécoise: aspects historiques*, éd. par Marie Lavigne et Yolande Pinard (Montréal: Boréal express, 1977), 33-59.

fait aussi ressortir l'inégalité de la répartition de la population à travers la ville. Dans la seconde moitié du 19e siècle, « la proportion de femmes dans les quartiers Sainte-Anne et Sainte-Marie était plus basse que celle des [autres] quartiers »[43]. En 1891 et 1901, le secteur compte respectivement 98,5 et 97,9 femmes pour 100 hommes.

Tableaux 2.1
État matrimonial des résidents de la rue Forfar selon le sexe 1901, 1911 et 1921

	Marié		*Célibataire*		*Veuvage*		*Autres/ill*		*Total*	
	♂	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀
1901	*127*	*122*	*188*	*174*	*6*	*21*	*1*	*1*	*322*	318
1911	*134*	*133*	*217*	*186*	*0*	*11*	*0*	*0*	*351*	330
1921	*121*	*118*	*219*	*214*	*2*	*16*	*0*	*1*	*342*	349

Sources : Recensements nominatifs canadiens 1901, 1911 et 1921

Tableaux 2.2
État matrimonial des résidents de la rue Forfar ayant 21 ans et plus selon le sexe, 1901, 1911 et 1921

	Marié		*Célibataire*		*Veuvage*		*Autres/ill*		*Total*	
	♂	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀
1901	*123*	*121*	*46*	*29*	*6*	*21*	*1*	*0*	*176*	171
1911	*133*	*127*	*55*	*21*	*0*	*11*	*0*	*0*	*188*	159
1921	*121*	*117*	*49*	*20*	*2*	*16*	*0*	*1*	*172*	154

Sources : Recensements nominatifs canadiens 1901, 1911 et 1921

Les données que nous avons montrent que cette tendance se maintient au début du XXe siècle sur la rue Forfar et qu'elle est encore plus prononcée chez les adultes de 21 ans et plus.[44] La rue est donc en cohérence avec son milieu immédiat et affiche une couleur différente du reste de la métropole. Ces écarts s'expliquent en partie par

[43] Cross, 37.
[44] Pour les années 1901, 1911 et 1921, on compte respectivement 98, 94 et 102 femmes pour 100 hommes. Ces chiffres sont de 97, 84 et 89.5 chez les adultes de 21 ans et plus.

le type d'entreprises présentes dans le secteur. Comme le souligne Cross, si quelques usines locales employaient des femmes, des pôles d'attraction majeure comme le port de Montréal, les gares de triage du Grand Tronc et les nombreuses usines de fer, d'acier ou de charbon en bordure du canal attiraient une main-d'œuvre essentiellement masculine. Le bassin d'emplois disponibles dans la sphère domestique est plutôt restreint dans Saint-Anne, les familles bourgeoises préférant s'installer dans le quartier voisin de St-Antoine.

Le portrait est nettement différent lorsque l'on considère uniquement les chefs de famille. En 1901, on compte 117 hommes chefs de famille pour 14 femmes chefs de famille[45]. Le contraste entre les hommes et les femmes est total. Sur 117 hommes chefs de famille, 112 sont mariés, 4 sont veufs et 1 est répertorié comme célibataire. Ils ont en moyenne 42 ans. À l'opposé, la totalité des femmes chefs de famille sont veuves et ont plus de 50 ans à l'exception d'Eliza Taylor. Cette dernière, veuve également, a 36 ans lors du recensement de 1901. Elle vit avec ses trois enfants et partage son logement avec deux chambreurs qui ne sont pas de sa famille. La moyenne d'âge des femmes chefs de famille est de 59 ans. Ce constat ne change pas au cours de la période et les résultats sont semblables en 1911 et 1921.[46]

Il est cependant intéressant de souligner le statut de Margaret McIntyre en 1921. Mariée à Andrew McIntyre en 1901 et 1911, elle apparaît dans le recensement de 1921 comme chef de famille et son statut matrimonial est « separated ». Cette donnée est unique à l'intérieur du corpus étudié et évoque sans doute une séparation de corps entre les deux époux. Il est difficile d'en connaître davantage à ce sujet dans le cadre

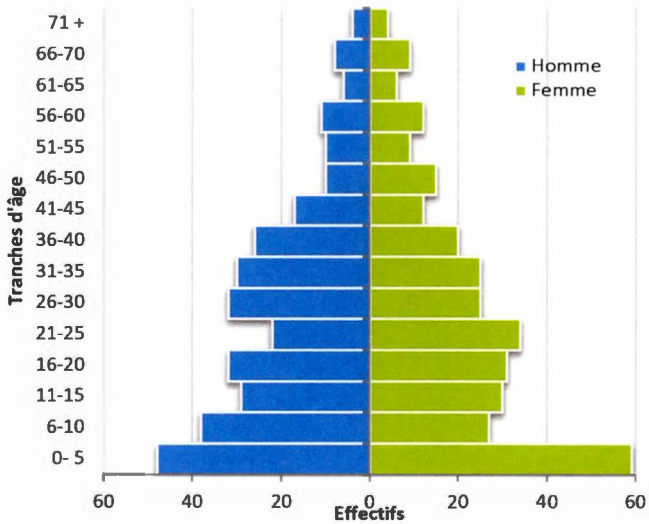
---

[45] Nous excluons Annie Moffat qui est listée comme chef de famille. Cette dernière a 25 ans et vit avec son fils de 1 an. Les autres sources nous confirment qu'elle est mariée avec William Moffat. Les recensements ultérieurs aussi.

[46] Pour un examen plus précis sur des expériences vécues par les veuves montréalaises au XIX[e] siècle voir Bettina Bradbury, *Wife to Widow: Lives, Laws, and Politics in Nineteenth-Century Montreal* (Vancouver: UBC Press, 2011), 202. L'ouvrage explore les différentes facettes du veuvage et expose la grande diversité des pratiques à travers des parcours de femmes montréalaises.

de notre recherche. Cependant, Bettina Bradbury expose brillamment les défis auxquels font face ces femmes et les difficultés pour l'historien d'analyser ces cas de séparation.[47]

Toujours d'un point de vue démographique, la rue Forfar est habitée par une population assez jeune dont la moyenne d'âge ne cesse de diminuer pendant les premières décennies du XX^{e} siècle. Elle passe de 25,72 ans en 1901 à 23,61 ans en 1921. L'âge médian est cependant de 24 ans en 1901 et de 19 ans en 1921, révélant ainsi l'importante progression du nombre d'enfants sur la rue[48]. La présence de jeunes adultes est importante en 1901 et la pyramide des âges présentée à la figure 2.3 traduit bien cette réalité.



Source : recensement canadien 1901, n=641

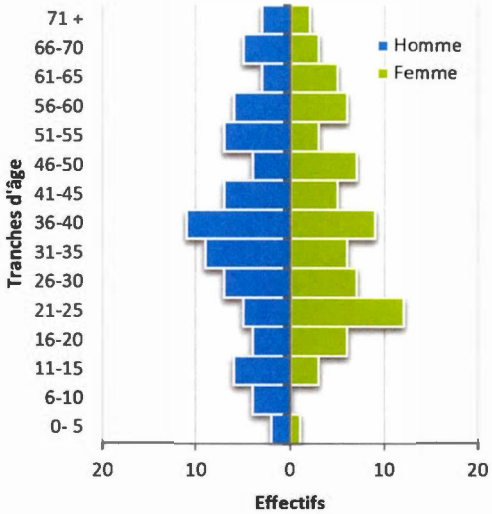
Figure 2.3
Pyramide des âges, résidents de la rue Forfar, 1901

[47] Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal: âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation* (Montréal: Boréal, 1995), 241-85.
[48] Les annexes A, B et C présentent les pyramides des âges pour les années 1901, 1911 et 1921.

La pyramide est marquée par un renflement au niveau des 25-40 ans et par un effectif important des moins de 5 ans comparativement au 6-15 ans. Cette forme en « as de pique » est typique d'un *modèle* fréquent dans les quartiers où la population migrante est importante. En effet, l'un des modèles souvent évoqués dans la littérature lors d'épisodes migratoires est celui de jeunes adultes, souvent des hommes, parfois des couples, qui se déplacent dans une nouvelle région afin d'y améliorer leurs conditions de vie. Ce voyage peut prendre de nombreuses formes, mais il n'est pas insolite d'imaginer que l'organisation, les coûts et les dangers liés à de tels déplacements sont moindres en solitaire qu'en famille. Au bout de quelques années, une fois leur situation « stabilisée » ces nouveaux venus peuvent alors considérer l'option de fonder une famille ou encore de faire migrer leurs propres enfants qu'ils auraient laissés à des proches pour quelques années. La composition de la rue Forfar en 1901 est marquée par la présence de ces migrations. Cela devient évident lorsque l'on distingue les résidents nés à l'étranger de ceux nés au Canada (figure 2.4).

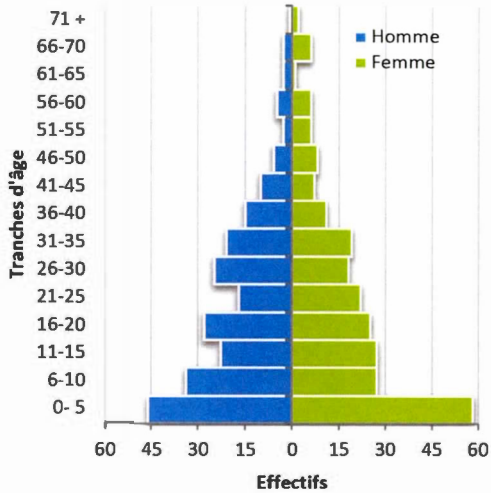
La tranche d'âge des 26-40 ans est bien représentée chez les résidents nés à l'étranger. Cette empreinte des jeunes adultes migrants gagne en importance en 1911 et 1921 comme le montrent les pyramides des âges en annexe. Le groupe des 26-40 ans est toujours plus nombreux d'année en année avec des pointes importantes chez les hommes de 26-31 ans en 1911 et chez les 31-35 en 1921. Ce groupe est toujours plus nombreux chez les hommes que les femmes durant toute la période. Notons l'existence d'un déséquilibre certain pour la tranche des 21-25 ans en 1901 et dans une moindre mesure, en 1911. Les femmes sont en effet beaucoup plus nombreuses que les hommes pour ce groupe. L'écart est présent autant chez les résidents nés au Canada que chez ceux nés à l'étranger.

Pyramide des âges, résidents de la rue Forfar nés à l'extérieur du Canada



Source : recensement canadien 1901, n=158

Pyramide des âges, résidents de la rue Forfar nés au Canada



Source : recensement canadien 1901, n=483

Figure 2.4
Comparaison pyramides des âges, rue Forfar 1901

En analysant l'année d'immigration des résidents de la rue, il est clair que le flux de nouveaux migrants est constant sur la rue Forfar au début du XX^{e} siècle. Pour l'année 1901, le tiers des 157 migrants nés à l'extérieur du Canada arrivent dans les 10 années qui précèdent le recensement. En 1921, ce chiffre est de 55 % (123 résidents sur 224). Ces proportions passent respectivement à 44,7 % et à 74,1 % lorsque les 15 années qui précèdent le recensement sont prises en charge.[49] Ces chiffres permettent de conclure qu'il y a un certain renouvellement qui s'opère à l'intérieur du groupe des familles ouvrières issues de l'immigration.

La rue Forfar est aussi un lieu d'enracinement et l'importante hausse des effectifs des 0-15 ans entre 1901 et 1911 illustre bien ce phénomène. Nombreux sont ceux qui décident de rester dans le Village-aux-Oies et d'y fonder une famille. Le contingent

[49] Il est impossible d'évaluer cette statistique de manière juste en 1911 puisque les dates d'immigration n'ont pas été notées pour les deux tiers des migrants.

des 0-15 ans augmente du tiers pendant la période et passe de 230 à 307 individus. Cette poussée de nouvelles naissances déjà visible en 1901 se poursuit donc tout au long de la période. Plus intéressant, le recensement de 1921 permet de connaître le lieu de naissance du père et de la mère des individus. Comme le montre le tableau 2.3, en croisant simplement le lieu de naissance des enfants avec celui de leur père, il est possible d'analyser la participation des familles issues de l'immigration à cette poussée des naissances.

Tableaux 2.3
Lieu de naissance des 0-15 ans en fonction du lieu de naissance paternel, 1921

	Enfants nés au Canada		**Enfants nés à l'étranger**		***Total***	
Dont le père est né au Canada	*109*	*41,3 %*	*1*	*2,3 %*	*110*	*35,83 %*
Dont le père est né à l'étranger	*155*	*58,7 %*	*42*	*97,7 %*	*197*	*64,17 %*
Total	*264*	*100 %*	*43*	*100 %*	*307*	*100 %*

Sources : Recensement nominatif canadien de 1921.

Ainsi, la majorité des enfants de la rue Forfar ont des parents qui ont migré au Canada. Les 155 enfants nés au Canada de pères étrangers sont un indice supplémentaire que ces familles passent à une autre étape de leur cycle de vie. En fondant une famille ou en l'élargissant, il est plausible d'imaginer que ces nouveaux venus songent à s'installer au Canada pour un certain temps. Autre élément digne de mention, les 42 enfants nés à l'étranger révèlent la présence de familles ayant migré avec de jeunes enfants. Bien qu'il soit minoritaire, ce type de migration gagne en importance entre 1901 et 1921. En effet, on ne retrouve que 16 enfants nés à l'étranger dans la tranche des 0-15 ans en 1901 et 39 en 1911. Dans tous les cas, le facteur migratoire dans le rajeunissement de la rue Forfar est incontournable.

2.2 Cultures langue et religion

2.2.1 Origines ethniques

La composition ethnique qui prévaut à Montréal avant 1910 est celle d'une nette domination des groupes anglophones et francophones, protestants et catholiques. Dans les premières décennies XX^e siècle, la diversité des groupes ethniques et culturels gagne en importance et l'arrivée massive de ces migrants change le visage de la métropole. Comme le souligne Paul-André Linteau, Montréal connaît entre 1896 et 1914 l'une des vagues migratoires les plus importantes de son histoire. Le phénomène est non seulement remarquable par son ampleur, mais aussi en regard de « la composition ethnique des nouveaux venus qui diffère de la situation prévalant au siècle précédent. »[50] Les données démographiques analysées précédemment révèlent une présence certaine de nouveaux migrants sur la rue Forfar pendant les 20 années à l'étude. Mais quelle est la composition ethnique et religieuse des habitants de la rue ? Comment se transforme-t-elle au cours de la période et comment s'inscrivent ces changements dans le contexte montréalais et plus particulièrement celui du quartier Sainte-Anne ? C'est essentiellement à ces questions que s'attardent les prochaines pages.

Au début du siècle, le visage de la rue Forfar est marqué par des traits britanniques dominants. En effet, près de 80 % des résidents sont d'origine anglaise, irlandaise ou écossaise. Le tableau 2.4 montre que ce caractère britannique reste en position de tête sur l'ensemble de la période, mais s'atténue légèrement en 1921 où un peu plus de 60 % des résidents déclarent avoir des origines britanniques. De ces trois communautés, ce sont les Irlandais qui s'effacent davantage au cours de la période, suivi des Anglais. Quant aux Écossais, ils consolident leur position sur la rue. Les proportions de ces trois groupes entre 1901 et 1921 passent respectivement de 33 % à 17 % pour les Irlandais, de 33 % à 28 % pour les Anglais et de 13 % à 16 % pour les Écossais.

---

[50] Paul-André Linteau, « La montée du cosmopolitisme montréalais », dans *Migration et communautés culturelles*, IQRC (Montréal: Leméac, 1982), 35.

Tableau 2.4
Origines ethniques sur la rue Forfar 1901, 1911, 1921

	1901		1911		1921	
	n	*%*	*n*	*%*	*n*	*%*
Français	**106**	**17**	**142**	**21**	**48**	**7**
Britannique	**508**	**79**	**443**	**65**	**430**	**62**
Anglais	*213*	*33*	*269*	*40*	*198*	*28,5*
Écossais	*81*	*13*	*55*	*8*	*114*	*16,5*
Irlandais	*214*	*33*	*119*	*17*	*118*	*17*
Italien	**—**	**—**	**27**	**4**	**70**	**10**
Europe de l'Est	**19**	**3**	**50**	**7**	**109**	**16**
Autrichien	*5*	*1*	*4*	*1*	*49*	*7*
Russe	*—*	*—*	*12*	*2*	*13*	*2*
Polonais	*—*	*—*	*26*	*4*	*12*	*2*
Letton	*—*	*—*	*—*	*—*	*17*	*2*
Roumain	*—*	*—*	*—*	*—*	*11*	*2*
Galicien	*—*	*—*	*—*	*—*	*7*	*1*
Allemand	*14*	*2*	*8*	*1*	*0*	*0*
Europe du Nord	**6**	**1**	**18**	**3**	**18**	**2,5**
Danois	*—*	*—*	*10*	*1*	*10*	*1,5*
Norvégien	*—*	*—*	*4*	*1*	*8*	*1,5*
Suédois	*6*	*1*	*4*	*1*	*0*	*0*
États-Unis	**—**	**—**	**1**	**<1**	**—**	**—**
Canadien/illisible	**2**	**<1**	**—**	**—**	**16**	**2,5**
Total	**641**	**100**	**681**	**100**	**691**	**100**

Sources : Recensements nominatifs de 1901, 1911 et 1921

Alors que les Irlandais représentaient près du tiers de la rue en 1901, ils comptent à peine pour le sixième en 1921. Non seulement leur présence est moins importante sur la rue, mais leur poids relatif à l'intérieur du groupe britannique diminue grandement (42 % à 27 %). Dans son article sur le cosmopolitisme montréalais, P-A Linteau note aussi cette double tendance à l'échelle de la ville et de l'île[51]. De son côté, Gilles Lauzon souligne que les Irlandais semblent avoir « essaimé » davantage que les autres groupes à l'extérieur de la Pointe-Saint-Charles alors que leur présence dans le

[51] *Linteau, 36.*

quartier passe de 22 % en 1901 à 11 % en 1921.[52] Sur la rue Forfar, les Écossais sont les seuls à avoir progressé au cours de la période.

Les données extraites du recensement de 1911 exposent le caractère non linéaire de ces variations. Les changements à l'intérieur du groupe britannique ne se font pas au même rythme pour chacune des communautés. En effet, avant de voir leur nombre se réduire de manière importante en 1921, les Anglais sont présents plus que jamais en 1911 avec 269 résidents ou 40 % de la population totale de la rue. C'est 7 points de pourcentage de plus qu'en 1901. Le déclin des Anglais sur la rue Forfar se produit plutôt entre 1911 et 1921. Ces données s'inscrivent parfaitement dans le contexte plus général, alors qu'un grand nombre d'immigrants proviennent des îles britanniques entre 1901 et 1911[53]. Quant aux Irlandais, le déclin de leur population se fait déjà sentir dans cette décennie atteignant 17 % dès 1911. Les Écossais de la rue Forfar suivent une route contraire à celle des Anglais. Ils accusent un recul important entre 1901 et 1911 avant de regagner le terrain perdu dans la décennie suivante.

Le tableau 2.4 met aussi en lumière la fluctuation du contingent canadien-français. Si la communauté canadienne-française fait un bond considérable entre 1901 et 1911, passant de 106 individus (16 %) à 142 (21 %), elle s'évapore de la rue Forfar dans la période suivante, ne comptant plus que 41 personnes (6 %) en 1921. Ces chiffres sont bien en deçà de la réalité étudiée par Lauzon pour la Pointe-Saint-Charles où 31 % des ménages sont francophones.[54] Sur un terrain d'enquête aussi restreint, il n'est pas surprenant que l'évolution de la présence canadienne-française s'inscrive en porte-à-faux avec la tendance générale qui prévaut à Montréal. Pendant la même période, rappelons que les Canadiens français prennent l'ascendant sur les autres communautés. D'un point de vue géographique, la baisse importante des Canadiens

---

[52] Lauzon, *Pointe-Saint-Charles*, 184.
[53] Linteau, « La montée du cosmopolitisme montréalais », 36.
[54] Lauzon, *Pointe-Saint-Charles*, 184.

français sur la rue Forfar combinée au maintien d'une forte présence britannique est un indice de la concentration de plus en plus importante des groupes anglophones dans les quartiers ouest de l'île. Alors qu'ils comptent pour 24 % des effectifs à l'échelle de la ville[55], ils représentent 60 % des habitants de la rue en 1921.

L'analyse de la composition ethnique de la rue Forfar met aussi en évidence le phénomène de diversification qu'elle subit entre 1901 et 1911. Il est frappant de voir à quel point ces changements sont au diapason de ceux que connaît la métropole au même moment. En 1901, un maigre 4 % de la population de la rue est d'origine autre que canadienne-française ou britannique. Ces proportions passent à 14 % en 1911 et à 29 % en 1921 (figure 2.5). À l'instar de la métropole, les pays d'Europe de l'Est et du Nord ainsi que les Italiens sont de plus en plus présents dans la mosaïque montréalaise. C'est véritablement à partir de 1911 que de ce « nouveau » cosmopolitisme laisse une empreinte durable. Absents du portrait en 1901, les Italiens s'installent graduellement sur la rue et forment 4 % de la population en 1911 et 10 % en 1921. Tout comme pour l'ensemble de la ville, leur nombre double sur la rue pendant ces 10 années. Ils y représentent alors plus d'un étranger sur trois. Dans ce cas précis, ces traces sont particulièrement intéressantes puisqu'elles sont les racines d'une implantation italienne qui deviendra très importante au fil des ans et qui changera la face du quartier. Comme l'ont étudié Catherine Charlebois et P-A Linteau, le Village-aux-Oies sera rythmé dans les années 1960 par une communauté italienne soudée qui comptera pour près de la moitié de la population du quartier.[56]

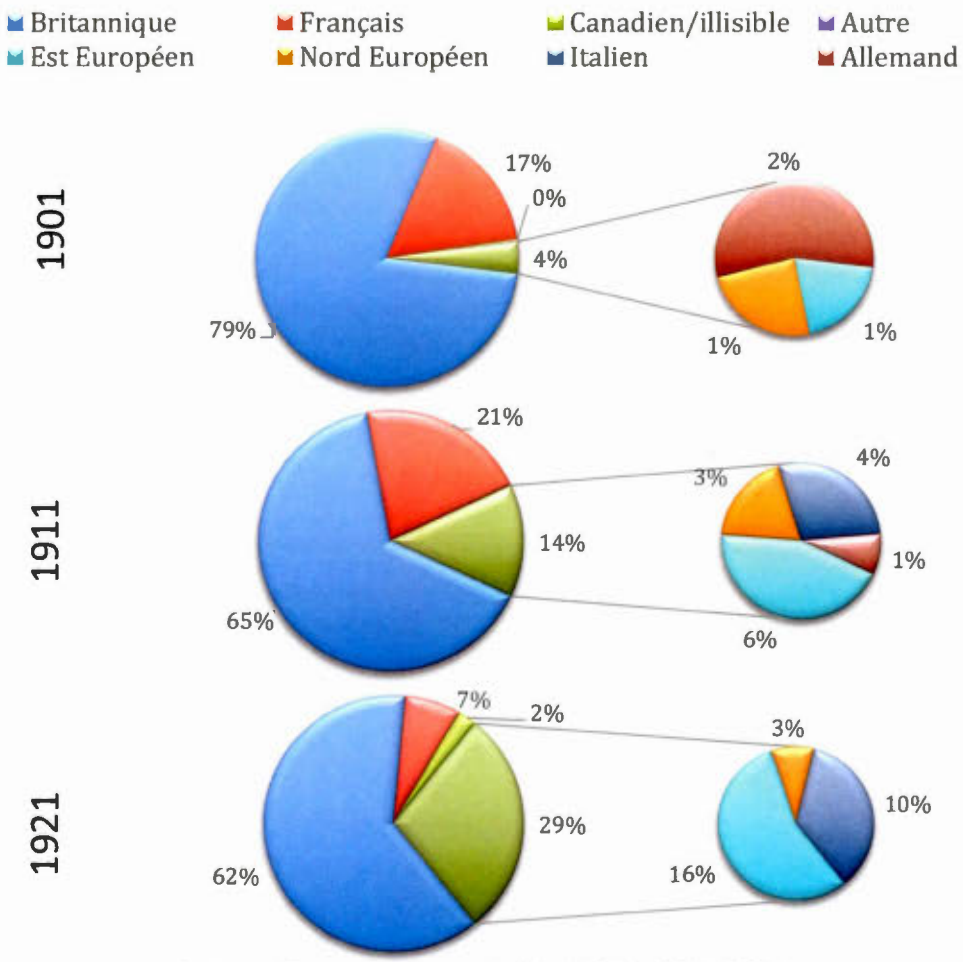
Les Européens de l'Est consolident leur présence pendant ces 20 années et leur effectif triple entre 1901 et 1911 et double encore dans la décennie suivante pour atteindre 109 individus. Le détail de ces différentes communautés met en lumière les

---

[55] *Ibid.*, 52.

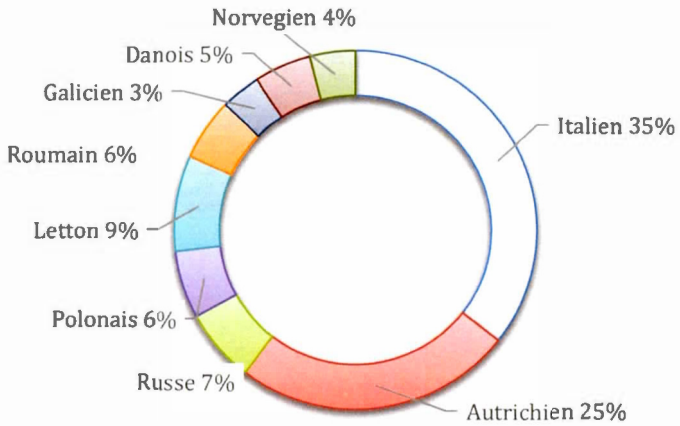
[56] Catherine Charlebois et Paul André Linteau, *Quartiers disparus* (Montréal (Québec): Éditions Cardinal, 2014), 56.

divers lieux de départ de ces individus, mais aussi la place importante qu'occupent les Autrichiens sur la rue (figure 2.6). Présents depuis 1901, ils comptent pour 7 % de la population totale de la rue Forfar en 1921 et forment le quart du contingent d'immigrants. Ce portrait est complété par une présence constante de migrants d'Europe du Nord qui s'intensifie en 1911 et se stabilise par la suite.



Sources : Recensements nominatifs de 1901, 1911 et 1921

Figure 2.5
Origines ethniques 1901, 1911, 1921



Sources : Recensement nominatif de 1921, n=197

Figure 2.6
Détails des origines ethniques autres que britannique et française, 1921

Considérant que le nombre de résidents reste relativement stable au cours de la période, l'insertion de ce flot d'immigrants sur la rue se fait principalement par remplacement. En effet, les données montrent que les populations italiennes ont pris l'espace laissé vacant à la suite du départ des Irlandais et des Canadiens français. L'important bassin d'emplois qu'offrent les industries aux abords du canal Lachine, comme les abattoirs au nord du Village-aux-Oies ou encore ceux des ateliers du Grand Tronc à l'ouest, est sans doute l'un des facteurs qui contribuent à l'implantation de ces migrants à cet endroit précis. Gilles Lauzon conclut qu'en 1917, 23 % des travailleurs des ateliers du Grand Tronc avaient un nom à consonance autre que française ou anglaise. Ces hommes forment le tiers des effectifs des journaliers du département des wagons et 18 % des menuisiers[57]. Nous reviendrons sur ces questions dans le prochain chapitre.

[57] Lauzon, *Pointe-Saint-Charles*, 147.

2.2.2 Lieux de naissance

Dans un tel contexte, il est logique de constater que le nombre de résidents déclarant un lieu de naissance hors du Canada est plus élevé en 1921 (33 %) qu'en 1901 (25 %). Pour les chefs de famille, ces proportions sont de 45 % en 1901, de 50 % en 1911 et de 58 % en 1921. Près de trois chefs de famille sur cinq sont nés à l'extérieur du pays en 1921. Encore ici, la diversité se fait sentir. Les migrants nés hors Canada proviennent de 7 lieux différents en 1901 contre 14 lieux différents en 1921.

L'examen des lieux de naissance permet aussi de voir des traces de migrations temporaires aux États-Unis. Selon les années, entre 2 % et 5 % des résidents de la rue Forfar sont nés aux États-Unis alors qu'un seul individu se déclare d'origine américaine sur toute la période. En étudiant leur origine ethnique, on s'aperçoit qu'une part d'entre eux sont des Européens ayant transité par l'un des ports de la côte est américaine et qu'une autre fraction est composée de Canadiens français allés tenter leur chance dans l'une des friches industrielles de la Nouvelle-Angleterre avant de revenir au pays. Pendant leur périple, ces voyageurs ont, à un moment ou un autre, agrandi leurs familles. Ils sont d'ailleurs beaucoup plus nombreux en 1901 qu'en 1921. Ces migrants qui transitent sont principalement d'origine irlandaise en 1901 (12/29 individus) et française en 1911 (13/20 individus). En 1921, on ne compte plus que 11 résidents nés aux États-Unis et tous sont arrivés au Canada avant 1911.

2.2.3 Religion et langue

Ce changement dans la composition ethnique de la rue Forfar influence son portrait confessionnel. En effet, on assiste entre 1901 et 1921 à un renversement d'une faible majorité protestante à une majorité catholique. Les résidents se déclarent protestants dans des proportions de 55 % en 1901, puis 38 % en milieu de période et 36 % en

1921.[58] La proportion de catholiques suit la trajectoire inverse avec 45 %, 60 % et 64 % de fidèles. Le portrait confessionnel est binaire et seule la famille Franck, dont les six membres sont hébreux, fait figure d'exception en 1911. Ainsi, malgré le départ des Irlandais et la diminution du groupe canadien-français, l'arrivée importante des migrants italiens et d'Europe de l'Est contribue à gonfler les rangs des catholiques et change la donne en matière d'appartenance religieuse. La seule église présente sur le territoire du Village-aux-Oies est l'église presbytérienne Victoria que l'on retrouve sur les plans et atlas dès 1879 sous l'appellation *Scotch Church.* Autrement, la vie paroissiale se fait en grande partie à l'extérieur du Village-aux-Oies.

Bien que les trois recensements comptabilisent la question linguistique de différentes manières, le caractère anglophone de la rue Forfar est indéniable. En 1901, 533 personnes déclarent savoir parler anglais et 177 déclarent savoir parler français. Sur une population de 631 résidents, cela fait environ 79 personnes qui parlent les deux langues. Les données du recensement de 1921 confirment ce portrait : 541 résidents déclarent parler anglais, mais pas français ; 4 personnes parlent français, mais non l'anglais ; 96 personnes disent parler les deux langues[59]. Enfin, 49 personnes ne parlent ni l'anglais ni le français. Ce dernier groupe est composé de plusieurs enfants en bas âge, mais aussi d'immigrants arrivés depuis moins de 10 ans. Les langues parlées par ceux-ci sont l'italien (22), le polonais (7), le roumain (2), le russe (1), et le danois (1)[60].

---

[58] Les groupes suivants sont réunis sous l'égide « protestant » : presbytérien, Église d'Angleterre, anglican, protestant, méthodiste, baptiste.

[59] Le recensement de 1911 compile la « langue communément parlée ». 533 personnes parlent anglais, 71 anglais et français, 51 personnes le français et 6 personnes l'italien.

[60] Le recensement de 1921 comptabilise à la colonne 24 la « langue autre que l'anglais ou le français parlée comme langue maternelle. ». Cette information était disponible pour 33 des 49 personnes de ce groupe.

2.3 Permanences, mobilité, proximité

La dernière section de ce chapitre s'intéresse aux différents types de mobilité et à la cohabitation sur la rue Forfar. L'utilisation des fiches de l'annuaire Lovell a été ici très utile. À l'aide d'un tableau qui compile l'ensemble des résidents pour chaque année et chaque adresse entre 1900 et 1921, il est possible de voir les différentes allées et venues ainsi que les permanences sur la rue. Bien que la nouvelle vague d'immigration se fait de plus en plus sentir sur la rue, il apparaît qu'une certaine part des résidents font preuve d'une grande stabilité au cours de la période étudiée. Cette stabilité s'exprime de différente manière dans l'espace, que ce soit à travers certaines familles plus sédentaires, ou à l'inverse, par le biais d'une mobilité plus importante, mais qui s'exerce constamment sur la rue Forfar. Nous verrons que cela crée certaines zones à l'échelle de la rue.

2.3.1 Durée des séjours

Montréal est une ville de locataires au tournant du siècle et il n'est pas rare de voir des familles déménager de manière répétée dans les quartiers ouvriers. Que ce soit pour des raisons économiques, organisationnelles — ou encore pour fuir quelques arriérés de loyer — les rues montréalaises sont le théâtre de nombreux déplacements le 1er mai de chaque année.[61] Cette spécificité de la famille ouvrière montréalaise est bien documentée et l'historiographie des milieux ouvriers entre 1860 et 1900 met en lumière cette caractéristique. Sherry Olson et Patricia Thornton affirment que les déménagements sont beaucoup plus fréquents à Montréal que dans la majorité des autres grandes villes.[62] Ces auteures estiment que plus du cinquième des familles de leur échantillon change d'adresse chaque année. Dans son étude sur la mobilité résidentielle, Jason Gilliland évalue que le quart des résidents occupent toujours le

---

[61] Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la confédération* (Montréal: Boréal, 2000), 100.
[62] Sherry H. Olson et Patricia A. Thornton, *Peopling the North American city: Montreal, 1840-1900* (Montreal: McGill-Queen's University Press, 2011), 356.

même logement à chaque intervalle de 5 ans.[63] Pour la rue Forfar, ces proportions sont de 20 % à 32 %. Ainsi, si on se limite uniquement à la présence des ménages aux mêmes adresses, la rue Forfar ne fait pas exception.

En adoptant une perspective un peu plus large et en considérant plutôt la rue comme un espace de stabilité, une tout autre image se dégage. En effet, entre 1900 et 1921, 40 familles sont présentes plus de 16 ans sur la rue et 36 autres y habitent pour une période allant de 10 à 15 ans. Pour les séjours de 5 à 10 ans, on compte 93 familles dont 76 restent à la même adresse et 17 autres font leur séjour par cumul.

Tableaux 2.5
Durée des séjours sur la rue Forfar. 1900-1921

Durée du séjour	Même adresse	Plus d'une adresse	Total
5 à 10 ans	76	17	93
11 à 15 ans	22	14	36
16 à 21 ans	26	14	40

Sources : fiches de l'annuaire Lovell 1900 à 1921

Ces séjours de plus courte durée revêtent un caractère particulier lorsque l'on explore les résidents qui touchent nos limites temporelles. Sur les 75 familles ayant vécu de 5 à 10 ans sur la rue au même endroit, 41 d'entre elles sont classées dans cette catégorie en raison des limites temporelles. De manière exploratoire, nous avons voulu vérifier avec ce groupe de 41 ménages combien étaient présents 5 ans avant pour ceux qui côtoient la limite inférieure et 5 ans plus tard pour ceux qui côtoient la limite supérieure. En réalité, le séjour de 22 familles sur les 41 se prolonge au-delà des 10 ans et se situe plutôt dans la tranche des 11-16 ans. Ces résultats, même s'ils sont

[63] Jason A. Gilliland, « Modeling Residential Mobility in Montreal, 1860–1900 », *Historical Methods: A Journal of Quantitative and Interdisciplinary History*, n° 1 (janvier 1998):31; Olson et Thornton, *Peopling the North American city*, 79.

fragmentaires, sont un autre indice de la propension des résidents de la rue Forfar à y demeurer pour de longues périodes. Les résultats sont d'ailleurs semblables lorsque l'on répète l'exercice avec les séjours de 11-15 qui touchent nos limites.

Cet aspect de la rue Forfar est tout à fait original et contraste avec les résultats obtenus dans l'étude d'autres segments de rues. Dans son analyse du village Saint-Augustin, Gilles Lauzon montrait qu'en 1881, sur 109 locataires du sud-ouest du village, 53 n'y résidaient plus l'année suivante. En suivant un groupe témoin de 29 locataires identifiés en 1875, un seul s'y trouvait toujours 6 ans plus tard.[64] Ainsi, la durée des séjours et le nombre de résidents toujours présents après 15 ou 20 ans sur la rue Forfar sont tout à faire remarquables et contrastent avec l'expérience vécue dans d'autres secteurs ouvriers montréalais.

2.3.2 Permanences

Ceux qui résident pour une longue période sur la rue Forfar ne l'habitent évidemment pas de la même manière. Parmi la quarantaine de familles vivant sur la rue plus de 16 ans, 14 ménages vivent une certaine mobilité et déménagent au moins une fois. On compte 26 familles qui gardent le même logement pour l'ensemble de leur séjour sur la rue Forfar et 11 d'entre elles restent au même endroit sur l'ensemble de la période (1900-1921). Les profils de ces résidents permanents sont plutôt variés tout comme leur localisation sur la rue, bien qu'ils habitent pour la majorité (10/12) sur le versant nord.

Dans ce lot, on retrouve la veuve de Duncan Cameron qui habite le 3 Forfar. Située à l'extrême est de la rue, elle entretient avec son voisinage des liens familiaux étroits. Quelques portes à l'ouest, David Alexander, charretier de profession, occupe le 13

---

[64] Gilles Lauzon, « Cohabitation et déménagements en milieu ouvrier montréalais : Essai de réinterprétation à partir du cas du village Saint-Augustin (1871-1881) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, n° 461 (1992): 138.

Forfar avec sa femme et ses 10 enfants. En 1921, le fils David John Alexander réside toujours au même endroit en cohabitation avec ses sœurs et frères. Ils ont alors tous au-delà de 28 ans et une seule d'entre eux est mariée. Le ménage de Thomas Dalrymple habite pour sa part au 51 Forfar et fait aussi partie du groupe des familles permanentes. Cet Anglais travaille aux ateliers du Grand Tronc comme *contremaître*. Il vit en 1901 avec sa femme et ses trois enfants tout en partageant le logement avec une famille de 3 personnes. En 1911, la famille Dalrymple occupe son logis uniquement avec son aînée. En fin de période, alors que les enfants ont quitté la maison, le couple Dalrymple accueille à nouveau des logeurs dont fait partie son ancienne voisine, Barbara McNabb. Elle et son mari habitaient déjà la rue en 1869 ! Vers le centre de l'artère, le duplex du 61 A et 63 Forfar est occupé par les frères John et Robert Taylor, tous deux dans la trentaine. Robert hérite de la maison et habite à l'étage alors que son frère est au-dessous. Lorsque ce dernier quitte le rez-de-chaussée vers 1908, Robert s'y installe pour le reste de la période avec sa famille qui compte 7 enfants en 1921. Citons enfin le cas de la famille Pitts. Martha Pitts habite au 112 Forfar avec son mari depuis 1869. En 1901, cette dernière est veuve et partage le logement dont elle est propriétaire avec ses filles Nellie et Mary, le mari de Nellie, Thomas Miller, ainsi que deux petits-fils. Au décès de madame Pitts, Thomas Miller devient chef de famille et la maison reste au nom de Nellie. En 1921, le ménage de Thomas Miller y réside toujours.

Cet aperçu de quelques-unes de ces familles « permanentes » montre qu'il existe de nombreuses différences entre chacune d'elles autant au niveau de la structure que des différents stades du cycle de vie. Ces résidents permanents ont toutefois un point en commun, ils sont presque tous propriétaires-occupants. Seulement 3 des 11 familles qui habitent la même maison sur l'ensemble de la période sont locataires. Il s'agit de Michael Gavagnan, Thomas Daniels et de la famille Baker/Wright. Les deux premiers chefs de famille travaillent respectivement comme *Cork Cutter* et *Shirtmaker* dans une manufacture. Ils ne partageront jamais leurs logements et la taille de leur famille

atteindra 7 et 6 personnes en fin de période. Le cas du 136 A Forfar est intéressant puisqu'il montre un autre exemple de transmission de logement d'une famille à une autre. Jusqu'à son décès en 1909, James Baker occupe ce logement avec sa femme, ses quatre filles et un logeur. Entre 1901 et 1911, l'une de ses filles, Élisabeth Baker, se marie avec Arthur Wright. C'est ce dernier qui est le chef de famille en 1911 et le reste de la famille Baker n'y est plus à l'exception de la cadette d'Elizabeth Baker. En 1921, Elizabeth Baker vit toujours à la même adresse avec son mari et leurs enfants.

Nous ajoutons à ce groupe de « locataires permanents » Thomas R Conn, dont il ne manque que l'année 1903 pour avoir habité l'ensemble de la période sur la rue Forfar. Son profil contraste avec les précédents. Locataire de son logement au 59 Forfar à partir de 1904, il est aussi propriétaire de l'immeuble situé un pâté de maisons à l'est sur lequel il exploite son épicerie. Sa famille et lui habitent d'ailleurs le second niveau entre 1900 et 1902. Il vit avec sa femme Lidia et son fils Frank. À la suite du décès de Thomas vers 1920, la mère et le fils continuent d'habiter le logement en location alors que l'épicerie et le lot du 47 Forfar sont vendus.

2.3.3 Mobilités

De manière paradoxale, l'analyse des résidents qui ont une mobilité plus importante contribue à forger une certaine image de stabilité. Il n'est pas possible dans le cadre de cette recherche de faire un suivi exhaustif de tous les résidents de passage sur la rue Forfar. Par contre, l'analyse de plusieurs d'entre eux nous donne des indices pour comprendre les différents mouvements et les choix effectués par les habitants. En suivant ces déplacements, il n'est pas rare de constater que ces familles résident 10, 15 ou même 20 ans sur la rue. En fait, sur la période à l'étude, pas moins de 45 familles cumulent des séjours de 5 ans et plus sur la rue (voir tableau 2.5). Certains ménages bougent de manière répétée alors que d'autres, comme Élizabeth Caron, ne font qu'un seul déplacement et sont présents sur l'ensemble de la période. La veuve

d'Olivier Caron habite pendant près de 19 ans au 125 Forfar avec deux de ses fils. En 1918, c'est ensemble que le trio âgé respectivement de 85, 59 et 50 ans déménage dans un logement au loyer semblable dans lequel ils partagent toujours six pièces. Il est possible d'imaginer que des raisons familiales sont intervenues dans ce déménagement puisque le nouvel emplacement d'Elizabeth Caron est à proximité de la maison de son fils aîné aussi située sur la rue Forfar.

Les liens familiaux semblent aussi avoir un rôle à jouer dans les différents déplacements de la famille Boyle. Malgré quelques déménagements, leur présence est constante sur la rue entre 1901 et 1921. En fait, la famille Boyle occupe 4 logements différents entre 1900 et 1921. Deux périodes de 13 et 6 ans sont entrecoupées par un séjour d'une année ailleurs sur la rue. Il est intéressant de noter que le déplacement de la famille en 1913 coïncide avec le départ des deux fils aînés 3 ans auparavant. Les deux fils, Terence et Patrick sont d'ailleurs voisins au 124 et 130 Forfar. Dès 1915, Terence Boyle trouve un logement au 39 Forfar, à une dizaine de portes de la maison de ses parents. Il y aménage avec sa famille et y restera jusqu'à la fin de la période. Malheureusement, les traces laissées par son frère sont inexistantes à partir de 1915. Est-il parti à la guerre ? A-t-il simplement quitté la ville ? Il est impossible pour nous de répondre à ces questions. Il y a sur la rue plusieurs exemples mettant en lumière l'importance des liens familiaux dans le choix d'un logement. Les frères et sœurs Cameron au 1, 3, 5 et 7 Forfar auraient très bien pu illustrer cette idée selon laquelle les familles de la rue Forfar tentent de se rapprocher les unes des autres. Ces différents exemples montrent à quel point la proximité est un facteur clef dans l'élaboration de réseaux de soutien et d'entraide.

Des cas comme celui de Charles Peterson montrent que ces mouvements sur la rue sont aussi liés au cycle de vie des familles. D'origine danoise, la famille Peterson séjourne sur la rue de manière permanente à partir de 1904. Jusqu'en 1921, elle occupera quatre logements différents qui suivent, en quelque sorte, la croissance de la

famille. De la naissance de jumeaux en 1906 à celle du cadet en 1915, chacun des déplacements de la famille coïncide avec l'arrivée d'un nouvel enfant. À l'aide de la colonne 10 du recensement de 1921 qui nous informe du « nombre de pièces occupées par la famille », il est possible de constater que chaque déménagement correspond à un gain d'espace pour la famille Peterson. Souvent, ce gain est corollaire d'une augmentation de loyer. Charles Peterson travaille comme boucher et gagne un salaire modeste. La famille a recours à deux stratégies afin de pouvoir s'offrir ces loyers plus importants. D'abord, le fils aîné de 18 ans et les jumeaux âgés de 15 ans sont en âge de travailler et contribuent au revenu familial. Ensuite, la famille partage le logement avec un chambreur en 1921. Il est intéressant de noter que ce dernier est également danois. Ainsi bien que ces familles vivent une mobilité plus importante, elles contribuent tout de même à une forme de permanence sur la rue tant leur présence est constante. Des ménages comme ceux d'Ernest McDonald, d'Andrew McIntyre et de Roland Muir font preuve d'une mobilité encore plus importante et occupent jusqu'à 6 logements différents sur la rue.

2.3.4 Mouvements dans le Village-aux-oies

Le cas des Muir nous permet d'explorer les mouvements temporaires faits à l'extérieur de la rue Forfar et d'aborder l'attrait du Village-aux-Oies comme milieu de vie. En effet, lorsque les Muir quittent la rue entre 1901 et 1903, ils s'installent à un jet de pierre sur la rue Bridge. À leur retour en 1904, ils déménageront à quelques reprises, mais ne quitteront plus la rue Forfar. Installé au 71 Forfar en 1902, Désiré Bourbonnais habite quelques années sur la rue Menai avant de s'établir à nouveau sur Forfar en 1913 pour une dizaine d'années. Le cas de Edward Laurent est semblable. Sa famille est présente au 83 Forfar entre 1900 et 1907 puis, à la suite d'une parenthèse de 10 ans sur la rue Britannia, elle se réinstalle en 1917 au 35 Forfar pour le reste de la période. Beaucoup plus mobile, John Kane travaille aux ateliers du Grand Tronc. Il occupe deux logements différents sur la rue Forfar entre 1902 et

1908. Après une absence de deux ans, on le retrouve au 37 Forfar. Par la suite, il quitte la rue pour s'installer de 1913 à 1921 sur la rue Britannia.

Il s'agit bien sûr de quelques exemples et nous gardons une retenue certaine quant à leur portée. Afin de tâter le pouls, nous avons effectué une recherche sur une quinzaine de familles de la rue Forfar. Ces familles, sélectionnées au hasard, effectuent des séjours variés sur la rue Forfar. Nous avons recherché avec l'annuaire du Lovell leurs lieux de résidences qui précédaient ou suivaient, selon le cas, leur présence sur la rue Forfar. Neuf familles sur quinze font un séjour ailleurs dans les limites du Village-aux-Oies, 2 autres demeurent dans Pointe-Saint-Charles et Verdun, 1 ménage arrive du quartier Sainte-Marie. Enfin, il a été impossible de trouver trace des 3 autres familles. Bien que le dépouillement soit loin d'être exhaustif, nous restons impressionnés par la fréquence et la régularité à laquelle nous retrouvons des ex-habitants de la rue Forfar ailleurs dans le Village-aux-Oies. Certaines de ces familles combinent d'ailleurs différents scénarios. Alfred Harwood par exemple est ingénieur et demeure sur la rue Saint-Étienne (Bridge) en début de période. De 1906 à 1910, on le retrouve sur la rue Forfar. Après quelques logements différents sur les rues Britannia et Menai, il quitte le Village-aux-Oies pour s'installer dans les hauteurs de la ville sur la rue Prud'homme. Georges Cuthbert suit un parcours semblable, mais il se retrouve plutôt dans les rues de Verdun en fin de période.

Des chercheures comme Bettina Bradbury, Sherry Olson et Patricia Thornton ont déjà mis en lumière l'aspect capital de l'existence d'un réseau d'entraide pour traverser les périodes plus houleuses de la vie montréalaise. Sous cet angle, il n'est pas étonnant de voir que les ménages de la rue Forfar cherchent à rester dans les limites du Village-aux-Oies lorsqu'ils font le choix de déménager. Ce faisant, ces familles se maintiennent dans une zone où les liens de solidarité existent toujours, où leurs réseaux de soutien ne sont pas à refaire. Gilles Lauzon souligne aussi cette propension des familles ouvrières de Saint-Augustin à se déplacer principalement à

l'intérieur du village, mais aussi dans les limites du quartier[65]. Le choix de changer de logement reposait aussi, selon S. Olson et P. Thornton, sur la connaissance intime du parc locatif environnant. Ces déplacements permettaient alors aux familles de faire des économies substantielles qui s'avéraient parfois être la marge de manœuvre nécessaire pour maintenir un équilibre financier délicat[66].

2.3.5 Regroupements sociospatiaux

Les dynamiques résidentielles sont multiples sur la rue Forfar et la dernière partie de ce chapitre cherche à mettre en lumière l'existence et la présence de certains regroupements à l'échelle de la rue. Deux éléments sont mesurés : la permanence sur la rue et le profil ethnique des résidents. Pour arriver à nos fins, les résidents ayant séjourné de manière continue sur la rue pour plus de 11 ans ont été placés sur une carte. Cet exercice de localisation a ensuite été refait à partir des origines ethniques des chefs de famille afin de cerner certaines concentrations.

De manière globale, on constate que le versant nord de la rue affiche une plus grande stabilité, c'est-à-dire que la majorité des longs séjours se font dans des logements de ce côté de la rue (figure 2.7). Cet exercice permet aussi de percevoir quatre zones distinctes sur la rue Forfar. Trois d'entre elles regroupent une proportion importante de familles présentes plus de 11 ans (1, 2 et 3 sur la figure 2.6). C'est le cas du petit secteur complètement à l'est de la rue comprenant 8 maisons situées entre le 1 et 15 a Forfar. Sur les 10 résidents présents en 1901, 7 le sont toujours 11 ans plus tard et 3 le sont sur l'ensemble de la période. Du même côté de la rue, dans la zone comprise entre le 49 Forfar et le 101 Forfar, un logement sur cinq est occupé par une famille dont le séjour s'étend de 1900 à 1921. Sur les 27 ménages présents en 1911, 16

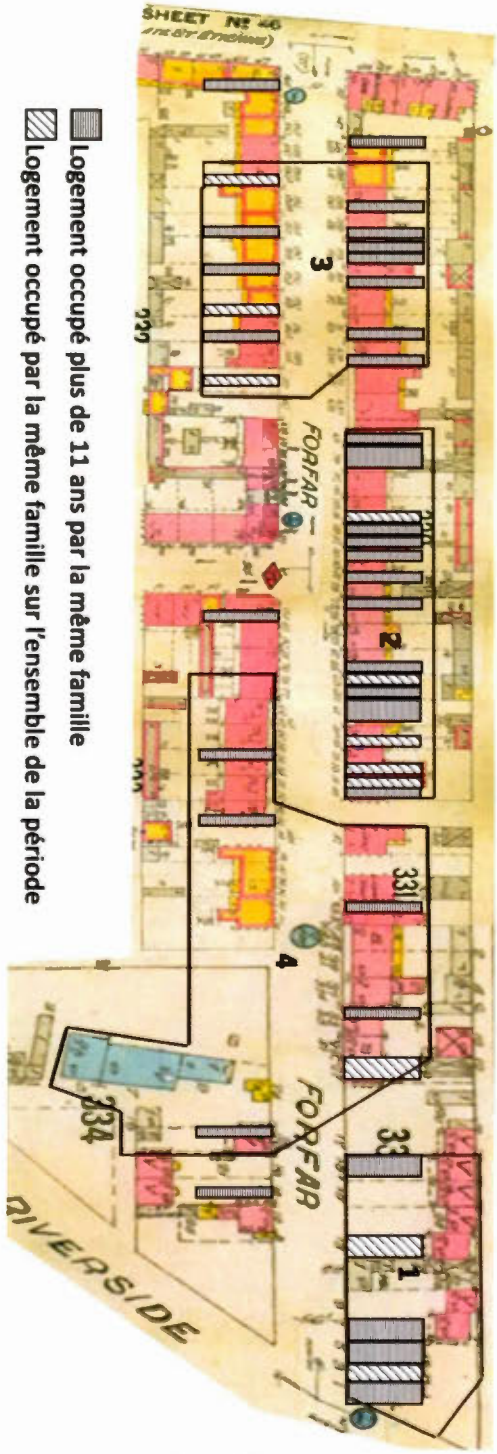
---

[65] Lauzon, 139.

[66] Olson et Thornton, *Peopling the North American city*, 79, 214.
Dans leur échantillon, 9 familles sur 10 restaient à l'intérieur des frontières de leurs paroisses respectives.

d'entre eux effectuent alors un passage de plus de 11 ans (dont 9 plus de 16 ans). Enfin, englobant les deux côtés de la rue, le secteur délimité par le 118 et le 136 Forfar présente des caractéristiques semblables. La quatrième et dernière zone détonne des trois précédentes puisqu'elle est occupée par des familles dont la mobilité est très importante. En effet, les foyers compris entre le 22 et le 76 Forfar, particulièrement le versant sud, voient leurs locataires se succéder à un rythme important tout au long de la période. Qui plus est, la majorité des séjours sont en deçà de 5 ans. À l'exception de Robert Barclay, présent pour l'ensemble de la période et de Léonard William, aucun des résidents n'habite son logis pour une période excédent 10 ans. Il s'agit de la zone où la volatilité est la plus importante sur la rue.

Ce secteur reste tout aussi particulier lorsque l'on plaque l'origine des chefs de famille sur la carte. En 1921, c'est à cet endroit qu'habitent le trois quarts (15/20) des familles en provenance d'Europe de l'Est, dont la totalité des Autrichiens. Entre le 16 et le 44 Forfar, une famille sur deux est d'origine est-européenne et une famille sur trois a migré après 1911. C'est sans doute la concentration la plus claire qui se dégage sur la rue. Les Européens de l'Est remplacent en partie les Canadiens français qui habitaient majoritairement ces mêmes logements en 1911. Cinq autres chefs de famille d'origine est-européenne habitent plus à l'ouest sur la rue et logent dans des maisons voisines (140-141-143 Forfar, 102-104 Forfar). Il est intéressant de constater que dès 1911 ces cinq logements sont déjà habités par d'autres familles aussi originaires d'Europe de l'Est. Quant aux familles italiennes, leur insertion se fait de manière dispersée, on les retrouve ici et là sur la rue.



Carte : GOAD, Charles E, *Insurance Plan of city of Montréal*, Montréal: Chas. E. Goad, Civil Engineer, volume I, planches 48 et 49, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 1909, révision 1914.

Figure 2.7
Permanences sur la rue Forfar 1901-1921

Un certain bloc britannique se dessine sur le versant nord de la rue, dans le même secteur où l'on retrouve la part du lion des individus affichant une permanence plus importante sur la rue. Parmi 54 chefs de famille recensés entre la ruelle du 49 Forfar et la rue Bridge, 42 sont d'origines britanniques (78 %). En y ajoutant les Canadiens français, ce secteur de la rue est habité à près de 90 % par des chefs de famille des groupes traditionnels montréalais. Pourtant, il ne représente que 65 % des habitants de la rue Forfar en 1921. Ce secteur est composé de voisins de longue date qui, à l'image des effectifs de la rue Forfar en 1901, sont principalement d'origine britannique.

Il est beaucoup moins évident de constater ce genre de polarisation ethnique en 1901 et 1911. D'abord, rappelons que la rue Forfar était habitée par un tiers d'Anglais et autre tiers d'Irlandais en début de période. La dispersion de ces groupes sur la rue est constante et régulière. Il n'apparaît aucun regroupement franc à l'intérieur du groupe britannique. Les Canadiens français et les Écossais, qui forment pratiquement le dernier tiers de la population, ne s'établissent pas non plus de manière monolithique sur la rue. Il est toutefois possible d'observer que les Canadiens français ont tendance à vivre rapprochés d'une autre famille canadienne-française. En effet, sur les 21 ménages d'origine française, 17 ont une adresse contiguë à une famille de même origine. En 1911, alors que la présence canadienne-française est plus importante sur la rue, une seule famille sur les 27 recensées est isolée. Cette tendance au regroupement semble traverser le temps puisque c'est aussi le cas de 8 familles canadiennes-françaises sur 11 en fin de période.

L'analyse spatiale de la rue Forfar permet de constater l'existence de pôles où les individus ont tendance à rester pour des périodes plus longues. À l'inverse, un autre pôle situé de part et d'autre de la ruelle faisant le lien avec la rue Conway, présente des caractéristiques inverses. Les locataires s'y succèdent d'année en année et pratiquement aucun résident permanent n'y habitent. Dans un second temps, il a été

possible de réaliser que l'insertion des migrants en fin de période se fait précisément dans ce secteur. Si aucun groupe ethnique ne forme, entre 1901 et 1911, de blocs uniformes sur la rue, les Européens de l'est, notamment les Autrichiens, le font en 1921. Sans investir un secteur de la rue de manière aussi dense, les Canadiens français se regroupent sur la rue par petits amas de deux à trois logements voisins. Enfin, on remarque qu'au fur et à mesure que la période avance et que la composition ethnique se diversifie, les Montréalais d'origine britannique se retrouvent de plus en plus concentrés dans une section de la rue.

2.4 Conclusion

Ce chapitre nous a permis d'évaluer les effectifs de la rue Forfar et de voir leur évolution dans les premières décennies du XX^{e} siècle. Du point de vue démographique, la population est stable quant au nombre de familles et d'individus qui l'habitent. La population connaît un rajeunissement entre 1901 et 1921 et la présence des moins de 15 ans se fait sentir davantage en fin de période. À ce chapitre, le rôle joué par les familles migrantes est considérable. D'ailleurs, à l'instar du quartier dans lequel elle se situe, la rue Forfar est marquée par un flot migratoire constant dont l'ampleur ne cesse de croître entre 1901 et 1921. Les traits britanniques, très présents en début de période, s'atténuent au fil des décennies, bien qu'ils restent dominants. Du contingent arrivé des îles anglaises, ce sont les Irlandais qui connaissent la décroissance la plus importante. À partie de 1911, la diversification des origines ethniques se fait sentir sur la rue : Autrichiens, Roumains, Polonais, Lettons, Russes, Italiens, Suédois, Norvégiens, sont au nombre des migrants qui élisent pignon sur rue dans le Village-aux-Oies. D'à peine 4 % en 1901, leur représentation passera à près de 30 % en fin de période. Cette transformation de la composition ethnique s'inscrit parfaitement à l'intérieur des grands courants qui touchent la métropole pendant la même période. Tous les groupes culturels qui arrivent à Montréal ne sont pas représentés sur la rue Forfar — notamment la

communauté juive — mais son portrait reste tout à fait cohérent avec l'image plus globale de la Pointe-Saint-Charles et du quartier Sainte-Anne. Du lot, ce sont les Italiens et les Autrichiens qui s'implantent en plus grand nombre sur la rue Forfar.

Enfin, nous avons pu constater que plusieurs familles habitent la rue Forfar pour de très longues périodes et selon différentes modalités. Certaines le font de manière continue sur l'ensemble de la période, mais également pour des périodes allant au-delà de 11 et 16 ans. Plusieurs de ces familles y résident d'ailleurs depuis encore plus longtemps. Le suivi des locataires année par année a permis de réaliser que la stabilité s'exprime aussi à travers des ménages plus mobiles, mais qui restent toujours sur la rue ou dans les limites du Village-aux-Oies. Par ailleurs, la rétention des familles à l'intérieur du Village-aux-Oies est un élément qui gagnerait à être exploré davantage. Les mouvements sur la rue relèvent de nombreux facteurs dont on retrouve au premier chef les liens familiaux et les changements dans le noyau familial.

La transposition de ces données sur une carte nous a permis de voir comment ces permanences s'inscrivaient dans l'espace. Nous avons identifié trois zones dans lesquelles se retrouvent plus régulièrement les résidents faisant de longs séjours sur la rue et une quatrième affichant des caractéristiques contraires. Cette analyse spatiale montre également qu'aucun regroupement ethnique n'est perceptible avant 1921. Les Canadiens français ont cependant tendance à former de petits amas de deux ou trois familles. En 1921, nous avons observé une concentration importante d'Européens de l'Est dans le secteur le plus volatile de la rue Forfar, alors que les Britanniques se retrouvent surreprésentés dans la zone la plus stable. Tracée à gros traits, cette esquisse plante le décor général de la rue Forfar au début du XX^{e} siècle. Dans les prochains chapitres, nous pourrons nous attarder davantage à la structure des familles et à leur portrait socioéconomique.

CHAPITRE III
PORTRAIT SOCIOÉCONOMIQUE DES FAMILLES DE LA RUE FORFAR

Le chapitre précédent a mis en lumière plusieurs transformations qu'a connues la rue Forfar notamment au niveau de sa composition et de sa démographie. En 1921, la rue est davantage rythmée par un cosmopolitisme renouvelé et nous sommes en mesure de nous demander si ces changements ont eu une incidence sur la composition des familles. Pour le savoir, l'accent sera mis sur des éléments portant sur la structure des familles, leur cycle de vie, l'emploi et le revenu des chefs de famille, mais aussi l'occupation des autres membres. Le lecteur attentif reconnaitra certainement une parenté avec les travaux de Manon Tonietto dans la manière de traiter les données. L'efficacité, la clarté et la richesse de sa méthode nous ont convaincu de nous en inspirer afin d'enrichir notre compréhension des familles de la rue Forfar et de mettre au jour leurs profils socioprofessionnels pour les années 1901, 1911 et 1921.

3.1 Cycle de vie des familles de la rue Forfar

En prenant en considération les résultats du chapitre 2, particulièrement ceux ayant à trait au rajeunissement de la population et à l'augmentation du nombre de jeunes enfants, il est plausible de croire que la structure des familles et le stade de leur cycle de vie se modifie au cours de la même période. Dans sa thèse doctorale, Bettina Bradbury propose une classification des différents stades de cycle de vie de famille.[67] Le tableau 3.1 reprend la même classification et compile les données pour les familles de la rue Forfar entre 1901 et 1921. La majorité des familles sont à un stade peu avancé de leur cycle de vie. Les familles dont *tous les enfants sont âgés de 11 ans et moins* et celles dont *la moitié ou la majorité des enfants sont âgés de 15 ans et moins* sont majoritaires tout au long de la période et gagnent même en importance. Elles

[67] Bettina Bradbury, « The Working Class Family Economy: Montréal, 1861-1881 » (Université Concordia, 1984), 517.

représentent 58 % des familles en 1901 contre 64 % en 1921. Cependant, la proportion de ces deux groupes s'inverse en cours de route, signifiant ainsi qu'une part des familles avance dans son cycle de vie. En 1901, pour 10 familles dont *la moitié ou la majorité sont âgés de moins de 15*, on compte 14 familles dont *tous les enfants ont moins de 11 ans*. Ce ratio est égal en 1911 et passe en 1921 à 10 pour 8. Le troisième groupe en importance est celui dont les enfants sont tous âgés de 16 ans et plus. La présence de ce groupe diminue légèrement en 1921, mais c'est bon an mal an le septième des familles qui appartient à cette catégorie tout au long de la période. Enfin, on notera que les femmes mariées âgées de 45 ans et plus et sans enfant sont celles qui s'effacent le plus entre 1901 et 1921.

Tableau 3.1
Stade du cycle de vie des familles de la rue Forfar : 1901, 1911, 1921

	1901		1911		1921	
Stade du cycle de vie	n	%	n	%	n	%
1 Femme mariée âgée de 45 ans et moins, sans enfant	13	10	17	12	12	9
2 Tous enfants moins de 11 ans	44	34	44	31	38	28
3 Moitié ou majorité des enfants âgés de 15 ans et —	32	24	43	31	48	36
4 Majorité des enfants âgés de 16 ans et plus	6	5	9	6	9	7
5 Tous les enfants âgés de 16 ans et plus	21	16	20	14	19	14
6 Femmes mariées, âgées de 45 ans et plus, sans enfant	13	10	4	3	5	4
7 NSP	2	2	3	2	4	3
Total général	**131**	**100**	**140**	**100**	**135**	**100**

Une ventilation des données par origine ethnique permet de mesurer la contribution des familles issues de la nouvelle migration d'Europe du Nord et de l'Est en 1921. Sur les 34 familles dont les origines sont autres que britanniques et françaises, 33 se retrouvent dans les stades 1 à 3. Autrement dit, alors que 73 % de l'ensemble des chefs de la rue Forfar sont à la tête de familles étant moins avancées dans leur cycle de vie, c'est 97 % des familles en provenance d'Europe de l'Est et du Nord qui le

sont. Sur les 38 foyers du tableau 3.1 dont les enfants ont tous moins de 11 ans, 40 % d'entre elles sont issues de cette immigration récente. Ces nouveaux venus ont donc une incidence certaine sur le portrait général de la rue Forfar en contribuant de manière plus importante aux effectifs des jeunes familles. Sans s'y attarder longuement, Gilles Lauzon notait qu'en 1921, chez les nouveaux migrants, 86 % des ménages avaient des jeunes de moins de 15 ans. Ces proportions étant moindres chez les protestants, les Irlandais et les francophones. Il notait aussi que l'âge moyen des chefs de famille était plus bas à l'intérieur du groupe des nouveaux migrants que chez les chefs issus des communautés de vieille souche (38 ans versus 45 ans).[68] Le constat est précisément le même avec les chefs de famille de la rue Forfar. Alors que les chefs de famille des communautés francophones, irlandaises et anglo-protestantes ont un âge moyen de près de 46 ans, ceux issus des pays d'Europe de l'Est, du Nord et de l'Italie ont en moyenne 38 ans. Ces informations nous confirment donc le vieillissement relatif des communautés britannique et française.

3.2 Structure des familles

Il est aussi intéressant d'étudier les différentes structures familiales de la rue Forfar entre 1901 et 1921. Compilées dans le tableau 3.2, ces données permettent de constater quelles sont les pratiques de cohabitation sur la rue au début du siècle. L'une des tendances qui se dégagent de cette analyse est la présence de moins en moins visible de toutes les formes de partage de logement. Que ce soit l'accueil d'un logeur, d'un membre de la famille élargie, ou d'une famille entière, tous ces modes sont moins populaires en 1921 qu'en 1901.

Toutes années confondues, le tableau 3.2 montre que la structure la plus répandue est celle de la famille simple. Il s'agit ici de couples mariés avec ou sans enfant et aussi de parents veufs avec enfant. En considérant l'ensemble des familles simples sans

[68] Lauzon, *Pointe-Saint-Charles*, 186.

égard à leur mode d'occupation, on constate que leur nombre reste relativement stable sur l'ensemble de la période (entre 105 et 117), mais que leur poids relatif augmente passant de 81 % à 87 % des familles. Les ménages qui vivent seuls dans leur logement gagnent en importance passant de 76 familles en 1901, à 98 en 1911 puis à 100 en 1921 (58 %, 70 % et 74 %). À l'inverse, les familles qui accueillent une autre personne n'ayant aucun lien de parenté avec le noyau familial sont de moins en moins présentes.

Tableau 3.2
Structure des familles de la rue Forfar 1901, 1911 et 1921

	1901		1911		1921	
	n	%	n	%	n	%
Famille simple	76	58	99	71	100	74
Famille simple avec logeur(s)	27	21	13	9	17	13
Famille simple avec domestique	1	< 1	-	-	-	-
Famille étendue	10	8	6	4	4	3
Famille étendue avec logeur(s)	2	1	1	<1	-	-
Famille partageant son logement avec une autre	14	11	20	14	13	10
famille simple	12	9	11	8	10	7
famille simple avec logeur(s)	2	2	3	2	-	-
famille étendue avec logeur(s)	1	< 1	1	< 1	-	-
autre famille étendue	-	-	5	4	3	2
Personne seule	1	< 1	2	1	1	< 1
Total général	**131**	**100**	**141**	**100**	**135**	**100**

À l'exception d'une seule occurrence en 1901, les habitants de la rue Forfar ne partagent pas leur logement avec un domestique. Cette donnée surprend peu étant donné que nous avons une population à majorité ouvrière dont les revenus, nous le verrons plus loin, sont modestes pour la majorité. D'ailleurs, le couple Harwood qui accueille la jeune domestique Nellie Smith n'est pas particulièrement riche. Alfred, ingénieur dans une usine, déclare aux recenseurs gagner un salaire annuel de 500 $.

On peut imaginer que la jeune Anglaise, débarquée d'Angleterre deux ans auparavant à l'âge de 10 ans, est logée et nourrie en échange de son travail.

Le mode de cohabitation le plus répandu tout au long de la période est l'hébergement de logeurs. Les situations sont multiples. D'un côté du spectre, nous trouvons des familles accueillant un seul logeur, parfois jeune et non marié, parfois une personne en veuvage. À l'opposé, il y a des ménages comme celui de John Howard qui héberge jusqu'à huit logeurs en 1911 ! Âgés de 16 à 56 ans, ces logeurs n'ont entre eux aucun lien de parenté, ils sont pour la majorité Anglais et, comme John Howard, travaillent comme journaliers. Avec un gain annuel de 500 $, il est à parier que cet apport supplémentaire enlève une pression financière à la famille Howard. Cette stratégie semble populaire en 1901 alors que plus d'une famille sur cinq y a recours.

En 1911, l'accueil de logeurs semble être une stratégie prisée par les populations migrantes. Sur les 34 maris, femmes et veuves qui accueillent au moins un logeur, 27 sont nés à l'extérieur du Canada (79 %) et 16 d'entre eux sont issus de l'immigration récente (moins de 10 ans). Le pays d'origine n'est pas un facteur puisque ces résidents proviennent aussi bien des îles britanniques que de l'Europe continentale. Cependant dans 13 cas sur 16, le logeur est de la même origine ethnique que le chef de famille.

Plus marginales, mais tout de même bien présentes en 1901, les familles qui accueillent un membre de leur parenté élargie font aussi partie du portrait de la rue Forfar. La nature de ces liens change beaucoup d'une année à l'autre. En 1901, les personnes qui se greffent au noyau familial sont surtout des petits-enfants ou des beaux-fils. Pour l'année 1911, il s'agit pour la presque totalité de la mère ou la belle-mère du chef. En 1921, dans 3 cas sur 4, ce sont des liens fraternels qui unissent ces résidents. Ces familles étendues sont à des stades de leur cycle de vie tout à fait différents d'une année à l'autre et nous n'avons pas été en mesure de faire ressortir

des similitudes entre elles.[69] Cependant, l'évolution de ces données sur 20 ans montre que cette structure de famille s'efface graduellement. Les familles étendues vivant seules dans leur logement sont quatre fois moins nombreuses en 1921 (3 ménages) qu'en 1901 (12 ménages). Ce phénomène continue de s'illustrer avec force lorsque l'on combine toutes les familles qui accueillent au moins un logeur ou un membre de leur famille. Elles sont en effet deux fois moins nombreuses en 1921 qu'en 1901 passant de 30 % des familles de la rue Forfar à 16 % en 1921.

Un dernier élément que nous désirons considérer à l'aide du tableau 3.2 est celui des familles qui partagent leur logement avec d'autres familles. Comme le soulignait Gilles Lauzon dans ses travaux sur la cohabitation en milieu ouvrier, l'historiographie a eu longtemps tendance à présenter le partage de logement par des noyaux familiaux distincts comme un phénomène fréquent. Dans un effort intéressant sur la question, l'historien renverse cette idée.[70] En analysant diverses sources et en décortiquant de manière très fine le travail des recenseurs, Lauzon démontre que les phénomènes de partage et de cohabitation sont bien réels, mais qu'ils ne sont pas aussi répandus qu'on le croyait auparavant. Dans le cas de la rue Forfar, il nous semble que les cas de cohabitation recensés soient plausibles. Plusieurs éléments nous portent à croire que les recenseurs ont différencié les logements même lorsque ceux-ci avaient une porte extérieure commune. Par exemple, il est fréquent de retrouver des adresses accompagnées d'un l'étage, comme le triplex du 101 Forfar. Les recenseurs ont listé le 101 Forfar, le 101a Forfar et le 101 3rd Forfar. Ainsi, même si elles partagent la même porte extérieure, ces familles sont toutes considérées comme ayant un logement unique. La concordance avec les adresses inscrites dans le rôle des valeurs locatives est aussi très juste.

---

[69] En 1901, 9 familles sur 12 ont des enfants âgés de 16 ans et plus ou sont à un stade plus avancé. Le portrait de l'année 1911 se trouve à l'opposé alors que 2 familles sur 8 ont au moins la moitié des enfants dont l'âge est inférieur à 15 ans et toutes les autres sont à des stades moins avancé.

[70] Lauzon, « Cohabitation et déménagements en milieu ouvrier montréalais : Essai de réinterprétation à partir du cas du village Saint-Augustin (1871-1881) », 116.

Ces précautions étant dites, le partage de logement existe sur la rue Forfar sans être une pratique dominante pour autant. Chaque année c'est un peu plus d'une famille sur dix qui a recours à cette stratégie avec une pointe plus importante en 1911 à 14%. Ces données sont comparables à celles trouvées par Manon Tonietto dans son étude sur les familles italiennes montréalaises. En 1901, elle estimait à 14,43 % les familles en situation de partage de logis.[71] Sur la rue Forfar, les cas de figure sont variés, mais le plus fréquent est celui de deux familles nucléaires qui vivent dans le même logement. De manière générale, il s'agit plutôt de foyers dont les enfants sont en bas âge. En effet, 11 ménages sur 14 ont des enfants qui ont tous moins de 11 ans ou dont la majorité a moins de 15 ans. En 1911, il s'agit de 17 familles sur 20 qui se retrouvent dans les trois premiers stades du cycle de vie. Dans six de ces cas, le partage se fait avec un jeune couple marié et sans enfant. Le fait que ces familles soient à majorité dans les phases les plus critiques de leur cycle de vie nous pousse à penser que ce sont les facteurs économiques qui jouent ici dans la prise de décision. Les jeunes enfants ne peuvent participer au revenu et en plus, ils engendrent des coûts supplémentaires. L'ajout d'un couple, peut-être lui-même fraichement sorti du nid familial, constitue une situation où les deux familles tirent un profit mutuel de ce partage.

Le revenu de ces chefs de famille comparé à celui des chefs de l'ensemble de la population nous pousse aussi à conclure en ce sens. En 1901 par exemple, 60 % des chefs de famille en situation de partage avaient des revenus qui ne représentaient pas 75 % du salaire moyen de l'ensemble des chefs de famille, soit un salaire oscillant entre 200 $ et 400 $ annuellement. En fin de période, les résultats sont exactement les mêmes alors que 62 % des chefs de familles en situation de partage ont un salaire oscillant entre 480 $ et 660 $. L'année 1911 s'inscrit dans la même tendance, mais dans des proportions moindres. En effet, seulement le tiers des chefs de famille qui

[71] Manon Tonietto, « La communauté italienne de Montréal en 1901 » Mémoire de maîtrise Université du Québec À Montréal, 2004, 61.

partage son logement ont des gages ne représentant pas au moins 75% du revenu moyen. Le fait que le début de la décennie en fut un de grande activité économique à Montréal[72] peut être un facteur qui explique cette amélioration passagère. Il n'en demeure pas moins que l'argument économique pour expliquer la cohabitation familiale semble peser lourd dans le choix de ces ménages.

3.3 Mode d'occupation à travers la rue

Comme nous l'avons fait pour le premier chapitre, nous avons voulu savoir si ces modes d'occupation s'inscrivaient d'une manière quelconque dans l'espace. Est-ce que les familles qui partagent leur logement se retrouvent toujours au même endroit ? Est-ce que certains logements semblent plus propices à ce genre de stratégie ? Les recherches effectuées en ce sens ne confirment pas la présence de modèles précis sur la rue Forfar. Les familles qui accueillent des logeurs, des membres de leur famille ou encore qui partagent leur logement avec d'autres familles sont réparties sur l'ensemble de la rue. La moyenne de ces loyers est sensiblement la même que pour l'ensemble de la rue et le nombre de pièces disponibles peut être de 3 comme de 8. Nous n'avons pas été en mesure de trouver des constantes ou des transformations notables comme c'était le cas, par exemple, avec la concentration de certaines origines ethniques dans certains secteurs de la rue Forfar. Tout au plus avons-nous été en mesure d'identifier un bassin de logements dont les locataires se retrouvaient plus régulièrement en situation de partage (logeur ou autre famille). Sur un parc immobilier d'environ 130 logis, 67 d'entre eux sont occupés par une famille qui partagera son espace à un moment ou un autre entre 1901 et 1921. Sur ces 67 logements, 18 (27 %) seront partagés au moins lors de deux recensements. Cette récurrence relève-t-elle de la simple coïncidence ? Ou s'agit-il de logements qui sont plus propices à la cohabitation ? Pour l'heure, ni les caractéristiques physiques,

---

[72] Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté: les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929* (Montréal: Boréal Express, 1978), 32.

économiques ou géographiques ne nous ont permis de trouver des éléments qui pourraient expliquer cette tendance.

L'étude de la structure familiale et du cycle de vie nous permet de constater que les familles de la rue Forfar rajeunissent au fur et à mesure que le siècle avance. Les nouveaux migrants contribuent de manière significative à ce phénomène alors que l'écrasante majorité de ces familles se trouve dans les premiers stades de leur cycle de vie familiale. Il est aussi possible de remarquer un changement de comportement quant aux habitudes de cohabitation. Tout mode de partage confondu, les résidents de la rue Forfar vivent de moins en moins dans la même maison. L'accueil d'un logeur, d'un membre de la famille éloignée ou encore d'une autre famille complète sont des stratégies qui sont davantage utilisées en début qu'en fin de période. Puisque les facteurs économiques semblent les plus pertinents pour expliquer ces comportements, nous sommes en mesure de nous demander si les habitants de la rue Forfar profitent d'une amélioration de leur situation économique pendant la période à l'étude. C'est ce que nous tenterons d'observer dans les prochaines pages.

3.4 Profession, revenu et loyer sur la rue Forfar

Les recensements canadiens fournissent des informations intéressantes sur l'emploi, le lieu de travail, le revenu annuel qui nous permettent de comprendre la composante socioprofessionnelle des habitants. Pour la présente analyse, nous nous appuyons principalement sur le recensement de 1911 dont les données sont largement plus riches que pour les recensements de 1901 et 1921. D'une part, les lieux de travail sont plus détaillés, on y retrouve régulièrement le nom des entreprises ou, à tout le moins, le type d'industrie (laminerie, fonderie, manufacture alimentaire, etc.).[73] La présence sur le recensement d'un code de profession ajouté par les statisticiens est aussi un

[73] Les informations du recensement de 1901 se limitent à « shop », « home », « factory ». Quant aux données du recensement de 1921, elles sont largement corrompues par des rayures qui rendent la lecture du lieu d'emploi illisible dans la majorité des cas.

avantage qui mérite d'être souligné. Ce code à trois chiffres permet de déterminer pour chaque individu le secteur d'activité, le type d'emploi et la catégorie de travailleur et contribue à raffiner l'analyse de la structure socioprofessionnelle.[74] À titre d'exemple, un journalier travaillant pour le Grand Tronc pourrait tout aussi bien effectuer un travail s'apparentant à de la fabrication, mais aussi au transport. L'utilisation de ce code permet de faire cette distinction. Lorsque l'on sait que 62 % des travailleurs déclarent être journalier en 1911, on comprendra l'importance d'un tel outil.

3.4.1 Secteurs d'activité

L'environnement immédiat du Village-aux-oies, faut-il le rappeler, est hautement industriel. Ses résidents sont à distance de marche de pôles économiques et industriels de premier ordre. À ce chapitre, mentionnons le port de Montréal, les minoteries de la rue Mill, les nombreuses lamineries, fonderies et usines de fabrication en tout genre qui bordent le canal de Lachine, les vastes terrains aux abords du bassin Wellington où sont entreposé charbon, bois et autres matériaux et enfin, le gigantesque complexe du Grand Tronc, point charnière du réseau ferroviaire canadien. À cette liste impressionnante s'ajouteront des joueurs plus petits, mais significatifs pour les résidents de la rue Forfar. Nous pensons ici particulièrement aux abattoirs et aux enclos situés à la frontière nord du Village-aux-oies.

Le tableau 3.3 regroupe tous les travailleurs de la rue Forfar par secteur d'activité et reflète très bien ce contexte. En effet, près de 80 % des emplois sont dans les secteurs

---

[74] Ce code à trois chiffres renvoie à un tableau des significations des codes, liste produite par Bibliothèque et Archives Canada. *Recensement du Canada (1911) - Colonne 18 - Signification des codes*, Bibliothèques et Archives Canada, « http://www.bac-lac.gc.ca/fra/recensements/1911/Documents/1911_Codes_Occupation-f.pdf », octobre 2005, 13 page. Visité le 7 juin 2017.

de la fabrication et du transport. Nous verrons un peu plus loin qu'une large part de ces métiers demandent peu de qualification. Le premier domaine en importance est celui de la fabrication mécanique et de textile. Environ un travailleur sur trois ainsi que la moitié des journaliers de la rue Forfar évoluent dans ce champ d'activité. Les employés de laminerie dominent largement le palmarès des métiers les plus exercés avec 27 travailleurs. La plupart travaillent pour Montréal Rolling Mills Co qui opère dans la transformation de produits de l'acier. Ce monstre industriel, dont les installations principales sont situées dans Sainte-Cunégonde, est l'exemple typique d'usines montréalaises dont le passage à l'énergie électrique vers la fin du 19e siècle leur a permis de connaître un essor extraordinaire. En 1903, M.R.M. grossit encore en absorbant sa concurrente, Pillow-Hersey Manufacturing, dont certains des ateliers se situent sur la rue Mill, à proximité du Village-aux-oies. Elle sera éventuellement fusionnée à Steel Compagny of Canada (Stelco) qui continuera d'employer de nombreux résidents en 1921. La proximité des lamineries de la rue Mill explique sans doute pourquoi un nombre si important de résidents y travaillent.

Tableau 3.3
1911 – Nombre de travailleurs par secteur d'activité

Code	Description	n	%
0	Agriculture	2	1 %
1	Métiers de la construction	5	2 %
2	Emplois domestiques	5	2 %
3	Fonction publique et municipale	7	3 %
4	Pêche et Chasse	0	0 %
5	Forêts et bois	1	2 %
6	Manufactures — Mécanique et textiles	77	31 %
7	Manufactures — Nourriture et vêtements	54	22 %
8	Mines	0	0 %
9	Activités professionnelles	0	0 &
10	Commerce et vente au détail	35	14 %
11	Transport	62	25 %
	Total général	248	100 %

Le secteur de la fabrication mécanique et textile compte également un nombre considérable d'employés de fabrique (16/77). Nous ne pensons pas errer en affirmant que le secteur de la fabrication en est aussi un de première importance en 1901. Même si la classification du recensement canadien de 1901 n'est pas aussi efficace que celle de 1911, il reste que 76 % des lieux de travail répertoriés sont en lien direct avec ce secteur d'activité : « Rolling Mills », « Shop », « Factory » ou « Foundry » sont parmi les lieux de travail les plus mentionnés. À elles seules, les lamineries emploient 15 % des travailleurs en 1901. La nomenclature des métiers tend à confirmer cette impression : « Nailer », « Spike maker », « Heater », « Millwright », « Moulder » ou encore « Iron worker » font partie des métiers régulièrement recensés.

Avec les ateliers du Grand Tronc et éventuellement avec ceux plus modestes du Canadian Pacifique un peu plus à l'ouest, le secteur du transport emploie le quart de la main-d'œuvre en 1911. Le GTR, dont les ateliers sont facilement accessibles pour les gens du village par un tunnel passant sous les rails, offre des postes variés : bagagiste, homme de quai, employé de rotonde et de dépôt, etc. On y compte aussi un groupe important de métiers plus qualifiés liés à la construction des locomotives[75]. Que ce soit en 1901 ou en 1921, le GTR reste un joueur incontournable. Non seulement structure-t-il physiquement le quartier par l'ampleur de ses installations et contribue-t-il à isoler le Village-aux-oies du reste de la Pointe Saint-Charles, mais il représente l'employeur le plus important du quartier. En termes de métiers, le groupe le plus important dans le domaine du transport est celui des charretiers et des camionneurs. On en compte entre 15 et 20 selon les années. Ils sont tous employés à l'exception de George Hill qui, en 1921, exploite sa propre entreprise de transport et emploie ses deux fils.

[75] Ces métiers ont d'ailleurs été classés dans le secteur manufacturier mécanique et textile.

Sensiblement à égalité avec le domaine des transports, le secteur manufacturier – nourriture et vêtements regroupe 22 % des travailleurs en 1911. C'est sans doute le secteur qui connaît la progression la plus importante au cours de la période. L'ajout d'abattoirs par Montreal Stock Yard au début du siècle n'est pas étranger à cette progression. En 1901, grâce à l'automatisation de ses installations, la compagnie se vante d'être en mesure de transformer un porc vivant en une carcasse réfrigérée en moins de cinq minutes ! Chaque semaine, c'est 5000 porcs, 5000 bœufs et 5000 chèvres qui sont abattus.[76] Avec l'installation, à quelques pas de là, de Laing and Provision Packing Compagny (1901), puis en 1909 de William Davies, le nord du Village-aux-oies est complètement transformé. Davies deviendra l'un des employeurs les plus importants pour les habitants de la rue Forfar. Alors qu'en 1901 James Baker est le seul à déclarer travailler comme boucher dans une usine, on dénombre 24 bouchers, emballeurs ou journaliers qui travaillent pour l'une de ces entreprises en 1911. Ils sont au bas mot 22 bouchers et emballeurs en 1921. Ce nombre est sans doute plus important, mais nous ne sommes malheureusement pas en mesure de mieux identifier les journaliers travaillant pour ces compagnies. En ajoutant les emplois connexes, ces trois entreprises donnent du travail à un minimum de 30 résidents de la rue Forfar en 1921. Ainsi plus de la moitié des emplois de ce secteur repose sur l'abatage de bêtes. Tous secteurs confondus, c'est plus d'un travailleur sur 10 qui traverse la ruelle au nord de la rue Forfar pour aller travailler aux abattoirs.

Cette tendance qui était loin d'être visible en 1901 marquera les habitants du Village-aux-oies pour de nombreuses décennies. Les témoignages recueillis dans le cadre de l'exposition Quartiers disparus mettent en lumière cette importance. Lucia Frenetti et les sœurs Gaglietta confirment que ces installations étaient pour les résidents du Village-aux-oies des employeurs de première importance. Elles confient aussi que les effets secondaires dus à la présence des abattoirs ont marqué les esprits des habitants.

---

[76] Yvon Desloges, Alain Gelly, et Parcs Canada, *The Lachine Canal: Riding the Waves of Industrial and Urban Development, 1860-1950* (Sillery; Ottawa: Septentrion ; Parks Canada, 2002), 136.

Les sœurs Gaglietta et Lucia Frenetti se remémorent des odeurs très fortes, perceptibles des kilomètres à la ronde qui émanaient de ces usines. L'une d'entre elles se souvient que les résidents qui logeaient près de l'intersection Forfar et Bridge devaient fermer leurs fenêtres afin de ne pas entendre les animaux couiner et beugler[77]. Il s'agit donc d'un secteur économique qui a considérablement changé la vie des habitants de la rue Forfar au début du XX^{e} siècle.

Le dernier secteur d'activité qui se démarque des autres est celui du commerce et de vente au détail. Environ 14 % des résidents y travaillent. Les postes occupés sont extrêmement variés et on retrouve des commerçants en tout genre : laitier, épicier, vendeur de poêle et de fournaise, etc. Certains d'entre eux travaillent sur la rue Forfar, dont Thomas Conn et son fils Frank dans leur épicerie du 47 Forfar ou encore Carl Olson, tonnelier, qui engage aussi son fils Charley dans son atelier du 45 Forfar. Les autres secteurs d'activité sont peu représentés parmi les travailleurs de la rue Forfar. Tous ensemble, ils forment un peu moins de 10 % des travailleurs. Autant en 1901, qu'en 1921, il y a très peu de travailleurs de la construction.

3.4.2 Catégories d'emploi et revenu

Lorsque l'on regarde la profession des travailleurs de la rue Forfar à travers un regroupement par catégorie d'emploi, c'est une image d'abord homogène qui se dégage. Comme le montre le tableau 3.3, près de 90 % des travailleurs sont employés ou ouvriers. Les journaliers et travailleurs non qualifiés comptent pour près de 40 % du bassin de travailleurs alors que la catégorie des employés et des travailleurs qualifiés est la plus importante avec 43 %. Il s'agit donc d'une population qui, en général, est tributaire de la disponibilité des emplois et qui est fortement soumise aux fluctuations économiques. Rappelons que certaines industries n'hésitaient pas à

---

[77] Centre d'histoire de Montréal, (2013), *Goose Village*, Baladodiffusion, consulté le 1 janvier 2016, http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8757,129587576&_dad=portal&_schema=PORTAL.

diminuer drastiquement les heures de travail de leurs employés si la demande fléchissait. Terry Copp rappelle à cet égard que les épisodes de chômage et de récession ont été nombreux entre 1901 et 1911[78]. Ainsi, même un travailleur qualifié vit une certaine précarité et ne peut être assuré de travailler à l'année.

Seulement cinq personnes déclarent être à son compte. Trois d'entre elles possèdent un commerce sur la rue. Il s'agit de Thomas Conn et Edward McBrine, tous les deux présents depuis plus de 10 ans et propriétaires de leur épicerie respective. Nous avons déjà parlé de Carl Olson qui habite au 15 Forfar et possède son propre atelier de tonneaux au 45 Forfar. Son voisin, David Alexander est charretier à son propre compte et travaille avec ses fils. Enfin, détonnant passablement du reste de la rue, William James est docteur. Il n'y a pas de précision relativement à son lieu de travail. Le nombre de personnes travaillant à leur compte varie peu entre 1901 et 1921 où 6 et 7 chefs de famille s'identifient comme patron.

Tableau 3.4
1911 – Nombre de travailleurs par catégorie d'emploi

Code	Description	n	%
0	À son compte ou propriétaire du commerce	5	2 %
1	Gérants, assistant-gérants, experts, etc.	0	0 %
2	Superintendants, assistant superintendants, superviseurs, etc.	0	0 %
3	Contremaîtres, patrons, chefs d'équipes, intendants, trésoriers, etc.	13	5 %
4	Agents, courtiers, agents de commission, etc.	3	1 %
5	Inspecteurs, évaluateurs, ingénieurs, etc.	3	1 %
6	Employés, travailleurs, opérateurs, travailleurs qualifiés, etc.	107	43 %
7	Clercs, compagnons, teneurs de livres, contrôleurs, etc.	14	5,5 %
8	Apprentis, aides, débutants, assistants, etc.	4	1,5 %
9	Journaliers, travailleurs non qualifiés, messagers, routiers, etc.	101	40 %
	Total général	250	100 %

[78] Copp, *Classe ouvrière et pauvreté*, 33.

Si l'on en croit les données de 1911, ces propriétaires de commerces se distinguent également par leur salaire beaucoup plus élevé que le reste de la rue. Deux d'entre eux déclarent des revenus au-delà de 2000 $ et le troisième gagne 800 $ par an pour une moyenne hebdomadaire de 37,17 $, soit plus du double des autres résidents. Bien qu'elle soit moins nette, la différence de revenu entre les employés qualifiés et les travailleurs non qualifiés est bien réelle. Comme le montre le tableau 3.5, un chef de famille qui occupe un travail qualifié gagne en moyenne 2 $ de plus chaque semaine qu'un autre sans qualification (13,32 $ versus 11,21 $). Cette différence et appréciable lorsque l'on sait qu'en 1911, une famille de cinq personnes avait minimalement besoin de 12,82 $ afin de couvrir ses besoins essentiels et de 18,31 pour boucler son budget total[79]. Comme bien d'autres familles ouvrières montréalaises, le revenu de la majorité des chefs de famille de la rue Forfar n'est pas suffisant pour couvrir l'ensemble de ces besoins. En considérant uniquement les employés et les salariés, le revenu moyen des chefs de famille est de 12,61 $[80]; tout juste en deçà du seuil de subsistance. C'est deux chefs de famille sur trois qui déclarent un salaire ne correspondant pas à ce standard. Seulement 10 chefs de famille gagnent au-delà de 18,31 $ par semaine et peuvent combler l'ensemble de leurs besoins en s'appuyant uniquement sur le revenu principal.

[79] Copp, 32.
[80] Nous excluons de ce calcul les résidents qui travaillent à leur compte.

Tableau 3.5
1911 – Salaire des chefs de famille par catégorie d'emploi

Catégorie	n	Min	Max	Moyenne	Hebdo
À son compte ou propriétaire du commerce	5	800 $	2600 $	1933 $	37,17 $
Contremaîtres, patrons, chefs d'équipes, intendants, trésoriers, etc.	8	570 $	1200 $	870 $	16,73 $
Agents, courtiers, agents de commission, etc.	1	672 $	672 $	672 $	12,92 $
Inspecteurs, évaluateurs, ingénieurs, etc.	3	513 $	580 $	554 $	10,65 $
Employés, travailleurs, opérateurs, travailleurs qualifiés, etc.	61	364 $	1100 $	693 $	13,32 $
Apprentis, aides, débutants, assistants, etc.	1	450 $	450 $	450 $	8,65 $
Journaliers, travailleurs non qualifiés, messagers, routiers, etc.	49	208 $	1210 $	583 $	11,21 $
Total	128	208 $	2600 $	687 $	13,21 $

Ce que le tableau 3.5 nous apprend également, c'est qu'il y a un lien direct entre la catégorie d'emploi et le revenu des chefs de famille. Les apprentis et les travailleurs non qualifiés occupent le bas du pavé, alors que les contremaîtres, patrons et propriétaires de commerce ont les salaires les plus importants. Ce qui saisit également, c'est la très grande étendue de ceux-ci. Avec une fourchette de gages entre 350 $ et 2600 $ et un écart type de 303 $, le revenu principal varie énormément d'une famille à l'autre. Le calcul du coefficient de variation (44 %) confirme cette hétérogénéité au niveau des revenus annuels des chefs de famille. Cet indicateur, qui représente le ratio entre l'écart type et la moyenne, permet d'évaluer la dispersion des données et comporte l'avantage d'autoriser la comparaison entre des séries différentes. Ainsi, avec des coefficients de variation de 42 % en 1901 et de 47 % en 1921, il est possible de constater que les écarts et la grande variabilité des revenus des chefs de famille de la rue Forfar sont des constantes tout au long de la période. À titre d'exemple, Bennete Bezzude, arrivé en 1919 d'Italie, déclare un salaire hebdomadaire de 8,12 $. Louis Conney, « brakeman », gagne près de six fois son

salaire avec un revenu hebdomadaire au-dessus des 46 $. Cette hétérogénéité des revenus existe aussi entre les travailleurs de même profession. En 1921, l'un des groupes de travailleurs les plus importants est celui des bouchers. En répartissant le salaire annuel sur le nombre de semaines travaillées, les différences entre ces ouvriers restent énormes : John Todoro gagne cinq fois moins que Herbert Holgate (30 $ versus 6,15 $ hebdomadaire). Pourtant, ils sont tous deux bouchers et les probabilités qu'ils travaillent dans la même usine au nord du village sont fortes. La situation économique des familles qui résident sur la rue Forfar est donc loin d'être homogène.

3.4.3 Valeur des loyers

Le poids important que représente le coût des loyers dans le budget familial en fait un incontournable pour évaluer la situation économique des familles de la rue Forfar et confirmer ce que nous avons appris en étudiant les revenus. Le recensement de 1921 est le seul à comporter des informations relativement au loyer et à la nature des logements de la rue. Afin d'avoir des informations cohérentes, nous utilisons plutôt dans cette partie le rôle des valeurs locatives de la ville de Montréal pour les années 1901, 1911 et 1921. Ces fiches contiennent des renseignements sur les locataires, leur loyer annuel, les propriétaires et quelques informations sur le bâtiment. Pour les fins de cette recherche, nous avons utilisé uniquement les adresses qui apparaissaient à la fois dans le recensement et dans le rôle des valeurs locatives. Au total, nous travaillons donc sur 130 logements pour les années 1901 et 1921 et sur 136 en 1911. Nous avons également complété ces données en examinant à quelques reprises la colonne 10 du recensement de 1921 qui répertorie le nombre de pièces utilisées par chaque famille.

D'un point de vue géographique, le 2/3 des logements dont la valeur des loyers se situe entre le 90^{e} et le 100^{e} percentile, sont toujours les mêmes en 1901 qu'en 1921. Dans 9 cas sur 14 ils se retrouvent du côté nord de la rue. Lorsque l'on sait qu'une

majorité de ces logements sont occupés par des propriétaires occupants, il n'est pas étonnant de constater qu'il s'agit de la même zone où l'on retrouvait ces derniers sur la rue. Les premiers logements à l'est de la rue (1, 3, 5, 7 et 11 Forfar) font tous partie des plus dispendieux et leurs résidents sont parmi les plus sédentaires. Ils ont tous 6 pièces ou plus. À l'inverse, les loyers se situant entre le 1^{e} et le 10^{e} percentile sont tous ceux de logements situés dans la bâtisse du 22 Forfar que nous avons explorée un peu plus tôt, ou tout juste autour. Le 110 rue Forfar fait exception à cette règle en 1921. Cette portion de la rue Forfar est la même où nous avions identifié une population qui était plus mobile. Ces habitations ont toutes trois pièces.

La valeur des loyers sur l'ensemble de la période connaît une hausse appréciable. Le coût annuel moyen est de 77,56 $ en 1901, de 92,24$ en 1911 et de 129,11 $ en 1921. L'utilisation de la médiane permet de clarifier la répartition de ces loyers. Respectivement de 70$, 80$ et 130$, on constate que la dispersion est à peu près égalitaire en 1921 et légèrement inégale en 1901 et 1911. Le fait que la médiane soit sous la moyenne nous indique d'une part que ces inégalités se retrouvent plutôt dans le haut de la fourchette des loyers et d'autre part que plus de la moitié des locataires ont un loyer inférieur à la moyenne. Le mode, d'une valeur de 70$ en 1901 et 80$ en 1911, tend à confirme cette idée. Lorsque Gilles Lauzon étudiait le segment de rue où habitait la famille Mullins en 1901, il y calculait une moyenne de 67,30 $[81]. Cette différence peut être expliquée par une présence plus importante sur la rue Forfar de logements ayant entre 7 et 10 pièces qui influence la moyenne. Un peu plus du tiers des résidents occupent des logis à 4 pièces et les deux cinquièmes se trouvent dans des logements ayant de 5 à 6 pièces.

En moyenne, la hausse du coût des loyers pour les résidents de la rue Forfar est moins importante entre 1901 et 1911 (20,5 %) que dans la décennie suivante (38 %). Ces

[81] Lauzon, *Pointe-Saint-Charles*, 123.

augmentations sont comparables à celles enregistrées pour le salaire moyen des chefs de famille pour les mêmes périodes. Respectivement de 27,7 % et de 46 %, ces hausses de revenu sont légèrement supérieures à celles des loyers. Il est donc possible de croire que la situation des familles de la rue Forfar s'améliore graduellement entre 1901 et 1921. Puisque nous travaillons à partir de moyennes, il nous apparait hasardeux de conclure de manière formelle à partir de ces chiffres que la marge de manœuvre des familles s'améliore sur les 20 années à l'étude. Le ciel est peut-être un peu plus bleu, mais les défis restent entiers.

La relation entre le salaire du chef de famille et le prix du loyer est évidente lorsque l'on met ces données côte à côte. Pour chacune des années, une grande proportion des loyers les plus chers sont occupés par des chefs de famille qui gagnent mieux leur vie que la moyenne de la rue. En 1901, par exemple, des 14 loyers représentant la tranche des 10 % les plus onéreux, la moitié est occupée par des chefs de famille qui font aussi partie des 10 % les mieux rémunérés. L'inverse est aussi vrai. La moyenne des salaires des chefs de famille occupant les loyers équivalents au 10 % les moins chers est de 371 $, soit 174 $ de moins que la moyenne de la rue. Le recensement de 1911 nous permet d'aller un peu plus loin et de mettre en lumière les différences existantes entre les différentes catégories d'emplois. Les journaliers de la rue Forfar paient leurs loyers moins chers que les travailleurs qualifiés qui, eux-mêmes, dépensent moins pour ce poste de dépense que les contremaîtres, patrons et travailleurs à leur compte. En chiffre, cela se traduit par un loyer moyen de 86 $ pour les journaliers, de 97 $ pour les travailleurs qualifiés, de 112 $ pour les contremaîtres et chefs d'équipe et de 117 $ pour les résidents travaillant pour leur propre compte. Ainsi, plus le salaire du chef de famille est faible, plus il cherche à compenser par un loyer inférieur à la moyenne afin de maintenir une certaine marge de manœuvre.

La réalité est bien sûr plus variée que ce que laissent présager ces données. En 1921 par exemple, Thomas Miller a un revenu qui est plus du double de la moyenne de la

rue (2160 $). Son loyer de 110 $ par an ne représente que 5 % de ses dépenses annuelles. En revanche, William Parker consacre près du tiers de son salaire pour le paiement de son loyer de 100 $. En ajoutant le revenu de son fils Thomas, le revenu de la famille double et atteint 600 $. Le poids des 100 $ de loyer annuel est sans doute moindre, mais tout de même considérable dans le budget de la famille. La famille Mofatt paie aussi un loyer de 100 $ annuellement, mais ses choix sont différents. Si le père a un revenu de 500 $ annuellement, sa plus grande fille contribue à hauteur de 300 $ au revenu familial. Pour se donner davantage de marge de manœuvre, ils accueillent pas moins de 9 logeurs, dont 4 de la même famille. La famille Mofatt sacrifie donc une certaine dose de confort afin d'avoir les coudées franches à la fin du mois. Si le portrait n'est ni tout noir, ni tout blanc, l'analyse des revenus et du coût du loyer nous indique tout de même que la qualité du travail occupé par le chef de famille est un des éléments qui distingue les familles les unes des autres quant à leur qualité de vie et aux choix qu'ils auront à faire.

Ces deux indicateurs mettent aussi en lumière les conditions difficiles auxquelles étaient confrontées les familles de la rue Forfar. L'examen des revenus a permis de constater qu'il s'agit de familles vulnérables et la plupart du temps soumises aux fluctuations économiques et aux humeurs du marché de l'emploi. Cependant, une telle analyse ne rend pas compte des efforts et de l'ingéniosité déployés par les autres membres de la famille — particulièrement des femmes — pour améliorer les conditions de vie de la famille et lui permettre de sortir la tête de l'eau. Dans le cadre de ce travail, les données utilisées mettent l'accent sur des éléments quantitatifs et négligent par le fait même les diverses stratégies mises en place à l'intérieur de l'économie familiale pour surmonter les périodes plus houleuses. En faisant ce choix, en aucun cas nous ne suggérons que l'ensemble des familles de la rue Forfar est, pour reprendre l'expression de Bettina Bradbury, « enfermé dans une culture de la pauvreté. » L'une des solutions les plus faciles pour ces familles dont le revenu principal n'est pas assez élevé est souvent l'ajout du salaire d'autres membres de la

famille. Lorsque l'on sait que 1 chef de famille sur 5 déclare être sans emploi au 1er juin 1921, cette contribution s'avère plus que jamais nécessaire pour certains. C'est dans cette optique que la fin de ce chapitre s'intéresse à l'apport des autres membres de la famille.

3.5 Occupation des autres membres de la famille

3.5.1 Contribution des autres salariés

Sur l'ensemble de la période, c'est environ le tiers des ménages dont au moins un autre membre contribue au revenu familial. Des trois années, c'est en 1921 que ce nombre est le plus important avec 50 familles ou 36 %. Le nombre moyen de travailleurs par ménage reste sensiblement le même au fil des décennies : il est de 1,64 en 1901 et de 1,67 en 1921. En mettant ces chiffres en perspective avec ceux établis par Bettina Bradbury, il s'avère que cette tendance est à la hausse depuis le milieu du XIXe siècle. Pour les quartiers Sainte-Anne et Saint-Jacques, l'auteure calculait une moyenne de 1,3 travailleur par famille en 1861 et 1,4 en 1891.[82]

Le nombre de travailleurs par famille fléchit légèrement en 1911, à 1,52. Bien que modeste, cette baisse pourrait s'expliquer en partie par la prospérité qui a caractérisé l'année 1911[83]. Les données que nous avons suggèrent en effet que l'ajout d'un salaire additionnel est directement relié à hauteur du salaire du chef de famille. En regardant le nombre de travailleurs moyen par famille en fonction de la catégorie d'emploi, on remarque que les familles dont le chef est un travailleur non qualifié comptent en moyenne 1,82 travailleur. Ce chiffre est de 1,49 pour les travailleurs qualifiés et de 1,43 pour les contremaîtres et patrons.

Ce portrait général indique donc que l'ajout d'un revenu supplémentaire est influencé par le niveau du salaire du chef de famille. Comme toujours, l'exploration des

---

[82] Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal*, 141.

[83] Copp, *Classe ouvrière et pauvreté*, 32.

différentes familles sur la rue Forfar nous montre les nombreuses nuances. Celle de William Léonard, en 1911, compte 11 membres et tous les enfants, garçon ou fille, de 15 ans et plus travaillent. La plupart sont journaliers et leurs revenus combinés permettent de tripler le salaire de leur père qui travaille comme machiniste. La même année, les trois garçons et la fille de Maggy Cameron, 60 ans et veuve, s'assurent de mettre du pain sur la table. Tous célibataires et âgés de plus de 20 ans, les garçons contribuent à hauteur de 720 $ chacun au revenu familial alors que Marguerite gagne 624 $. Chez les Daigle en 1921, les enfants de 16 à 23 ans travaillent tous. William Daigle et ses fils sont charretiers. Ses fils sont tous célibataires. Il est impossible de savoir si l'ensemble des revenus est mis en commun, mais si tel est le cas, la donne est très différente pour la famille Daigle. D'un revenu principal de 650 $, le revenu familial gonfle à un peu plus de 2500 $. Toute une différence pour une famille de 5 personnes. Dans d'autres cas, l'apport est beaucoup plus modeste. Edward McBrine fils gagne 140 $ en 1921 comme postier alors que son père tient l'épicerie au coin de Forfar et Bridge. Son revenu est près de 10 fois celui de son fils avec 1200 $ par année.

En moyenne, la contribution des autres membres de la famille est nettement inférieure au revenu des chefs de famille. Elle était de 5,95 $ par semaine en 1901 comparativement à 11,67 $ pour l'ensemble des chefs de famille. Encore ici, cette statistique cache le large spectre de situations. Donald McKay fils, 36 ans, gagne 11,54 $ par semaine, soit 1,30 $ de plus que son père. À l'opposé, le garçon de George Jones au 53 Forfar est payé 9 fois moins que son père. Alors que l'un gagne 2,40 $ chaque semaine, l'autre à un salaire de 21 $. Ces écarts restent sensiblement les mêmes en 1911 et 1921 où la moyenne des revenus additionnels est environ 40 % inférieure à celle des chefs de famille.[84] Dans la majorité des cas, même si cet apport

[84] En 1911 la moyenne des salaires hebdomadaires des chefs de famille est de 13,21$, celle des revenus secondaires est de 8,90$. Pour l'année 1921, ces chiffres sont respectivement de 22,97$ et de 14,38$.

secondaire est moindre, il suffit néanmoins à hisser les familles au-delà du seuil des besoins de base. En ce sens, cette stratégie semble payante pour les résidents de la rue Forfar qui y ont recours.

3.5.2 De l'école au marché du travail

Entre 1900 et 1921, la législation québécoise sur le travail des enfants est bien mince. À la fin du XIX[e] siècle, « la loi sur les établissements industriels avait fixé l'âge minimum d'un ouvrier d'usine à 12 ans pour un garçon et à 14 ans pour une fille »[85]. Le début du XX[e] siècle n'est pas le théâtre de grands changements, mais seulement le début d'une conscientisation de la part de certains membres de la société. Terry Copp illustre cette situation à travers le cas de l'inspecteur Louis Guyon qui entame une campagne visant à s'assurer d'un certain degré d'instruction chez les enfants travailleurs. En 1907, le gouvernement du Québec modifie la loi sur les établissements industriels et exige que les travailleurs aient un âge minimal de 14 ans et que les fabriques procèdent à un test d'instruction. Selon Terry Copp, cette initiative est un échec retentissant puisque les sources montrent que le nombre d'enfants au travail âgés de 10 à 15 ans augmente de manière absolue entre 1901 et 1921.[86]

Notre recherche montre cependant que cette interprétation de Terry Copp est abusive et mérite d'être nuancée. Le tableau 3.6 s'intéresse à l'occupation des enfants célibataires sur la rue Forfar et montre que le nombre de jeunes travailleurs de moins de 15 ans est limité. Il existe une coupure évidente entre les enfants célibataires au-dessous et au-dessus la barre des 15 ans. En adoptant un point de vue trop général, l'analyse de Copp occulte le fait que la hausse de jeunes travailleurs est attribuable aux enfants de 15 ans, alors que les 10-14 sont à majorité sur les bancs d'école. Terry Copp exagère donc l'utilisation du travail chez les jeunes enfants comme stratégie de survie chez les familles ouvrières et teinte son analyse d'un moralisme relevant des

---

[85] Copp, *Classe ouvrière et pauvreté*, 52.
[86] Copp, 59.

valeurs de notre époque. Dans la société industrielle montréalaise du début du XX[e] siècle, il est tout à fait dans l'ordre des choses de voir les jeunes adolescents terminer leur parcours scolaire et s'intégrer par la suite au marché du travail pour contribuer au revenu familial.

Nos chiffres mettent en évidence que la fréquentation des institutions scolaires cesse de manière très nette à partir de 15 ans et non avant. Alors qu'entre le 3/5 et le 4/5 des enfants de 6 à 14 ans fréquentent l'école entre 1901 et 1921, ils sont seulement quelques-uns chaque année à poursuivre leurs études lorsqu'ils passent l'âge de 15 ans. Le nombre est minime : 7 enfants en 1901, 1 garçon et 3 filles en 1911 et uniquement trois filles de plus de 15 ans en 1921.

Tableau 3.6
Occupation des enfants célibataires de la rue Forfar – 1901, 1911, 1921

	1901						1911						1921					
	0-5		6-14		15 +		0-5		6-14		15 +		0-5		6-14		15 +	
	♂	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀	♂	♀
École	1	1	34	31	3	4	2	0	38	54	1	5	3	6	64	85	0	3
Travail	0	0	5	2	54	31	0	0	1	2	43	33	0	0	4	2	62	30
n/a	45	52	17	12	3	23	42	50	35	18	14	22	45	52	14	11	6	18
total	46	53	56	45	59	58	44	50	74	74	58	60	48	58	82	98	68	51

Parallèlement à ce passage du monde scolaire au monde du travail entre l'âge de 14 et 15 ans, on constate une hausse de fréquentation tout au long de la période. En 1901, 64 % des filles et des garçons de 6 à 14 ans passent quelques mois par année sur les bancs d'école. En 1921, cette proportion est de 80 %. Peut-on voir dans cette hausse les résultats des campagnes faisant la promotion de l'éducation chez les enfants ? Il faudrait creuser davantage la question pour s'en convaincre. Rappelons d'ailleurs que

la loi sur la fréquentation scolaire obligatoire n'est adoptée qu'en 1943 au Québec. On peut toutefois noter que le taux d'enfants de plus de 5 ans sachant lire et écrire ne cesse d'augmenter au cours de la période passant de 81 % en 1901 à 84 % en 1911 puis à 90 % en 1921. À titre de comparaison, c'est près de 88 % de la population de Sainte-Anne de 5 ans et plus qui sait lire et écrire en 1911[87]. Pour l'année 1921, ce taux est de 92 % pour l'ensemble de l'île de Montréal[88]. Les chiffres de la rue Forfar sont légèrement inférieurs, mais leur progression est similaire à celle du quartier et de la ville pendant la même période.

Il convient aussi de décortiquer sommairement la catégorie « n/a » du tableau 3.6 puisqu'une part importante d'enfants s'y retrouve. C'est sans étonnement que l'on constate que la plupart d'entre eux font partie du groupe 0-5 ans, ce qui correspond à l'âge préscolaire. Chez les 6-14 ans, le nombre d'enfants est gonflé en partie par le jeu des dates de naissance et celles du calendrier scolaire. Une évaluation rapide des mois de naissance des enfants de ce groupe permet de révéler que ce scénario touche près de la moitié des enfants âgés de 6 et 14 ans en 1921. Chez les plus de 15 ans, autant en 1901 qu'en 1921, il est intéressant de constater que les femmes sont toujours beaucoup plus nombreuses que les hommes dans cette catégorie. Il est probable que ces chiffres soient une manifestation du travail domestique effectué par ces jeunes femmes pour contribuer à l'économie familiale, un phénomène bien documenté par Bettina Bradbury. Enfin, on peut mentionner que les quelques anomalies rencontrées lors du dépouillement des recensements sont aussi incluses dans cette catégorie. Il s'agit de cas où il n'était pas possible de statuer si l'individu travaillait ou fréquentait une institution scolaire.

---

[87] Statistique Canada. « Tableau XXVIII, Degré d'instruction de la population totale ayant 5 ans et plus ». Cinquième recensement du Canada 1911 Religions, origine, lieux de naissance, citoyenneté, instruction et infirmité, par province, districts et sous-district. Vol II (Ottawa: Gouvernement du Canada, 1913) 466.

[88] Bureau de la statistique du Canada. « Tableau 86, Degré d'instruction de la population totale ayant 5 ans et plus dans les cités et villes de 7500 âmes et au-dessus 1921 et 1911 ». *Rapport sur le sixième recensement du Canada, 1921*, Vol II (Ottawa: Gouvernement du Canada, 1923) 603.

3.5.3 Le travail chez les moins de 15 ans

Pour les trois années de recensement, une mince proportion des jeunes de moins de 16 ans de la rue Forfar sont salariés. Dans presque tous les cas, ces jeunes font partie de familles dont la moitié ou la majorité des enfants ont moins de 15 ans. Il s'agit donc de familles étant dans l'un des moments les plus critiques de leur cycle de vie sur le plan de la gestion des besoins selon les revenus. En 1901, avec 7,3 personnes par famille (logeurs exclus), ces ménages sont bien plus nombreux que la moyenne de la rue (4,3 personnes par famille). Cette tendance est aussi la norme pour les trois années étudiées. Ce que l'on remarque aussi, c'est que le salaire des chefs de famille est systématiquement plus bas que la moyenne. C'est le cas pour 5 familles sur 6 en 1901, 2 sur 3 en 1911 et de 4 sur 5 en 1921[89]. Tout au long de la période, ce sont principalement les familles dont le revenu principal est bas qui ont recours à cette stratégie. La différence de revenu entre ces jeunes travailleurs et le chef de famille est marquée. Si nous avons qualifié plus tôt d'importante la différence entre l'ensemble des salaires d'appoint et ceux des chefs de famille, il faut ici parler d'écart majeur. En effet, les enfants de moins de 15 ans qui travaillent ont des revenus qui oscillent de 1,35 $ à 3,36 $ par semaine en 1901. Dix ans plus tard, cette fourchette varie entre 3,5 $ et 5 $ pour une moyenne à 4,25 $. Pour les chefs de famille, nous avons vu que cette moyenne était de 13,21 $ en 1911. Même si l'apport monétaire apparait petit, il semble qu'il fasse la différence dans le cas de ces familles.

Pour la veuve Rosanna Catara en 1911, la contribution annuelle de sa fille de 14 ans, même si elle n'est que 182 $ par année, est précieuse. Avec le 3,50 $ que lui rapporte chaque semaine son labeur à la manufacture, elle assure aux six membres de la famille de combler leurs besoins essentiels. Ce gain supplémentaire semble tout aussi essentiel pour les Riga en 1921. Arrivée d'Italie avec ses parents en 1910, Mekonia

[89] Pour l'année 1901, 1921 trois familles ne sont pas prises en considération puisque le revenu des chefs n'y figure pas.

Riga travaille déjà à l'âge de 12 ans à la confection de confiseries. Son père gagne 650 $ au cours de l'année, mais il se déclare sans emploi au 1er juin. Au total, c'est déjà 16 semaines sans travail pour ce journalier. Dans les circonstances, le revenu de 312 $ engrangé par Mekonia est le bienvenu pour la famille. Âgés entre 1 et 9 ans, les 5 autres enfants de la famille ne sont pas si près du monde du travail.

Le contexte semble différent en 1901 pour Charles McDonald qui travaille le cuir avec son père. Ce dernier, 41 ans, travaille à son compte et semble avoir entrepris la formation de son ainé de 13 ans. Les deux se côtoient donc à l'atelier et le petit obtient un salaire de 2,50 $ chaque semaine. Le père fait donc d'une pierre deux coups en économisant sur le salaire d'un employé et en récupérant peut-être une partie du salaire de son fils. Chez les Boyle, tout le monde travaille ! À 14 ans, Morgan est le cadet de la famille et est à l'emploi de Montréal Rolling Mills comme son père et ses frères. Ayant travaillé 9 mois sur les lamineuses de l'entreprise cette année-là, il est payé 70 $. Vingt ans plus tard, Morgan Boyle est toujours salarié de la même compagnie. Le modèle est semblable chez les McCallough où les deux plus vieux, Jessie et Arthur, sont âgés de 14 et 16 ans et travaillent déjà en usine. Avec des salaires respectifs de 3,85 $ et 2,88 $, cet ajout équivaut au 2/5 du revenu familial. De retour en 1921, la famille d'Ernest McDonald habite la rue depuis au moins 10 ans. Ernest occupe un poste de contremaître et gagne 650 $ en 1911 ce qui est davantage que plusieurs de ces pairs sur la rue. Une décennie et cinq enfants plus tard, le groupe compte maintenant 11 personnes et les besoins ont considérablement augmenté. Pour s'adapter à cette situation, les deux garçons de 15 et 16 ans travaillent déjà comme apprentis. Leur sœur cadette de 13 ans ne va déjà plus à l'école et aide sa mère à la maison. Quant aux trois plus jeunes, âgés de 3 et 7 ans, ils fréquentent tous l'école.

Ces cas de figure nous permettent de constater que le modeste ajout des travailleurs de moins de 15 ans a des impacts différents selon la situation, mais qu'ils sont significatifs dans la plupart des cas. Rappelons, que ces ménages sont pour la

majorité plus nombreux que la moyenne, qu'ils sont composés à majorité de jeunes enfants et, s'ils ne sont pas systématiquement les plus pauvres de la rue, le revenu de leur chef est la plupart du temps sous la moyenne.

3.6 Conclusion

Nous avons entamé ce chapitre par l'étude du cycle de vie des familles et celle de leur structure. Les résultats obtenus montrent que les ménages de la rue Forfar rajeunissent à mesure que le siècle avance. En fin de période, c'est près de 75 % des familles qui sont dans les premiers stades de leur cycle de vie. Ce phénomène est surtout le fait d'un remplacement des familles du début du siècle par de nouvelles issues de l'immigration. En 1921, 97 % de ces familles ont une majorité d'enfants ayant moins de 16 ans. L'apport de ces nouveaux résidents et la marque qu'ils laissent dans le paysage de la rue Forfar sont indéniables. L'image qui se dégage de ce groupe est à l'opposé des communautés d'origine britannique et française dont les membres vieillissent au cours de la même période.

De manière générale, la majorité des familles vivent seules dans leur logement. Les ménages choisissant de partager leur espace avec un logeur ou un autre membre de la famille sont deux fois moins nombreux en 1921 qu'en 1901. Le partage d'un logement avec une autre famille est une pratique qui touche un peu plus d'un ménage sur dix chaque année. La majorité sont dans les premiers stades de leur cycle de vie et, pour les années 1901 et 1921, le revenu de 60 % de leur chef n'atteint pas 75 % du revenu moyen.

L'analyse du profil socioprofessionnel des résidents de la rue Forfar a permis d'exposer le lien étroit entre le Village-aux-oies et les industries qui l'entourent. En 1911, c'est 80 % des travailleurs qui œuvrent dans les secteurs des transports ou manufacturiers (mécanique, textile, alimentaire). Les multiples employeurs se

trouvent souvent à distance de marche de Victoriatown. Le plus important d'entre eux est la compagnie du Grand Tronc avec ses immenses ateliers de réparation de locomotives, mais les nombreuses lamineries à proximité ont aussi un bon effet de rétention sur les travailleurs du Village-aux-oies. Ces industries offrent des emplois diversifiés dont une bonne part nécessite certaines qualifications. Il est ainsi logique de retrouver chez les travailleurs de la rue Forfar une majorité d'employés qualifiés (43 %). Cette majorité reste cependant très courte puisque 40 % des travailleurs font plutôt partie du groupe des journaliers et des employés sans qualification. C'est donc 4 travailleurs sur 5 qui sont ouvriers et salariés. Le bassin de travailleurs est complété principalement par des résidents œuvrant dans le secteur du commerce et de la vente au détail (15 %).

Au niveau de l'emploi, un des changements notables est le rôle de plus en plus important joué par les abattoirs au nord du village à partir de 1911. En fin de période, les entreprises Laing and Provision Packing Compagny et William Davies sont des employeurs de premier plan au même titre que le Grand Tronc. C'est en effet 1 travailleur sur 10 qui converge vers leurs installations chaque matin. En 1921, les métiers de boucher et d'emballeur deviennent les plus pratiqués sur la rue Forfar, exposant une autre facette du changement de population qui s'opère. Ces liens viennent aussi renforcer l'idée de l'importance qu'accordent les familles ouvrières à la proximité entre leurs lieux de résidence et d'emploi.

D'un point de vue économique, les dernières pages ont aussi montré le lien direct entre la catégorie d'emploi et le revenu annuel des chefs de famille. Alors que les journaliers ne sont pas en mesure de combler les besoins de base avec leurs gages annuels et que les employés qualifiés atteignent tout juste ce seuil, les contremaitres, patrons et travailleurs autonomes ont un revenu moyen bien supérieur à cette valeur. Au-delà de cette tendance, l'analyse en détail des différents profils met en lumière la grande hétérogénéité des cas de figure : des journaliers gagnent jusqu'à 4 fois le

salaire de certains employés qualifiés; à l'intérieur d'une même catégorie d'emploi, on peut voir des revenus être cinq fois plus élevés que d'autres; un salaire identique doit parfois suffire pour les besoins d'un couple, parfois pour ceux d'une famille de 6 personnes. S'il y a une constance que l'on peut dégager, c'est que cette image bigarrée se maintient sur l'ensemble de la période.

Ce chapitre s'est aussi penché sur l'apport financier des autres membres de la famille. Que ce soit en matière de nombre de travailleurs supplémentaires ou de contributions financières, les situations sont tout aussi variées que celles précédemment évoquées pour illustrer les réalités des chefs de famille. De manière générale, le revenu des travailleurs additionnels est inférieur à celui du chef de famille. Il reste cependant un ajout qui est loin d'être négligeable puisqu'il permet dans la plupart des cas de combler les besoins de base.

Enfin, nous avons vu que le travail chez les moins de 15 ans n'est pas une pratique commune et que, tout au long de la période, ce choix relève principalement de la nécessité économique. Famille plus grande, enfants en bas âges, revenu principal plus bas que la moyenne, ce sont là des caractéristiques qui sont communes à tous ces ménages. Autrement, la frontière entre le monde scolaire et celui du travail reste assez nette alors que la quasi-totalité des enfants se retrouve en usine dès l'âge de 16 ans.

Ce chapitre a su mettre en lumière l'évolution socioéconomique des résidents de la rue Forfar entre 1901 et 1921 et la marque de plus en plus évidente laissée par les familles issues de l'immigration récente. L'exploitation des listes nominatives des recensements nous a aussi permis d'apprécier la grande variabilité existant à l'intérieur de ce groupe. Le dernier chapitre propose d'étudier plus spécifiquement le groupe des propriétaires et de voir de quelles manières ils s'insèrent dans le paysage de la rue Forfar.

CHAPITRE IV
LES PROPRIÉTAIRES DE LA RUE FORFAR

Pour compléter ce portrait de la rue Forfar, ce dernier chapitre étudie en détail la propriété. Qu'ils habitent ou non sur la rue, les propriétaires partagent de différentes manières le quotidien des résidents et entretiennent diverses relations avec eux. L'objectif principal est d'observer l'évolution du profil des propriétaires et d'apprécier ce qui les distingue ou non de la population en général. Pour faciliter cet exercice, nous adopterons une structure d'analyse semblable à celle utilisée précédemment. Avant de plonger dans des considérations démographiques et socioéconomiques, nous nous intéresserons à la localisation et aux déplacements de ces propriétaires. Le premier chapitre révélait qu'une part des propriétaires occupants étaient concentrés dans certains secteurs de la rue. Qu'en est-il des autres ? Où les retrouve-t-on ? Se déplacent-ils et si oui, que nous révèlent ces mouvements ?

4.1 Lieu de résidence des propriétaires de la rue Forfar

Le groupe de propriétaires de la rue Forfar est restreint. Ils sont 43 en 1901 et ce nombre grimpe à 50 en 1921. Les propriétés appartenant à des successions ou à des compagnies sont incluses dans ces chiffres. Elles restent cependant marginales et on n'en dénombre pas plus de 3 par année. L'élargissement du groupe des propriétaires est surtout le fait d'héritiers nombreux. Par exemple, lorsque David Alexander décède, il lègue ses avoirs à ses quatre enfants qui vivent ensemble au 13 Forfar. Ils apparaissent donc tous comme propriétaires occupants en 1921. Les rôles des valeurs locatives indiquent que le nombre de lots reste pratiquement inchangé pendant la période, passant de 74 en 1901 à 78 en 1921. La majorité des propriétaires possède un seul lot ou une partie d'un lot[90] et une dizaine d'autres en possède deux. Tout au long

[90] En 1901, 29 propriétaires sur un total de 43 possèdent un seul lot ou une partie de lot. En 1921, ils sont 36 sur 50. En 1911 et en 1921, 10 propriétaires détiennent 2 lots.

de la période, il est possible de sentir une certaine concentration des propriétés entre les mains de quelques-uns. En 1901, 7 propriétaires (16 %) possèdent 34 lots (46 %). Vingt ans plus tard, 4 propriétaires (8 %) possèdent 27 lots (34 %).[91] Ce portrait est cependant incomplet si on ne prend pas en considération le rôle joué par la famille McDermott à l'intérieur de ce groupe.

Avec 15 propriétés en 1901 et 18 en 1921, la famille McDermott fait figure d'exception et contrôle à elle seule un peu plus du cinquième de la rue. Son empreinte est donc notable sur la rue Forfar et déborde même ailleurs dans le Village-aux-oies où la famille possède davantage de propriétés. D'origine irlandaise, la famille est présente depuis la décennie 1860 et n'a cessé d'accroitre son parc immobilier. De Duncan, à Michael, à Patrick, ces trois générations ont habité le 99 et le 101 rue Forfar. Lors du décès de Patrick McDermott père, entre 1911 et 1921, ses enfants et sa femme héritent de ses propriétés. Si la veuve habite toujours la maison familiale, les autres héritiers migrent plutôt vers Saint-Gabriel et Saint-Georges. Ce nombre impressionnant de propriétés à travers le quartier laisse à penser que les McDermott jouissent d'une position privilégiée comparativement à leur voisinage.

Comme le montre le tableau 4.1, les propriétaires qui habitent leur maison viennent au premier rang tout au long de la période. Cependant, cette proportion baisse énormément et passe d'un propriétaire sur deux à un peu moins d'un sur trois. Ce déplacement se fait ailleurs dans le Village-aux-Oies, mais aussi — et surtout— vers d'autres quartiers montréalais. Les secteurs immédiats de Sainte-Anne et Saint-Gabriel ne semblent pas exercer d'attrait particulier. Le nombre de propriétaires qui résident dans ces deux quartiers diminue de 9 à 5.

---

[91] En 1901 : 5 propriétaires possèdent 3 lots, 1 prioritaire possède 4 lots et 1 propriétaire possède 15 lots. En 1921 : 3 propriétaires possèdent 3 lots et 1 propriétaire possède 18 lots. Peu importe l'année, ces « grands propriétaires » résident autant sur la rue, qu'ailleurs dans la métropole et même à l'extérieur de la ville.

Tableau 4.1
Lieu de résidence des propriétaires de la rue Forfar (1901, 1911, 1921)

	1901	1911	1921
Propriétaire occupant	24	19	16
Ailleurs sur la rue Forfar	0	2	4
Ailleurs dans le Village-aux-oies	2	3	5
Ailleurs dans les quartiers Sainte-Anne et Saint-Gabriel	9	7	5
Ailleurs sur l'île de Montréal	4	9	12
Extérieur de l'île de Montréal	2	1	4
Ne sais pas, Compagnie, Succession	2	2	4
Total	43	43	50

Sources : Recensements nominatifs, 1901, 1911, 1921; Rôle d'évaluation foncière, 1901, 1911, 1921; Lovells

C'est plutôt vers l'extérieur des limites de la Pointe-Saint-Charles que l'on perçoit un déplacement des lieux de résidences. La progression des propriétaires qui logent ailleurs sur l'île — et aussi à l'extérieur de l'île — est constante. Avec 16 propriétaires en 1921, c'est plus du double que deux décennies auparavant. Les destinations sont variées. À l'extérieur de l'île, William Holliday, marchand, habite à Rawdon depuis 1901. La veuve du notaire Alfred Noiseux vit quant à elle dans les Laurentides. La rive sud montréalaise est aussi représentée avec Elizabeth Forester de Napierville et Charles McDonald qui loge à Saint-Lambert. Sur l'île de Montréal, on retrouve en 1921 un propriétaire dans les quartiers suivants : Saint-Antoine, Lachine, Verdun, Laurier et Saint-Jacques. Les concentrations les plus importantes sont à Westmount et Outremont avec respectivement 3 et 4 propriétaires. Au regard de ces chiffres, le déplacement du groupe des propriétaires hors de la rue Forfar devient assez évident. À première vue, il s'agit de quartiers proposant un milieu de vie plus séduisant que celui du Village-aux-oies au tournant du siècle.

Il est cependant trompeur de présenter ces résultats comme un déménagement des propriétaires de la rue Forfar vers d'autres quartiers. Se déplacent-ils vraiment, ou est-ce simplement le fait de nouveaux propriétaires ayant déjà pignon sur rue ailleurs

dans la métropole ? Pour y voir plus clair, nous avons traqué les propriétaires qui étaient présents lors d'au moins deux recensements consécutifs afin de voir comment se déploie leur mobilité. Notons d'abord que 21 des 43 propriétaires en 1901 le sont toujours en 1921[92]. À ce nombre s'ajoutent 6 individus qui font le pont entre 1901 et 1911 et 10 autres qui arrivent en 1911 et sont toujours propriétaires à la fin de la période. Au total, 38 familles affichent une permanence assez grande pour que nous analysions leurs déplacements.

Des 37 propriétaires, 17 restent au même endroit et 20 déménagent. Parmi ceux qui ne se déplacent pas, la plupart logent sur la rue Forfar (11), dans le Village-aux-Oies (1) et dans Saint-Anne et Saint Gabriel (3)[93]. Pour ceux qui changent de logement, l'annexe D, simple, mais efficace, permet de visualiser la direction de ces déplacements selon le premier et le dernier lieu de résidence. On constate un mouvement assez clair vers l'extérieur de la rue Forfar et du Village-aux-Oies.

Non seulement les propriétaires qui changent de résidence ont tendance à le faire à l'extérieur de la Pointe-Saint-Charles, mais peu ou prou de ceux qui habitent ailleurs décident de migrer à l'intérieur des limites du Village-aux-oies. Pour chaque personne qui décide de venir s'installer sur la rue, c'est près de trois qui la quittent. Le trajet de Thomas Sylvester est révélateur du mouvement général. En début de période, cet Anglais habite près de l'intersection de la rue Forfar et Riverside. En 1911, sa famille et lui sont établis dans le quartier Saint-Gabriel sur la rue Charron et c'est dans Outremont qu'il conclut la période. Toutes les familles ne connaissent pas une telle progression, mais elles sont nombreuses à déménager dans un environnement moins marqué par l'industrialisation.

---

[92] Nous avons considéré le transfert de propriété à une veuve ou un enfant comme étant le même propriétaire. Dans cet exercice bien précis, ces cas de transfert s'apparentent pour nous davantage à un indicateur de continuité que de changement.

[93] Les deux autres habitent à Lachine et Rawdon.

De toute évidence, la tendance des propriétaires à habiter de plus en plus à l'extérieur du Village-aux-Oies est le résultat de deux phénomènes. D'une part, les nouveaux propriétaires sont moins enclins à s'y installer, et d'autre part, un nombre important de propriétaires de longue date vont s'établir ailleurs dans la métropole. Peut-être que l'installation des abattoirs, pratiquement situés dans la cour arrière des résidents, est un des facteurs qui rend l'environnement immédiat moins intéressant. Globalement, ces 38 propriétaires reflètent une image double. D'un côté, une portion importante ne déménage pas et affiche une certaine stabilité. De l'autre, lorsqu'ils décident de bouger, la majorité d'entre eux changent d'environnement et de milieu de vie. Le nombre d'individus étudiés étant limité, il semblait intéressant de répéter l'exercice en incluant ceux qui n'étaient plus propriétaires après une décennie et observer leur dispersion à travers la ville. Or, nous n'avons pas été en mesure de suivre la trace du 2/3 d'entre eux à l'aide de nos sources. Nous jugeons que l'utilisation de ces données est trop fragile.

4.2 Aspects démographiques

Il est frappant de constater que ce groupe ne reflète à peu près pas le contexte de cosmopolitisme qu'est celui de Montréal au cours de cette période. La prépondérance du contingent d'origine britannique ne faiblit pas entre 1901 et 1921. Des 37 propriétaires dont nous avons pu retrouver l'origine en 1901, 33 étaient d'origine britannique. En 1911, Théophile Paquette et Carl Olsen sont les seuls à ne pas être d'origine britannique ! Ils sont respectivement Canadien français et Suédois. Dix ans plus tard, la situation est analogue ; ils sont 36 sur un total de 42 à provenir des îles britanniques. Des trois groupes culturels, les Écossais sont systématiquement plus nombreux. Il y a là une différence avec les autres résidents de la rue Forfar dont la composition se diversifie au cours de la même période. Chez les propriétaires, le constat est au contraire celui d'un bloc qui reste homogène. Même si l'origine des propriétaires ne change pas, l'analyse des lieux de

naissance suggère toutefois qu'il y a un transfert de propriété d'une génération à l'autre. Alors que 66 % des propriétaires sont nés à l'extérieur du Canada en 1901, c'est seulement 37 % en 1921.

Au niveau confessionnel, le renversement du rapport entre protestant et catholique observé entre 1901 et 1921 n'a pas lieu pour le groupe des propriétaires. Ils sont de confession protestante dans des proportions de 80 % en 1901 et 75 % en 1921. L'hégémonie britannique à l'intérieur du groupe suffit à expliquer cette différence. Avant de décortiquer plus en profondeur la structure de ces familles, notons que les propriétaires sont âgés en moyenne d'une quinzaine d'années de plus que l'ensemble des chefs de famille de la rue Forfar. La courbe de rajeunissement qui caractérise les résidents est aussi perceptible chez les propriétaires, dont l'âge moyen passe de 60 ans à 56 ans au cours de ces 20 années.

Enfin, les données recueillies sur l'état matrimonial révèlent un certain changement. En 1901, 24 propriétaires sont mariés et 14 autres sont en veuvage.[94] En 1921, le portrait amène des éléments inédits. Sur 41 propriétaires[95], 24 sont mariés, 10 sont en veuvage et 7 autres sont célibataires. Il s'agit là d'une donnée plutôt étonnante et elle se manifeste de deux manières différentes. D'abord, on retrouve deux cas de cohabitation de fratrie. Au 13 rue Forfar, Mary Emma, Edward, Anne et Isabel Alexander ont hérité de leur maison d'enfance et y habitent toujours. Des quatre enfants, seule Isabel est mariée. Elle vit dans la maison avec mari, enfants, frères et sœurs. On retrouve donc ici 4 propriétaires occupants dont trois sont célibataires et ils ont tous 35 ans et moins. La situation du 3 rue Forfar est semblable. Margaret et

[94] S'ajoute à ce nombre 1 compagnie, 1 succession et 3 propriétaires dont nous n'avons pas l'information pour un total de 43 propriétaires.

[95] S'ajoute à ce nombre 1 compagnie, 2 successions et 6 propriétaires dont nous n'avons pas l'information pour une total de 50 propriétaires.

David Cameron sont aussi frère et sœur et célibataires. Ils accueillent leur tante, Margaret Wright, veuve et propriétaire de l'immeuble voisin.

Le second cas d'espèce est celui de logeurs propriétaires. Charles McDonald et son frère John, dont la famille habitait sur la rue Forfar en 1901, sont tous deux logeurs chez les Foster à Saint-Lambert en 1921. Mis à part le fait d'être d'origine écossaise, aucun autre élément ne semble lier les Foster aux McDonald. John Edwin Parker est aussi un ancien résident de la rue et c'est dans la maison de son oncle sur la rue Dorchester qu'il loge en 1921. La propriété du jeune homme était gérée par une succession en 1911, il est peut-être nouvellement responsable du legs familial. Ces exceptions illustrent bien la complexité qui peut résulter des transferts de propriété à travers le temps et les multiples scénarios qui peuvent en découler. Il ne faut cependant pas se méprendre, le portrait qu'affiche la vaste majorité des propriétaires de la rue Forfar est celui de familles nucléaires d'origine britannique bien établies. L'analyse du cycle de vie et du type de famille le confirme.

4.3 Cycle de vie et structure des familles

Le cycle de vie des familles propriétaires se distingue nettement de celui de l'ensemble des résidents de la rue Forfar. Le tableau 4.2 fait ressortir le stade « avancé » d'une bonne part de ces familles durant toute la période. Pour les trois années étudiées, les familles dont *tous les enfants sont âgés de 16 ans et plus* sont les plus représentées alors que celles dont *tous les enfants sont âgés de 11 ans et moins* sont pratiquement absentes du portrait. Cette tendance est à contre-courant des résultats obtenus au chapitre précédent où les ménages se retrouvent plutôt dans les premiers stades du cycle de vie. La présence de veuves de 45 ans qui n'ont pas eu d'enfant ou dont les enfants ont quitté la maison est une autre trace de cet état d'avancement.

En isolant les propriétaires occupants, le portrait est analogue en 1901 et en 1911. En fin de période cependant, la moitié des 20 propriétaires qui habitent la rue n'ont pas d'enfant. Ce chiffre s'explique en partie par la présence de 5 des 7 célibataires et de 3 des 4 veuves de 45 ans et plus sans enfants. Sur les 9 autres familles, on en trouve une seule dont tous les enfants ont moins de 11 ans. Le reste d'entre elles ont toutes une majorité d'enfants âgés de plus de 16 ans.

Tableau 4.2
Stade du cycle de vie des familles des propriétaires de la rue Forfar
(1901, 1911, 1921)

		1901	1911	1921
Stade du cycle de vie		n	n	n
1	Femme mariée âgée de 45 ans et moins, sans enfant	0	0	2
2	Tous enfants moins de 11 ans	2	1	3
3	Moitié ou majorité des enfants âgés de 15 ans et -	9	6	3
4	Majorité des enfants âgés de 16 ans et plus	6	4	1
5	Tous les enfants âgés de 16 ans et plus	12	20	16
6	Femmes mariées, âgées de 45 ans et plus, sans enfant	2	1	4
7	Autres	12	11	23
	Veuve de 45 ans et plus sans enfant	*4*	*3*	*4*
	Célibataire âgé de 45 ans et moins	*0*	*0*	*7*
	Succession	*1*	*2*	*2*
	Compagnie	*1*	*0*	*1*
	Ne sais pas	*6*	*6*	*7*
	Total général	**43**	**43**	**50**

Sources : Recensements nominatifs de 1901, 1911, 1921

Tableau 4.3
Structure des familles des propriétaires de la rue Forfar (1901, 1911,1921)

	1901	1911	1921
	n	n	n
Famille simple	26	26	19
Famille simple avec logeur(s)	0	1	2
Famille simple avec domestique	1	1	0
Famille étendue	7	5	12
Famille étendue avec logeur	0	0	0
Famille étendue avec logeur et domestique	0	1	0
Famille partageant son logement avec une autre *Famille simple et logeur*	0	0	1
Autre	1	1	3
Sucession	1	2	2
Compagnie	1	0	1
Ne sais pas	6	6	10
Total général	**43**	**43**	**50**

Sources : Recensements nominatifs de 1901, 1911, 1921

Le premier élément qui surprend à la lecture du tableau 4.3 est l'absence de familles partageant leur logement avec une autre. Durant toute la période, un seul ménage a recours à cette stratégie, celui d'Helen McDermott. En 1921, la veuve a un droit d'usufruit sur son logement de 8 pièces et elle y accueille une famille entière de 10 individus et 1 logeur. Pourtant, entre 10 % et 15 % de l'ensemble des familles de la rue Forfar ont recours à ce mode de cohabitation. Dans la même veine, l'accueil de logeurs par des familles simples ou étendues est à peu près nul chez les propriétaires alors qu'elle constitue une solution commune ailleurs sur Forfar. Rappelons que c'était le cinquième des familles en 1901 et le septième en 1921 qui cohabitaient avec une autre[96]. Au quotidien, ces différences se traduisent par des logements moins encombrés et un espace de vie plus vaste. Il s'agit là de différences appréciables dans un contexte ouvrier comme celui de la rue Forfar.

[96] Voir tableau 3.2, p.63

L'évolution de la structure des familles diffère aussi au niveau des familles étendues. C'est chez les propriétaires qu'il est plus fréquent de voir d'autres membres de la famille vivre sous le même toit. Chez l'ensemble des résidents, c'est plutôt un abandon graduel de cette pratique qui a été observé pendant le même laps de temps[97]. On pourrait croire à la lecture du tableau 4.3 que le nombre de familles étendues augmente entre 1901 et 1921. Le détail de ces cas montre plutôt que la pratique est stable. Les cas des familles Cameron et Alexander, dont les membres sont frères et sœurs et tous propriétaires, gonflent artificiellement le nombre de familles étendues.

La nature de cette cohabitation change en 1901 et 1921. En début de période, les 6 cas recensés reposent sur le même modèle et sont tous le lot d'habitants de la rue Forfar. Il s'agit de veuves propriétaires vivant avec la famille d'un de ses enfants. Elles apparaissent parfois comme chefs du ménage, parfois comme membre étendu. Chez les Older par exemple, c'est Henry qui apparait comme chef de ménage, alors que Mary Tale, veuve de David McCutcheon, est propriétaire et apparait comme « belle-mère ». En 1921, ce type de modèle n'existe plus et contrairement à l'année 1901, seulement deux de ces cas résident sur la rue Forfar. La seule famille à accueillir ses beaux-parents est celle de William Taylor. Autrement, les cas de famille étendue sont le fait de frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs qui vivent ensemble. Les Cameron et les Harel accueillent quant à eux une tante. Ces éléments, combinés au faible taux de familles avec des logeurs, laissent à penser que le choix d'accueillir une personne supplémentaire dans le ménage relève moins de la nécessité économique que d'une nécessaire entraide familiale.

La catégorie « autre » cache quelques singularités. En 1921, 2 des 3 occurrences sont les logeurs propriétaires Charles McDonald et J E Parker dont nous avons évoqué le profil précédemment. Autrement, autant en 1901 qu'en 1921, les autres occurrences

---

[97] *Ibid.*

de la catégorie sont des personnes qui vivent seules. Il semble important de conclure ce tour d'horizon sur la structure familiale en abordant le nombre important de familles pour lesquelles il a été impossible d'en déterminer la nature. En 1921, cela représente autour du cinquième des familles. Cette situation commande donc un minimum de retenue quant à l'interprétation de ces données. Néanmoins, il serait étonnant de voir les résultats complètement chambardés par ces données inconnues. À titre d'exemple, la veuve de William Harper, mère d'un enfant âgé de 14 ans en 1911, n'a pas été trouvée dans le recensement de 1921. Les différents rôles d'évaluation municipale l'identifient cependant comme propriétaire. Il est probable que 10 ans plus tard, elle soit dans la catégorie *tous les enfants âgés 16 ans et plus.* Même situation pour la veuve de Samuel Coyle dont les enfants sont logiquement âgés de 21 et 26 ans en 1921 ou encore pour la famille de Francis H Carlin qui se retrouvent précisément dans la même situation. Lorsque ces familles sont retracées dans le recensement précédent, l'extrapolation de leur cycle de vie les place pour la majorité dans des stades avancés. C'est pour cette raison que nous considérons que ces variables inconnues ne sont pas en mesure de renverser la vapeur quant au portrait établi.

4.4 Profession, revenu et loyer des propriétaires de la rue

4.4.1 Secteurs d'activité

Comme pour le chapitre précédent, le recensement de 1911 est celui qui amène le plus d'informations relativement au type d'emploi occupé. Sauf indication contraire, l'analyse des recensements de 1901 et 1921 esquisse des tendances dont les lignes directrices sont les mêmes que celles établies à l'aide du recensement de 1911. Les recenseurs on noté la profession de 22 des 43 propriétaires en 1911. S'ajoutent à ce nombre 2 rentiers, 8 veuves, 3 femmes mariées, 2 successions et 5 autres dont nous ne savons rien. Ces variables sont compilées dans la colonne « A » des deux prochains tableaux. Dans la colonne « B » se trouvent les mêmes chiffres auxquels

ont été ajoutées les professions des maris des femmes mariées et des défunts des veuves. Le chiffre total monte ainsi à 30 propriétaires dont nous avons la profession, 2 successions, 3 rentiers, et 8 dont aucune information supplémentaire n'a été trouvée.

À l'instar de l'ensemble de la population de la rue Forfar, les entreprises œuvrant dans le secteur des transports emploient une grande part des propriétaires. Alors que les résidents travaillent majoritairement en manufacture, les propriétaires sont beaucoup moins représentés dans ce secteur. C'est plutôt dans le commerce et la vente au détail que se concentre ce groupe. Ces deux éléments distinguent nettement le groupe des propriétaires du reste de la rue. Au niveau des commerces, c'est principalement dans le domaine de l'alimentation que l'on retrouve ces travailleurs. On note en particulier la présence de trois épiciers, dont Thomas Conn qui exploite son commerce au 47 rue Forfar.

Tableau 4.4
1911 – Nombre de propriétaires par secteur d'activités

Code	Description	A	B
0	Agriculture	0	0
1	Métiers de la construction	4	6
2	Emplois domestiques	0	0
3	Fonction publique et municipale	0	1
4	Pêche et Chasse	0	0
5	Forêts et bois	1	1
6	Manufactures — Mécanique et textiles	3	4
7	Manufactures — Nourriture et vêtements	0	1
8	Mines	0	0
9	Activités professionnelles	2	3
10	Commerce et vente au détail	6	6
11	Transport	6	8
	Total général	22	30

Sources : recensement nominatif 1911 (A,B), recensements nominatifs 1901, 1911 (B)

Le tableau 4.4 montre aussi que les propriétaires travaillent dans le secteur de la construction. Ici encore, le cliché est dissemblable de celui des autres résidents de la rue Forfar puisqu'à peine 2 % des travailleurs œuvrent dans ce domaine. Chez les propriétaires, les profils de ces salariés sont similaires : à l'exception d'un briqueteur et d'un « gas fitter », tous sont charpentiers de profession.

Autre constat intéressant, aucun propriétaire ne travaille dans la sphère domestique comparativement à 5 % pour l'ensemble des résidents. À l'inverse, on ne retrouve aucun de ces derniers dans le secteur des activités professionnelles où 3 propriétaires gagnent leur vie. Voilà un autre argument qui milite en faveur de l'idée d'une position professionnelle plus avantageuse des propriétaires. On ne retrouve ni domestique ou femme de chambre, mais plutôt un banquier, un agent d'assurance et un secrétaire/trésorier.

Mis à part l'importance du secteur des transports et l'absence de travailleurs dans les secteurs primaires, peu de choses pointent vers une concordance du profil professionnel de ces deux groupes. En fait, les propriétaires sont moins présents dans les secteurs où les emplois sont typiquement plus précaires. Nous pensons ici particulièrement aux secteurs du textile, des emplois domestiques et de l'agriculture. De plus, à l'intérieur d'un même secteur d'activité, le groupe des propriétaires occupe des emplois plus avantageux que ses compatriotes. Par exemple, les résidents de la rue Forfar sont nombreux à travailler dans les manufactures et ils apparaissent souvent comme journaliers dans les recensements. En 1911, les propriétaires qui travaillent dans ce secteur ont tous un emploi qui demande une certaine qualification (heater, boilermaker) et qui fournit un salaire plus avantageux. L'étude des catégories d'emploi dans les paragraphes suivants illustre bien ce constat.

4.4.2 Catégorie d'emploi et revenu

L'analyse des revenus qui suit repose uniquement sur les salaires déclarés lors des recensements. Dans le cadre de ce travail, nous avons trouvé préférable de ne pas inclure les revenus de location puisqu'il nous était impossible d'en faire un portrait convenable. N'ayant pas la capacité de connaitre l'ampleur des engagements financiers des propriétaires auprès des prêteurs, ou de savoir la part de ces revenus qui est au service de leur hypothèque par exemple. Il serait maladroit de simplement additionner les revenus de location au revenu de travail sans avoir un portrait complet. Un autre défi serait de savoir comment départager ces revenus entre différents héritiers. Pour ces raisons, mais aussi pour favoriser la comparaison avec la réalité de l'ensemble des travailleurs de la rue Forfar, nous avons exclu les revenus de loyer de notre analyse.

Le tableau suivant compile les mêmes propriétaires selon la catégorie d'emploi. Essentiellement, ces données confirment l'idée que nous venons d'évoquer. La majorité d'entre eux sont qualifiés ou occupent des postes de supervision voire de direction. Sur l'ensemble de la rue, c'est un peu moins de la moitié des résidents qui sont non qualifiés ou journaliers alors que seuls deux propriétaires sont recensés comme journaliers : Robert Taylor et Robert Barclay. L'intitulé de profession du premier le décrit comme « wagon builder » en 1911 et le recensement de la décennie suivante l'identifie comme « foreman ». Est-ce une erreur de la part des recenseurs ? Difficile à dire. Dans tous les cas, il a engrangé 624 $ en 1910, soit un peu plus que la moyenne de la catégorie. [98] Quant à Robert Barclay, charretier, son revenu de 1210 $ lui vaut le titre du journalier le mieux payé de la rue !

[98] Moyenne annuelle des journaliers et travailleurs non qualifiés en 1911 : 683$. Voir tableau 3.5, p.75

Tableau 4.5
1911 – Nombre de propriétaires par catégorie d'emploi

Code	Description	A	B
0	À son compte ou propriétaire du commerce	6	7
1	Gérants, assistant-gérants, experts, etc.	3	3
2	Superintendants, assistant superintendants, superviseurs, etc.	0	0
3	Contremaîtres, patrons, chefs d'équipes, intendants, trésoriers, etc.	2	3
4	Agents, courtiers, agents de commission, etc.	0	1
5	Inspecteurs, évaluateurs, ingénieurs, etc.	1	1
6	Employés, travailleurs, opérateurs, travailleurs qualifiés, etc.	8	13
7	Clercs, compagnons, teneurs de livres, contrôleurs, etc.	0	0
8	Apprentis, aides, débutants, assistants, etc.	0	0
9	Journaliers, travailleurs non qualifiés, messagers, routiers, etc.	2	2
	Total général	22	30

Sources : Recensement nominatif 1911 (A,B), Recensement nominatifs 1901, 1911 (B)

Le tableau 4.5 montre aussi que la réalité des deux groupes diffère au niveau des travailleurs à leur compte. Il y en a davantage dans le petit groupe des propriétaires que sur la rue au complet. La nature des entreprises est diversifiée. Théophile Paquette tient une épicerie au rez-de-chaussée de sa maison sur la rue Grand Trunk, alors que celle de Thomas Conn fait de coin de la ruelle sur la rue Forfar. Deux charretiers sont aussi à leur compte, David Alexander, dont la famille est présente sur la rue sur l'ensemble de la période et William Taylor. Thomas Evans, briqueteur, travaille dans le secteur de la construction. Enfin, locataire sur la rue depuis 1886, Carl Olsen devient propriétaire du 15 rue Forfar au tournant du siècle. Il exploite son entreprise de tonnellerie à quelques pas de chez lui, sur le terrain voisin de l'épicerie de Thomas Conn. Ce sont là des profils variés, qui ont en commun d'avoir les revenus les plus élevés de la rue.

La comparaison avec le tableau 3.4 du chapitre précédent met aussi en lumière l'inversion entre les catégories d'emploi qui exigent davantage de responsabilités et celles où le travailleur est en apprentissage. C'est-à-dire que les propriétaires sont présents dans la catégorie 1 et 3 (gérant, expert, chef d'équipe) alors qu'aucun locataire de la rue n'y figure. À l'inverse, les premiers sont absents des catégories 7 et 8 (apprenti, débutant, clerc) alors qu'un nombre significatif de locataires gonfle les rangs de ces secteurs. Le tableau 3.5 nous montre que les salaires reliés aux postes de gestion sont près du double de ceux des apprentis et des assistants.

La dernière catégorie n'est pas la moindre puisqu'elle est celle dans laquelle nos deux groupes comptent le plus de travailleurs : les employés et travailleurs qualifiés. C'est un peu moins de la moitié de la force de travail qui y est regroupée dans les deux cas et les déclinaisons sont variées : « heater », « machinist », « brakeman », « boilermaker », moulder ». Ce sont là des métiers qui exigent certaines qualifications et que bon nombre d'habitants de la rue pratiquent.

À l'instar des autres catégories, il n'est pas simple de comparer les revenus puisque le nombre de propriétaires pour lesquels cette information est disponible est limité. Dans le cas des travailleurs qualifiés, il s'agirait de la seule catégorie où le revenu des propriétaires ne représente pas la valeur maximale de celle de l'ensemble des travailleurs. Le plus haut salaire sur la rue pour un employé qualifié est de 1100 $ annuellement, alors qu'il est de 950 $ pour le propriétaire Thomas Sylvester. La tendance à l'intérieur du groupe des employés qualifiés est bien difficile à évaluer puisqu'elle repose uniquement sur les informations de deux salariés. À l'échelle de l'ensemble des travailleurs par contre, elle ne peut être ignorée. Dans toutes les autres catégories, le revenu d'emploi des propriétaires représente toujours la valeur maximale de la fourchette de revenus compilés au tableau 3.4. De plus, le groupe des propriétaires exerce des métiers qui appartiennent à des catégories d'emploi où le salaire est généralement plus avantageux. En moyenne, les propriétaires gagnent

1135 $ annuellement ou près de 22 $ chaque semaine. C'est presque le double du revenu des travailleurs de la rue. Ces familles sont donc dans une position beaucoup plus confortable que leurs voisines puisqu'elles sont en mesure de boucler le budget minimal uniquement avec le salaire du chef de famille[99].

Peu importe l'année, le salaire moyen des propriétaires est systématiquement plus élevé que celui des autres chefs de famille. Cet écart tourne autour de 19 % en 1901 et de 35 % en 1921[100]. Quant à l'année 1911, la différence est énorme. Les données que nous avons supposent que les propriétaires toucheraient un revenu 75 % plus important que les autres chefs de famille. Nous n'avons malheureusement pas d'étude semblable afin de valider ces résultats. De deux choses l'une : soit il s'agit d'une anomalie due à un corpus de données trop restreint, soit l'année 1911 a été marquée par un débalancement particulièrement important. Chose certaine, ce décalage augmente entre 1901 et 1921 et suggère un écart de richesse de plus en plus grand entre les propriétaires et les autres chefs de famille.

Même s'ils se trouvent dans une situation privilégiée par rapport aux autres chefs de famille, les propriétaires ne forment pas un groupe homogène pour autant. Évoquées ici et là dans les paragraphes précédents, ces différences s'expriment aussi lorsque les propriétaires sont comparés entre eux. En 1901 John Moss et David McWood gagnent respectivement 350 $ et 375 $ pour douze mois d'ouvrage. C'est environ trois fois moins que Stephen Jones et Thomas Sylvester qui gagnent chacun 1000 $. En 1921, ces inégalités sont encore plus grandes. Robert Francis Jones est au haut de l'échelle et gagne 3000 $ par année. Même si on exclut Joseph Edwin Parker et son salaire annuel de 210 $, l'écart avec Robert Jones et son salaire de 675 $ reste

---

[99] Seul Robert Barclay fait exception à la règle alors que ces gages de 624$ lui permettent tout juste de combler les besoins de base.

[100] La moyenne des salaires des chefs de familles de la rue pour 1901, 1921 et 1921 sont de 545$; 687$; 1004$; La moyenne des salaires des propriétaires pour 1901, 1911 et 1921 est respectivement de 648$; 1208$; 1359$.

important. L'augmentation constante du coefficient de variation confirme l'idée d'un groupe de plus en plus hétérogène. Il est de 36 % pour 1901, 44,5 % pour 1911 et 48 % pour 1921. Concrètement, cela se traduit par un phénomène que l'on constate encore aujourd'hui, les plus riches s'enrichissent plus rapidement alors que les plus pauvres s'appauvrissent de plus en plus. C'est essentiellement ce que l'on voit chez les propriétaires entre 1901 et 1921. N'oublions pas cependant que même pour les familles dont la situation se dégrade, elles restent généralement dans une position enviable par rapport à l'ensemble des chefs de famille de la rue Forfar.

La position des propriétaires occupants se reflète de deux manières selon l'angle adopté. En 1901 et 1911, leur revenu moyen (590 $; 1189 $) se compare avantageusement à celui des autres chefs de famille de la rue (545 $; 687 $), mais il est tout juste en deçà de celui du groupe des propriétaires (648 $; 1208 $). En 1921, le salaire moyen des propriétaires occupants connait une forte hausse et atteint 1402 $ soit 43 $ de plus que celui l'ensemble des propriétaires. Cette progression des propriétaires occupants les place au sommet de ces deux groupes sur le plan des revenus.

4.4.3 Coût des loyers

Nous avons vu au chapitre précédent la pertinence d'examiner le coût des loyers pour mieux saisir la situation économique des familles ouvrières de la rue Forfar. Dans le cas des propriétaires, il est difficile de savoir si l'évaluation du coût du loyer correspond vraiment à la réalité. Comme cela a été mentionné en début de section, il faudrait faire le bilan financier de chacun des propriétaires pour le savoir. Néanmoins, le niveau des loyers constitue un bon indicateur de la qualité du logement qu'ils occupent. Afin de rester dans des zones de comparaisons pertinentes, seuls les propriétaires qui résident sur la rue Forfar sont pris en compte dans cette évaluation.

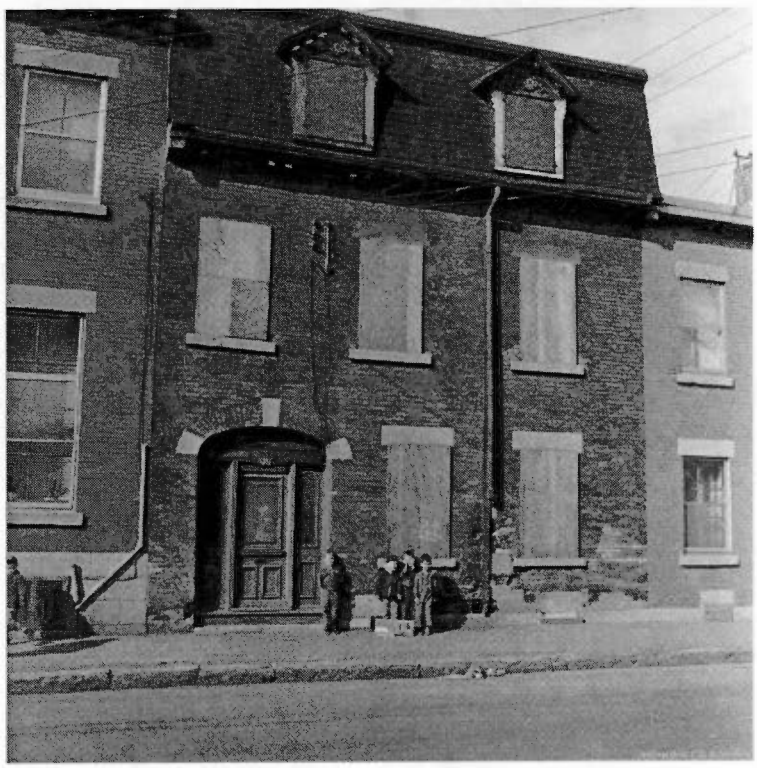
De manière générale, la hausse de la valeur des loyers suit une courbe qui est semblable à celle que connait l'ensemble des résidents de la rue. Les propriétaires occupants voient leur loyer moyen augmenter de 55 % sur les 20 ans. Comme pour le reste de la rue, cette hausse est davantage marquée dans la première décennie. Le chapitre précédent a montré que sur les 20 ans à l'étude, le jeu des variations de revenu et de loyer a été favorable à l'ensemble des chefs de famille. Alors que les loyers ont augmenté globalement de 66 % entre 1901 et 1921, les revenus ont eu une croissance de 84 %. En prenant les mêmes paramètres, le constat est que la marge de manœuvre des propriétaires occupants est encore plus importante. Comme nous venons de le voir, la hausse de loyer a été moindre (55 %) alors que leur revenu moyen a fait un bond de 137 % ! Ainsi, si tous améliorent leur sort, force est de constater que les propriétaires occupants le font mieux que leurs voisins locataires.

Pour les trois années à l'étude, que ce soit en matière de moyenne, médiane ou de mode, la valeur des loyers des propriétaires occupants est toujours plus élevée que celle du reste de la rue. Les loyers les plus chers sont systématiquement ceux de propriétaires. Logiquement, la valeur moyenne est toujours plus grande que celle de l'ensemble des logements de la rue. Elle est de 96,53 $ en 1901, 113,68 $ en 1911 et 150 $ en 1921[101]. Le fait que la médiane soit toujours proche de la moyenne et que l'écart-type reste plutôt faible montre que la dispersion à l'intérieur du groupe n'est pas très forte. Ces propriétaires occupent tous un logement dont le coût est plutôt élevé. Le coefficient de variation de 20 % en 1901 et de 28 % en 1921 indique que l'homogénéité qui caractérise la valeur des loyers tend à diminuer sur la période.

La grandeur des logements ne varie pas beaucoup non plus. Le recensement de 1921 indique qu'une majorité comporte 5 ou 6 pièces. Deux résidences sont

[101] La valeur moyenne des loyers de la rue Forfar est de 77,56 $ en 1901, de 92,24$ en 1911 et de 129,11 $. Voir p. 77. L'écart respectif avec le loyer des propriétaires est donc de 24,5%, 23,25% et 16,18%.

particulièrement vastes. Il s'agit de celles des McDermott (99 Forfar) et des Alexander (13 Forfar) qui comportent chacune 8 pièces. Cela correspond aussi aux loyers les plus élevés, respectivement de 270 $ et 180 $ en 1921. La veuve Helen McDermott ne doit pas être inquiétée par un tel loyer... l'immeuble a été construit par sa famille il y a plus d'un demi-siècle et elle y accueille une famille et un logeur. Le rôle des valeurs locatives confirme que ces derniers paient un loyer de 270 $ par année. Pour les Alexander, ils sont 4 frères et sœurs à se partager un loyer de 180 $. Et encore, la longue présence de cette famille dans cette maison incite à croire qu'il n'y a plus d'engagement financier.



Source : J-P Gill et L. L'Ecuyer, «VM94C270-0048», Ville de Montréal, Section des archives, Octobre 1963, Montréal (Québec), Cote VM94C270-0048, Fonds Service des affaires institutionnelles, Série Y, sous-série 1-03-D270 Immeubles démolis du secteur Victoriatown, 1963.

Figure 4.1
L'immeuble du 99 Forfar de la famille McDermott (1963)

À l'autre bout du spectre, le petit logement de trois pièces de Margaret Hall coûte 100 $ annuellement. Elle y vit avec une Écossaise de 20 ans sa cadette, Annie Beard. Les deux femmes se partagent ce petit espace. La famille Wolanski affiche un profil qui contraste avec le portrait des propriétaires occupants, mais s'accorde bien avec les changements que connait la rue dans la décennie 1910-1920. La famille de Alexander Wolanski est jeune, ses deux filles ont 13 et 18 ans. Arrivé en 1906, Alexander fait venir sa famille 5 ans plus tard. Avec sa belle-sœur, le ménage se tasse dans ce logement de 4 pièces. Son revenu de 600 $ n'est pas particulièrement élevé, mais la contribution de travailleurs additionnels ajoute 1050 $ au revenu global du ménage. Le choix d'acheter un logement plus petit est peut-être la concession qui leur permet d'entrevoir un avenir plus radieux.

Au-delà de ces extrapolations, ce que l'on doit retenir ici, c'est que ces propriétaires occupent les logements les plus grands de la rue. Peu importe l'année, ils sont principalement situés du côté nord. De 1901 à 1921, les logements entre le 1 et le 15 rue Forfar sont presque toujours habités par des propriétaires résidents. Une part d'entre eux, comme les Cameron et les Alexander y sont durant toute la période, alors que les Olsen y seront au moins la moitié de la période. Il est difficile d'expliquer pourquoi ces propriétaires sont plus nombreux de ce côté de la rue. Il est vrai que les logements sont en général un peu plus grands que ceux d'en face. Peut-on aussi imaginer qu'en début de période, l'attrait d'une ruelle donnant sur un terrain vague a pu contribuer à cette disposition ? La question reste ouverte.

4.5 Revenu des autres membres de la famille

Les points de comparaison mis de l'avant dans ce chapitre montrent que les familles propriétaires vivent dans une aisance certaine par rapport au reste de la rue Forfar. Dans ce contexte, il est possible d'imaginer que la contribution des autres membres du ménage est moins nécessaire. Rappelons qu'un peu plus du tiers des ménages

comptait sur des revenus complémentaires entre 1901 et 1921. Nous avons vu que cette proportion est d'ailleurs en hausse depuis le milieu du 19e siècle. Qu'en est-il des propriétaires ?

Malgré leurs conditions plus favorables, les familles propriétaires sont proportionnellement plus nombreuses à compter sur le revenu d'un autre membre de la famille. En 1901 c'est près de 42 % d'entre elles dont au moins un autre membre de la famille travaille. Cette proportion fléchit légèrement en 1911 à 37 % et avant de remonter à 40 % en 1921. Au premier regard, cela étonne. Considérant l'aisance relative dans laquelle ils vivent, la tendance dégagée au chapitre précédent poussait à croire que ce groupe ait moins recours à cette stratégie. Le cycle de vie et la structure des familles propriétaires amènent un début d'explication. Dans un premier temps, une majorité écrasante de propriétaires se trouve dans les cycles avancés de leur stade de vie et, par conséquent, un plus grand nombre ont des enfants âgés de plus de 16 ans. Sachant que c'est régulièrement l'âge du passage du monde scolaire à celui du travail, il est logique que le nombre de travailleurs augmente comparativement au bassin global de la rue qui compte beaucoup de familles dans les premiers stades de leur cycle de vie. Ensuite, plusieurs familles simples reposent sur un modèle comme celui de Mary Brown. Cette veuve, propriétaire et âgée de 80 ans, vit avec ces deux fils au 85 rue Forfar. Dans la jeune quarantaine, les deux hommes travaillent comme mouleurs et ce sont eux qui assurent le revenu familial. Statistiquement, ils sont cependant considérés comme des salaires supplémentaires puisque c'est leur mère qui est la chef de famille. Il en va de même pour les ménages dont le chef est rentier. Les recenseurs n'attribuent généralement pas de salaire à ces chefs de famille. Pour la seule année 1901, sur les 18 ménages ayant d'autres membres au travail, 6 chefs de famille n'avaient aucun revenu sur le recensement puisqu'ils étaient veufs ou rentiers.

Sans surprise, l'apport financier de ces contributeurs additionnels est moins important que celui des chefs de famille. Entre 1901 et 1921, ces revenus supplémentaires

étaient de 5,98 $, 11,30 $ et 17,17 $ par semaine comparativement à 12,46 $, 23,23 $ et 26,13 $ chez les chefs de famille. Par contre, ces salariés secondaires gagnent plus que les autres sur la rue.[102] Non seulement les chefs propriétaires gagnent davantage, mais leurs enfants aussi ! Cet écart est peut-être le reflet de ce qui a été évoqué plus tôt. On peut en effet penser que le salaire des enfants vivant avec leur mère veuve ou avec leur père rentier s'apparente davantage à celui d'un chef de famille, contribuant ainsi à augmenter la moyenne.

Le nombre de travailleurs par famille milite aussi en ce sens puisqu'il est plus bas que reste de la rue. Les ménages propriétaires comptent 1,53 travailleur en 1901, 1,35 dix ans plus tard et 1,24 en 1921. Encore ici, ils ne suivent pas les mêmes traces que l'ensemble des ménages dont le nombre de travailleurs par famille a globalement augmenté pendant la période. Il n'est pas clair si l'essor économique que connait ce groupe y joue pour quelque chose, car une ventilation de ces familles par catégorie d'emploi, secteur d'activité ou revenu ne fournit pas de piste claire. Il est extrêmement difficile de faire un lien entre ces membres de la famille qui contribuent au revenu familial et le salaire du chef de famille. D'une part, cette information n'est pas disponible pour toutes les familles, et d'autre part, lorsqu'elle l'est, le lien demeure ténu.

Il cependant impossible de rejeter ce lien en totalité. En 1921 par exemple, Robert Taylor gagne 675 $, c'est le revenu le plus faible chez les propriétaires. La contribution de ses enfants s'avère nécessaire. Âgés de 14 et 22 ans, ce sont eux qui fournissent l'essentiel du salaire familial avec 2500 $. Les choix de James Norval semblent aussi reposer sur une nécessité économique. Son travail de charpentier lui a valu un revenu de 840 $ en 1920, soit la moitié du salaire moyen de la rue. Ses deux filles, dans la vingtaine, travaillent comme commis et opérateur. Le beau-frère de

[102] Rappel : La moyenne des revenus secondaires hebdomadaire était de 5,95$ en 1901, 8,90$ en 1911 et 14,38$ en 1921. Voir page 81

James Norval contribue aussi en ajoutant 500 $ annuellement. En 1901, on pourrait citer les Alexander. Le père gagne 660 $ et les sept enfants, âgés de 17 à 27 ans, contribuent au revenu familial.

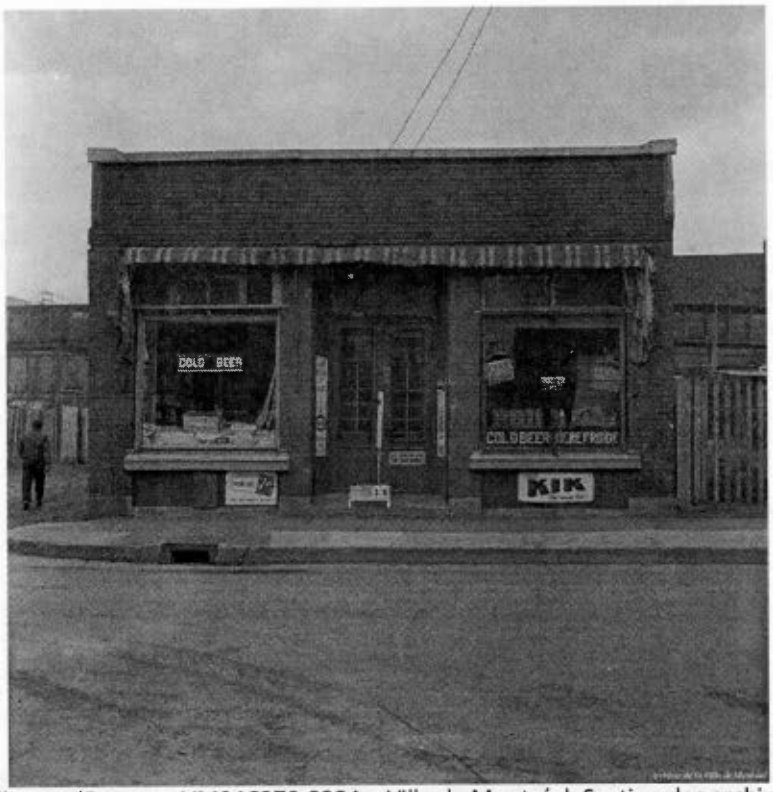
À l'autre bout du spectre, la justification économique tient moins la route. Thomas Miller et Robert Francis Jones gagnent 2160 $ et 3000 $ en 1921. Ces deux chefs de famille sont ceux qui gagnent le mieux leur vie. Pourtant les deux filles de Thomas Miller, sténographes, ont travaillé 52 semaines pour un ajout 1600 $. Chez les Jones, c'est la cadette, qui travaille comme enseignante, qui augmente le salaire familial de 1300 $. On retrouve plusieurs familles dans cette situation en 1901 et 1911 également.

Pour d'autres familles, comme nous l'avons mentionné, c'est la structure de la famille qui explique le mieux le travail chez les autres membres de la famille. En 1901, les chefs de famille Mary Maloney, Rossana McAvilla, Margaret Logan et Bridget Burns sont toutes veuves et le revenu de leur ménage repose uniquement sur des salariés supplémentaires. Son de cloche identique chez David Cameron père, Robert Staveley et James Scott qui sont rentiers. Nous l'avons mentionné, ces cas représentent le tiers des familles en 1901.

En 1911, Carl Olsen gagne très bien sa vie avec un salaire annuel de 2400 $. Son fils travaille pourtant depuis qu'il a 15 ans. Comme le père exploite sa petite entreprise de tonnellerie, il est possible que ce soit davantage des considérations entrepreneuriales qui aient poussé le père à embaucher le fils dès 1901. Ces réalités touchent aussi la famille de Robert Conn dont le fils est commis dans l'épicerie de son père.

Ce petit tour d'horizon montre la diversité des situations qui touchent les familles propriétaires. En somme, on en retiendra que certaines familles ont recours à l'ajout de travailleurs parce que le revenu du chef de famille n'est pas suffisant, mais que la relation entre la présence de ces travailleurs et le revenu du chef de famille est loin

d'être satisfaisante comme explication. Cette relation est moins forte que pour l'ensemble des familles de la rue Forfar.



Source : J-P Gill et L. L'Ecuyer, «VM94C270-0204», Ville de Montréal, Section des archives, Octobre 1963, Montréal (Québec), Cote VM94C270-0204, Fonds Service des affaires institutionnelles, Série Y, sous-série 1-03-D270 Immeubles démolis du secteur Victoriatown, 17 octobre 1963.

Figure 4.2
L'ancienne épicerie de Thomas Conn (1963)

4.6 Conclusion

Pour compléter notre portrait de la rue Forfar, nous avons voulu comparer le profil des propriétaires de la rue à celui que nous avons établi pour l'ensemble de la population dans le chapitre précédent. À certaines occasions, nous avons aussi

cherché à examiner comment se situaient les propriétaires occupants par rapport à ces deux groupes.

Nous avons voulu savoir où habitaient ces propriétaires et comment s'exprimait leur mobilité sur les 20 ans à l'étude. Le premier constat est que la stabilité est aussi au rendez-vous chez les propriétaires. Sur la quarantaine de propriétaires présents en début de période, la moitié le sont toujours 20 ans plus tard. La proportion des propriétaires qui vivent sur la rue est importante tout au long de la période, mais elle tend à diminuer. Les propriétaires qui décident de déménager le font principalement vers l'extérieur du Village-aux-oies et de la Pointe-Saint-Charles. Tout au long de la période, les quartiers Saint-Anne et Saint-Gabriel attirent peu les propriétaires. À ces déplacements s'ajoutent de nouveaux propriétaires qui n'élisent pas domicile sur la rue Fofar. Le résultat des courses est un déplacement graduel et constant vers d'autres quartiers montréalais où Westmount et Outremont trônent au sommet du palmarès.

D'un point de vue démographique, les propriétaires ont un profil tout à fait distinct de celui du reste de la rue. Si l'on désire le résumer avec une famille, cette dernière est d'origine britannique, probablement écossaise, et son chef est protestant et un peu plus âgé que ses voisins. La maison qu'il habite a été acquise par ses parents et il y vit avec ses enfants qui sont majoritairement âgés de plus de 16 ans. Que ce soit en 1901 ou en 1921, ce profil évolue peu et la composition de ce groupe n'est à peu près pas influencée par les changements qui touchent pourtant l'ensemble de la population.

L'étude de la structure des familles ainsi que du stade de leur cycle de vie est un autre axe de différenciation. Les familles des propriétaires se trouvent dans des stades plus avancés que les autres ménages de la rue Forfar. On trouve très peu de familles avec des enfants en bas âge, comme c'est le cas ailleurs. Ce sont plutôt des ménages dont tous les enfants sont âgés de plus de 16 ans qui composent ce groupe, autant de travailleurs potentiels qui peuvent contribuer au revenu familial. Les familles de

propriétaires se distinguent aussi quant au mode d'occupation de leur maison. Elles sont peu nombreuses à accueillir des logeurs et le partage de logement est rarissime. Elles sont cependant plus enclines à accueillir un membre de leur famille. Lorsqu'elles le font, ce choix ne semble pas reposer principalement sur des raisons économiques.

Enfin, l'analyse des composantes professionnelles et économiques des propriétaires de la rue Forfar participe à singulariser ce groupe. Leur revenu est en moyenne plus élevé que les autres chefs de famille et la croissance qu'il connait entre 1901 et 1921 est aussi plus importante. Contrairement à l'ensemble des salariés, la réalité des propriétaires est un peu plus homogène. Les différences existent, mais elles sont nettement moins dans les extrêmes. Les ouvriers de ce groupe sont surtout des employés qualifiés, mais un bon nombre travaillent à leur compte ou sont salariés dans des postes de supervision. Le secteur des transports absorbe la plus grande partie de la force de travail. Plusieurs se retrouvent dans le commerce et la vente de détail ainsi que dans la construction. Peu importe le secteur d'activité ou la catégorie d'emploi, le salaire moyen des propriétaires est toujours plus élevé que celui de l'ensemble des travailleurs.

À l'intérieur du petit monde des familles ouvrières de la rue Forfar, l'aisance économique des propriétaires n'est plus à démontrer. Les différents indicateurs que nous avons évalués pointent tous dans cette direction et on peut peut-être y voir une certaine hiérarchie entre les propriétaires et les locataires. Sans les comparer à de grandes familles bourgeoises, à l'intérieur de leur milieu, les propriétaires sont en bien meilleure posture que les autres résidents de la rue. Ils ont de meilleurs emplois, des logements plus spacieux et une marge de manœuvre économique plus grande. Pour plusieurs, leur établissement sur la rue date d'un certain temps. De cette présence découlent des liens de confiance plus solides avec leurs voisins et avec les commerces de proximité, ce qui n'est pas anodin en période de besoin. C'est en ce

sens que nous pensons à un rapport hiérarchique entre ces propriétaires et les nouvelles familles migrantes qui s'établissent sur la rue en grand nombre à partir de 1911.

CONCLUSION

Avec cette étude de cas sur la rue Forfar, nous désirions mettre au jour le profil de la population résidente de la rue Forfar entre 1901 et 1921 et souhaitions nous interroger sur son occupation de l'espace. À travers le dépouillement des listes nominatives des recensements de 1901, 1911 et 1921, cette recherche désirait comparer les profils démographiques et socioprofessionnels afin d'offrir une image dynamique. La prise en charge de tous les acteurs de la rue — résidents et propriétaires — nous a permis de plonger à l'intérieur du groupe des familles ouvrières et d'offrir un portrait différencié qui met en valeur ses nuances. En ce sens, l'adoption d'un terrain d'enquête aussi petit que la rue a été efficace. Ce choix nous a aussi permis de porter une attention particulière à la présence de certaines affinités dans l'espace. Une des hypothèses que nous avons mise de l'avant est qu'il existe des regroupements sur la rue en fonctions des profils socioprofessionnels et qu'ils perdurent dans le temps.

Pour en vérifier la validité, nous avons dans un premier temps évalué les effectifs de la rue Forfar et observé son évolution dans les premières décennies du XX^{e} siècle. Cet exercice a mis en lumière une diversification des origines ethniques de plus en plus importante à partir de 1911. Bien que les résidents d'origine britannique restent majoritaires sur l'ensemble de la période, la représentation des familles d'origines autres passe de 4 % à 30 % sur la rue. Les familles venues d'Europe de l'Est et du Nord sont particulièrement bien représentées. La rue Forfar est de plus en plus cosmopolite, tout comme l'est la métropole. Ces changements sont donc l'expression de changements qui bouleversent Montréal dans son ensemble.

Cet apport de sang neuf a des effets certains sur la rue Forfar. Ces familles issues de l'immigration sont en grande partie responsables du rajeunissement que connait la population de la rue au cours de la période. Ce sont elles qui sont composées du plus

grand nombre de jeunes enfants et elles se trouvent pour la majorité au début de leur cycle de vie familiale. La population de la rue Forfar perd donc en homogénéité entre 1901 et 1921, et nous remarquons un clivage de plus en plus important entre les nouveaux résidents et ceux d'origines britannique et française.

Une analyse spatiale de ces données montre que les regroupements sociaux reposent principalement sur deux axes : l'origine ethnique et la propriété. Dans le cas des affinités reposant sur l'origine, elles ne sont pas perceptibles en début de période. C'est l'arrivée massive des migrants d'Europe de l'Est qui en trace les premières lignes. Les familles autrichiennes sont en effet rassemblées dans un secteur circonscrit de la rue où la volatilité des locataires est plus importante qu'ailleurs. C'est aussi à cet endroit de la rue que les loyers sont les plus bas. Le fait que les familles autrichiennes se retrouvent à cet endroit précis laisse à penser que leur établissement sur la rue Forfar n'est que temporaire.

Nous avons aussi pu remarquer que les familles canadiennes françaises avaient une tendance à habiter la rue par petites grappes. Tout au long de la période, la majorité des Canadiens français ont un logement contigu à une famille de même origine. Installées dans un monde ouvrier majoritairement anglophone, c'est possiblement par souci de solidarité que les familles canadiennes françaises adoptent cette stratégie.

Le second axe qui nous a permis de mettre en lumière certains regroupements sociospatiaux est celui de la propriété. Dans un premier temps, nous avons identifié trois zones où une forte proportion de résidants effectuent de longs séjours sur la rue. Plusieurs d'entre eux vivent au même endroit pendant toute la période et la plupart de ceux-ci s'avèrent être des propriétaires occupants. On peut facilement comprendre la stabilité de ces derniers, mais il est particulier de constater que de nombreux voisins locataires vivent aussi durant de longues périodes sur la rue. Pour nous, la stabilité apportée par ces familles « permanentes » favorise la rétention des ménages voisins.

Dans une perspective où l'entraide est un facteur de survie important, côtoyer des voisins bien enracinés sur leur rue et développer des liens à long terme avec ceux-ci semblent être des atouts. En fait, que ce soit pour les Autrichiens, les Canadiens français ou les résidents effectuant de longs séjours sur la rue Forfar, le voisinage immédiat semble être un facteur déterminant dans les patterns d'établissement.

Un point tout à fait original mis au jour par l'analyse de la mobilité sur la rue est le nombre important de ménages effectuant de longs séjours sur la rue. Les modalités sont variées : certains ménages habitent le même logement pendant 20 ans ; d'autres résident en continu sur la rue pendant plus de 15 ans, mais déménagent de nombreuses fois ; quelques-uns y vivent pour l'ensemble de la période à l'exception d'un court séjour ailleurs dans le Village-aux-oies. Peu importe le type de séjour, la rétention des habitants sur la rue Forfar est tout à fait remarquable lorsqu'on prend tous les types de séjours en charge. Si nos sources pointent entre autre vers les liens familiaux pour expliquer une part de cette stabilité, nous sommes aussi tenté d'évoquer l'aspect enclavé du Village-aux-oies. Les témoignages des résidents ayant vécu la démolition en 1963 mettent en évidence ce sentiment de communauté. Le nombre important de séjours de longue durée signifie-t-il que ce sentiment d'appartenance était déjà présent au début du siècle ? Nous ne pouvons exclure cette idée puisque l'isolement du secteur constitue l'un des facteurs principaux qui le distingue du reste du quartier. Une comparaison avec une rue semblable, mais située en continuité avec la trame urbaine pourrait nous en apprendre davantage à cet égard.

Nous nous sommes ensuite concentré sur les profils socioprofessionnels des résidents. Nous avons observé que davantage de familles se retrouvaient dans les premiers stades de leur cycle de vie en 1921. Ce rajeunissement est principalement le fait de l'immigration nord et est-européenne. Tout au long de la période, la majorité des ménages ne partagent pas leurs logements. La proportion de familles qui accueillent un logeur ou un autre membre de la famille élargie est deux fois moins

importante en 1921 qu'en 1901. Cela semble un indicateur d'une amélioration du niveau de vie puisque que ce sont surtout des motivations d'ordre économique qui poussent les résidents la rue Forfar à faire ce choix.

Les données recueillies sur le revenu et l'emploi abondent aussi en ce sens et la marge de manœuvre des résidents s'améliore au cours de la période. En moyenne, les revenus annuels augmentent un peu plus que le principal poste de dépense qu'est le loyer. Au niveau de l'emploi, plus de 80 % des travailleurs sont des ouvriers salariés. Une courte majorité est composée d'employés qualifiés (43 %) alors qu'une autre part importante est formée de journaliers (40 %). Ce sont principalement les secteurs des transports et des manufactures qui occupent ces ouvriers. Ces chiffres mettent en évidence le lien qui unit cette main-d'œuvre aux besoins engendrés par un environnement industriel qui poursuit son expansion. L'implantation des abattoirs au nord de Victoriatown et le déplacement de la main-d'œuvre que nous y avons observé entre 1901 et 1921 est un exemple parfait de cette interaction.

Pendant toute la période, la relation entre le revenu des chefs de famille et la catégorie d'emploi est manifeste. Les chefs de famille qui gagnent les salaires les plus élevés travaillent à leur compte ou dans des postes supposant des responsabilités accrues. À l'opposé, les journaliers et les apprentis occupent le bas du pavé et leur salaire moyen n'est pas suffisant pour combler les besoins de base. Si cette relation est indéniable, notre étude de cas montre que l'hétérogénéité à l'intérieur de ces groupes est impressionnante. En effet, les expériences vécues par des travailleurs faisant partie d'une même catégorie d'emploi peuvent être à l'opposé l'une de l'autre. Tout comme certains journaliers jouissent d'une excellente situation en regard de certains travailleurs qualifiés. Une réflexion basée uniquement sur ce rapport errerait donc à représenter fidèlement la réalité des travailleurs de la rue Forfar.

La contribution financière des autres membres de la famille est chose commune sur la rue et elle n'est pas la prérogative d'un groupe en particulier. Chose certaine, cet ajout monétaire est en moyenne toujours moindre que celui du chef de famille, mais il permet dans la plupart des cas de boucler un budget comblant les besoins de base. Chez les travailleurs de moins de 16 ans, les gages sont encore plus faibles. Le recours à cette stratégie n'est cependant pas commun. Dans tous les cas, il s'agit de familles qui se trouvent dans une situation critique. Elles ont toutes de nombreux enfants en bas âge et dans la plupart des cas, le revenu du chef de famille n'atteint pas 75% du revenu moyen.

Pour la majorité des familles de la rue Forfar, la frontière entre le monde scolaire et celui du travail est on ne peut plus nette et elle se traverse à 16 ans. La proportion des 6-15 ans fréquentant l'école est de plus en plus importante entre 1901 et 1921. Cependant, seulement une poignée d'entre eux déclarent être aux études après 16 ans. Dès qu'ils en ont l'occasion, les parents mettent leur progéniture à contribution. À partir de 1911, cet aspect est encore plus vrai pour les familles issues de l'immigration récente.

L'étude du profil des propriétaires nous a permis de constater que ce groupe se distingue nettement des autres résidents. Contrairement aux familles de la rue Forfar, le groupe des propriétaires n'est à peu près pas touché par les vagues d'immigration successives qui touchent la métropole. Sauf de rares exceptions, ils sont tous d'origine britannique et majoritairement protestants. Tous les indicateurs — cycle de vie, structure familiale, revenu, type d'emploi — sont à leur avantage et s'avèrent être autant de points qui les singularisent par rapport aux autres résidents. Si, en moyenne, la marge de manœuvre économique de l'ensemble des résidents s'améliore au cours de la période, cette bonification est encore plus manifeste chez les propriétaires. Tout indique qu'ils jouissent d'une certaine aisance économique. Cet aspect est aussi vrai lorsque l'on isole les propriétaires occupants qui se retrouvent à mi-chemin entre ces

deux groupes. Leur revenu moyen est plus important que celui de leurs voisins sur la rue, mais demeure inférieur à celui de l'ensemble des propriétaires.

D'un point vue géographique, nous avons remarqué un départ des propriétaires vers l'extérieur du Village-aux-oies. Ce mouvement est le résultat de l'ajout de nouveaux propriétaires déjà installés ailleurs dans la ville, mais aussi d'une migration propriétaires résidents qui déménagent ailleurs dans la métropole pendant la période. Les quartiers environnants ne semblent d'ailleurs avoir aucun attrait pour les propriétaires qui quittent la rue. Les déplacements les plus importants se font en direction d'Outremont et Westmount. Il s'agit là d'un signe d'une amélioration de leur niveau de vie.

Cet écart grandissant nous pousse à croire que les rapports se transforment sur la rue Forfar entre 1901 et 1921 et qu'un clivage de plus en important s'installe entre les résidents de longue date et les autres nouvellement établis. La position privilégiée qu'occupent les propriétaires occupants et les distinctions de plus en plus évidentes entre les familles d'origines britannique et française et celles issues de la nouvelle immigration sont deux facettes d'un même phénomène. L'évolution de la population que nous avons observée dans les premières décennies du XX^{e} siècle laisse à penser que s'installe graduellement un rapport hiérarchique reposant sur la durée d'établissement sur la rue. À l'intérieur du groupe des familles de la rue Forfar, ce n'est pas seulement l'aisance économique des propriétaires occupants qui les place dans une meilleure posture. Nous pensons que c'est surtout leur connaissance du terrain et les liens de solidarité et de confiance qu'ils ont bâtis à travers le temps avec leur voisinage qui les placent dans une position de force par rapport aux nouveaux venus.

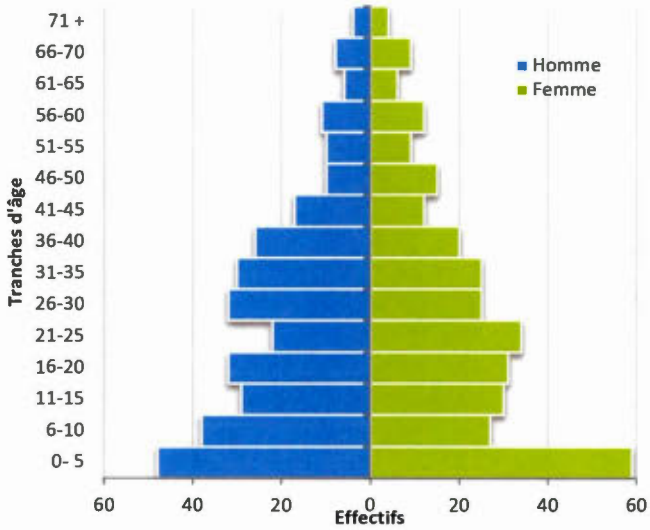
Nous ne pouvons cependant pas plonger davantage dans l'expérience vécue avec les sources utilisées dans cette recherche. C'est là une des principales limites liées à

l'emploi de documents comme les listes nominatives des recensements. Ils comportent le désavantage de laisser dans l'ombre ces rapports quotidiens qui ne sont pas quantifiables. En ce sens, l'élaboration de recherches reposant sur des sources qualitatives serait souhaitable afin de nous donner accès à l'expérience vécue par les familles ouvrières. Cette méthode comporte aussi l'avantage de mettre de l'avant des éléments que nous ne pouvons pas traiter statistiquement. Nous pensons ici spécifiquement au travail non rémunéré des autres membres de la famille, maillage essentiel de la famille ouvrière.

Des études de cas comme la nôtre posent aussi le problème de la représentativité. Il n'est pas évident que nos résultats puissent s'appliquer à d'autres lieux. Nous avons certes mis en lumière certains phénomènes plus universels qui étaient aussi à l'œuvre sur la rue Forfar, mais l'utilisation de cas si particuliers limite la portée de nos chiffres. L'intérêt d'une telle recherche repose sur la multiplication d'études semblables afin d'offrir autant de points de comparaison. Il serait par exemple intéressant de faire une analyse plus approfondie visant spécifiquement les propriétaires d'un quartier afin de mieux comprendre l'évolution de la propriété. L'étude d'autres rues de la métropole nous permettrait de mettre nos résultats en perspective et de mieux saisir ce qu'il y a d'unique à notre milieu et ce qui est typique de l'espace montréalais. Ainsi, nous ne pouvons que souhaiter la prolifération de ce type d'études de cas afin de favoriser la comparaison et ainsi leur assurer un rayonnement plus grand.

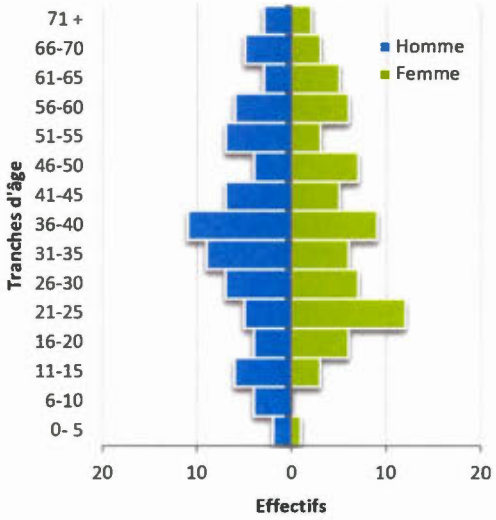
ANNEXE A
PYRAMIDES DES ÂGES, RÉSIDENTS DE LA RUE FORFAR, 1901

Ensemble des résidents de la rue Forfar, 1901



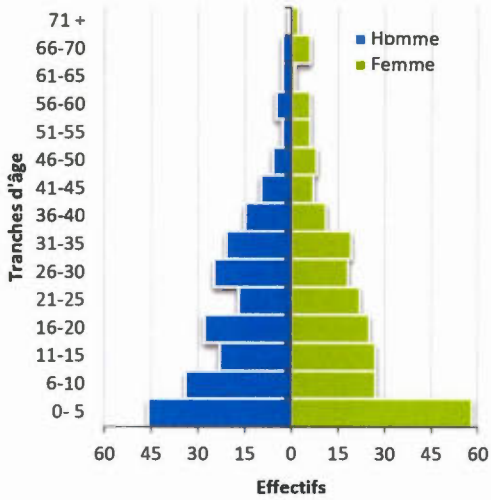
Source : recensement canadien 1901, n=641

Pyramide des âges, résidents de la rue Forfar nés à l'extérieur du Canada, 1901



Source : recensement canadien 1901, n=158

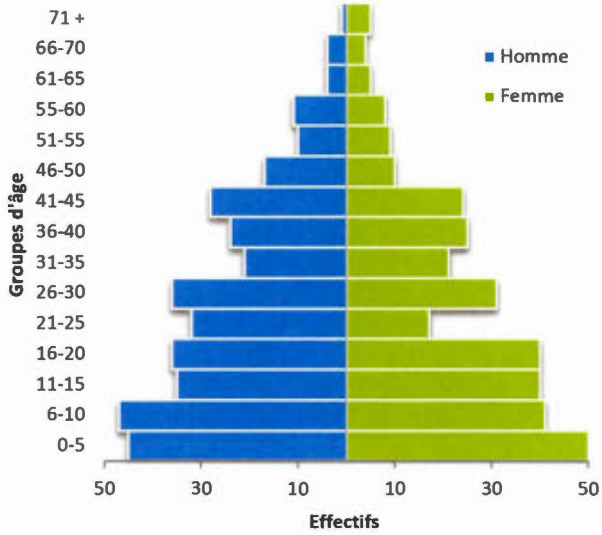
Pyramide des âges, résidents de la rue Forfar nés au Canada, 1901



Source : recensement canadien 1901, n=483

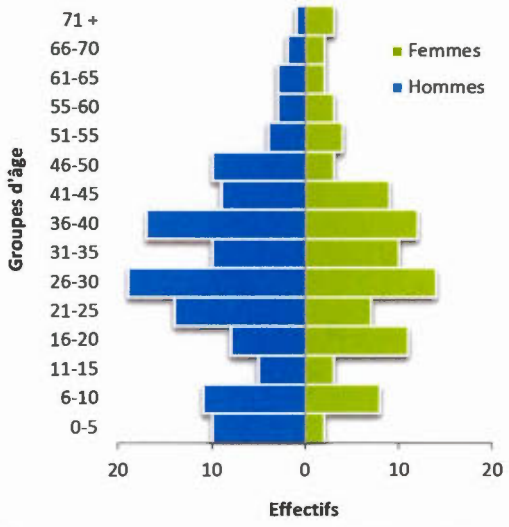
ANNEXE B
PYRAMIDES DES ÂGES, RÉSIDENTS DE LA RUE FORFAR, 1911

Ensemble des résidents de la rue Forfar, 1911



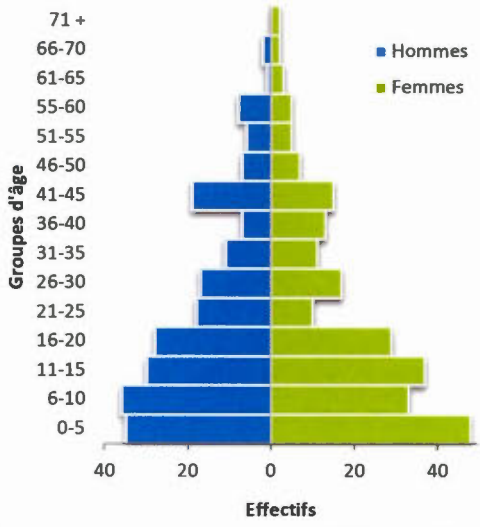
Source : recensement canadien 1911, n=681

Pyramide des âges, résidents de la rue Forfar nés à l'extérieur du Canada, 1911



Source : recensement canadien 1911, n=219

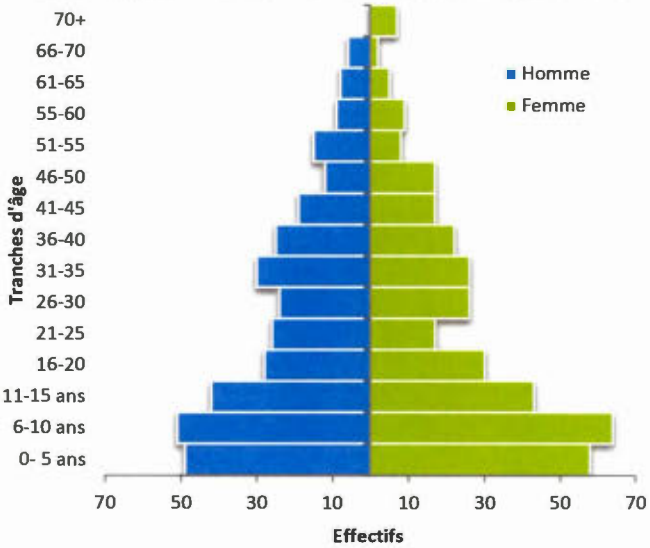
Pyramide des âges, résidents de la rue Forfar nés au Canada, 1911



Source : recensement canadien 1911, n=462

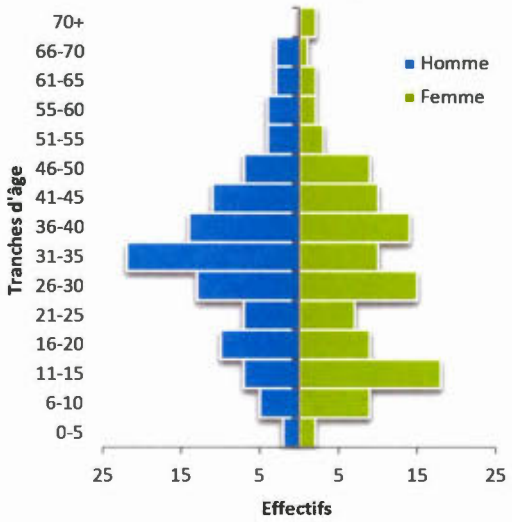
ANNEXE C
PYRAMIDES DES ÂGES, RÉSIDENTS DE LA RUE FORFAR, 1921

Ensemble des résidents de la rue Forfar, 1921



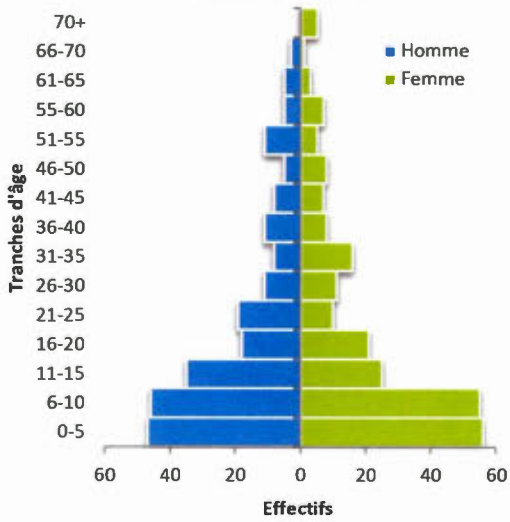
Source : recensement canadien 1921, n=691

Pyramide des âges, résidents de la rue Forfar nés à l'extérieur du Canada, 1921



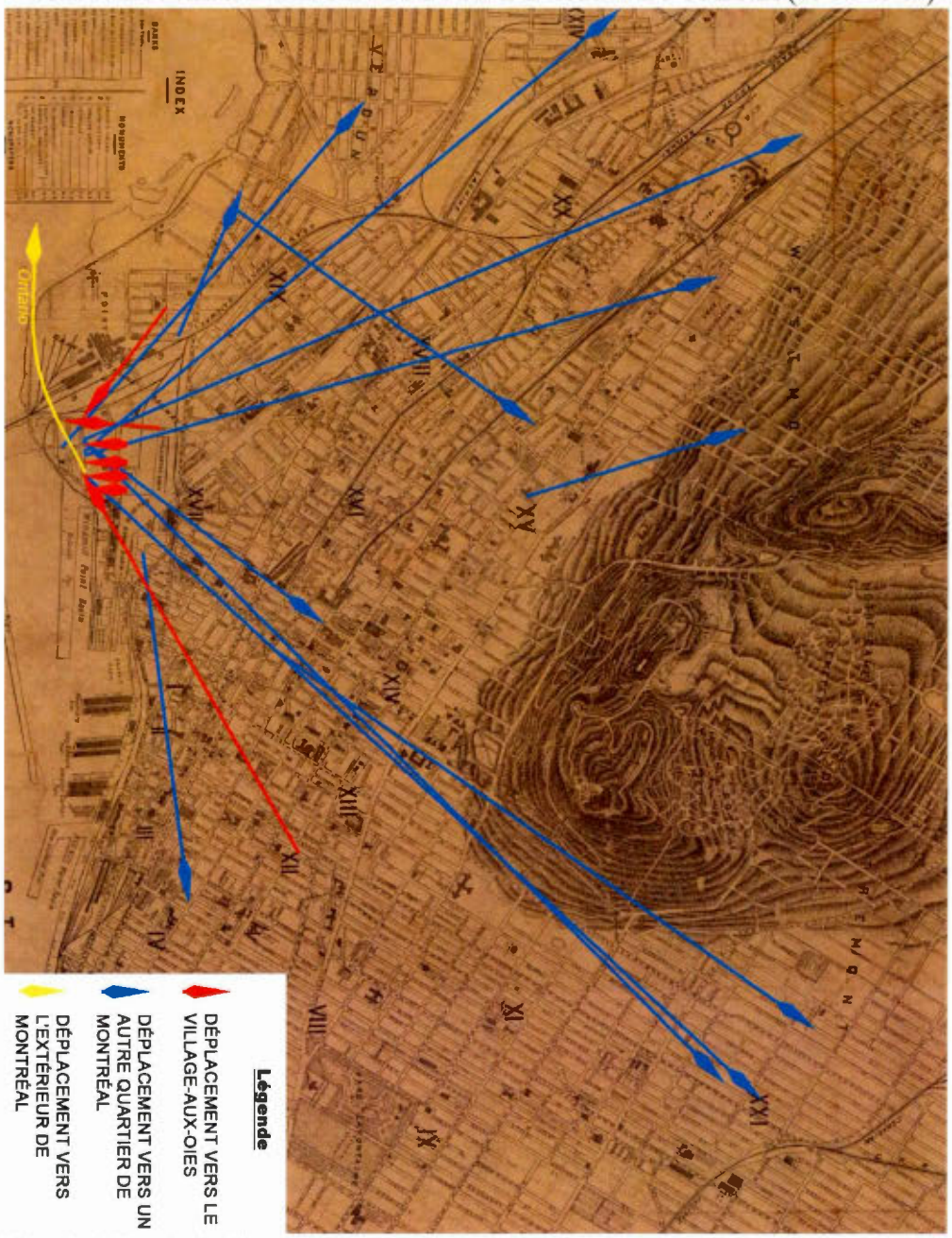
Source : recensement canadien 1921, n=225

Pyramide des âges, résidents de la rue Forfar nés au Canada, 1921



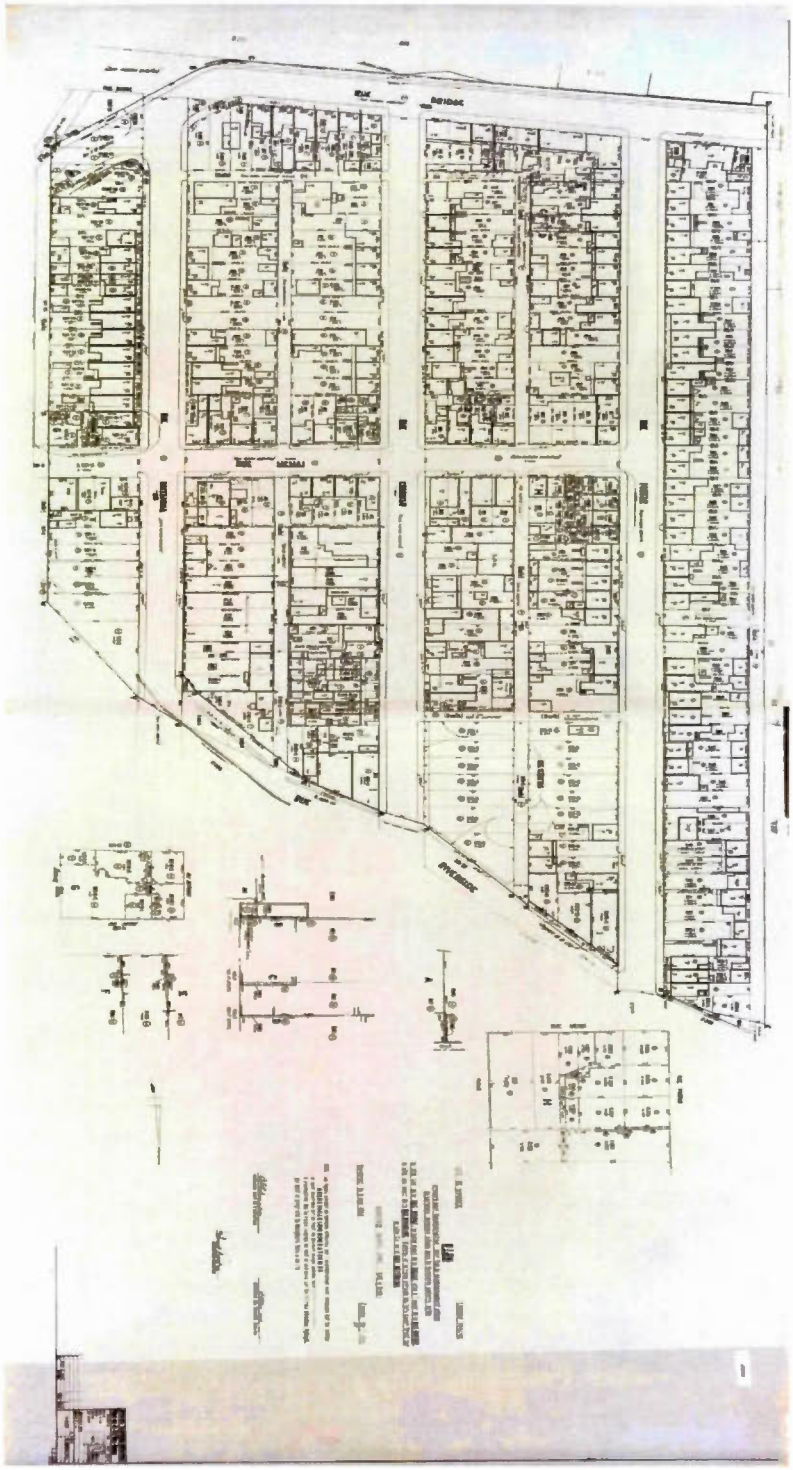
Source : recensement canadien 1921, n=466

ANNEXE D
DÉPLACEMENTS ENTRE LE LIEU INITIAL ET FINAL DES PROPRIÉTAIRES DÉMÉNAGEURS DE LA RUE FORFAR (1901-1921)



Carte : A de Grandpré, «Plan of the city of Montreal -1913», 1 plan monté sur carton souple, 54cm X 66 cm, Montréal (Québec), 1913, Ville de Montréal Section des Archives, cote VM066-5-P112, Collection Cartes et plans de la Ville de Montréal, Série 5, version numérique VM66-s5p112op.pdf

APPENDICE A
PLAN DU VILLAGE-AUX-OIES PAVANT SA DÉMOLITION, 1963



Source : VILLE DE MONTRÉAL, Division de la géomatique, *Plan A-22-AN St-Anne, Plan préparé pour l' expropriation, pour fins de réaménagement urbain (...)*. Mai 1963.

BIBLIOGRAPHIE

1. Sources et archives

1.1. Recensements canadiens et listes nominatives

Bibliothèque et Archives Canada, Recensement du Canada 1901, district 174, sous-districts 44 et 45 [en ligne] https://www.bac-lac.gc.ca/fra/recensements/1901/Pages/1901.aspx

Bibliothèque et Archives Canada, Recensement du Canada 1911, district 179, sous-districts 41 et 42 [en ligne] https://www.bac-lac.gc.ca/fra/recensements/1911/Pages/1911.aspx

Bibliothèque et Archives Canada, Recensement du Canada 1921, district 196, sous-districts 30 et 31 [en ligne] https://www.bac-lac.gc.ca/fra/recensements/1921/Pages/recherche.aspx

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE. *Population – Nombre, sexe et répartition – Origine raciale – Religion*, Produit n°CS98-1921-2PDF au catalogue de Statistique Canada. Cinquième recensement du Canada 1911, Vol II. Ottawa : Gouvernement du Canada, 1924, 776 p

STATISTIQUE CANADA. *Religions, origine, lieux de naissance, citoyenneté, instruction et infirmité, par province, districts et sous-district*. Produit n°CS98-1911-2PDF au catalogue de Statistique Canada. Cinquième recensement du Canada 1911, Vol II. Ottawa : Gouvernement du Canada, 1913, 654 p

1.2. Rôles des valeurs locatives et d'évaluation foncière

VILLE DE MONTRÉAL, Section des archives, fonds des finances et du contrôle budgétaire (VM002), Rôle de valeur locative 1901, bobine 789, livre 15, feuilles de route 1 à 20 [microfilm]

VILLE DE MONTRÉAL, Section des archives, fonds des finances et du contrôle budgétaire (VM002), Rôle de valeur locative 1911, bobine 678, livre 15, feuilles de route 1 à 19 [microfilm]

VILLE DE MONTRÉAL, Section des archives, fonds des finances et du contrôle budgétaire (VM002), Rôle de valeur locative 1921, bobine 422, feuilles de route 33 à 46 [microfilm]

VILLE DE MONTRÉAL, Section des archives, fonds des finances et du contrôle budgétaire (VM002), Rôle d'évaluation foncière de 1901, bobine 77- Quartier 4 - Sainte-Anne [microfilm]

VILLE DE MONTRÉAL, Section des archives, fonds des finances et du contrôle budgétaire (VM002), Rôle d'évaluation foncière de 1911, bobine 120 - Quartier 4 - Sainte-Anne [microfilm]

VILLE DE MONTRÉAL, Section des archives, fonds des finances et du contrôle budgétaire (VM002), Rôle d'évaluation foncière de 1921, Quartier 3-Sainte-Anne, Bobine 217- Quartier 3-Sainte-Anne, [microfilm]

1.3. Annuaire *Lovell*

LOVELL, John. *Montreal Lovell's Directory 1842-2010*, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Collection numérique [en ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell

1.4. Cartes et plan

GOAD, Charles E. *Atlas of the City of Montreal from special survey and official plans, showing all buildings & names of owners*. Montréal : Chas. E. Goad, Civil Engineer, 1890. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Collection numérique, [en ligne]

GOAD, Charles E, *Insurance Plan of city of Montréal,* Montreal : Chas. E. Goad, Civil Engineer, volume I, planches 48 et 49, 1909, révision 1914. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Collection numérique, [en ligne]

GRANDPRÉ, A. *Plan of the city of Montreal-1913.* 54 X 66 cm. Ville de Montréal, Section des Archives, Collection cartes et plan de la ville de Montréal [1775]-1983, série 5, P112.

VILLE DE MONTRÉAL, Division de la géomatique, *Plan A-22-AN Ste-Anne, Plan préparé pour l'expropriation, pour fins de réaménagement urbain (...).* Mai 1963.

2. Études

BRADBURY, Bettina, *Familles ouvrières à Montréal, Age, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation.* Montréal : Boréal, 1995, 372 p

BRADBURY, Bettina, «The Working Class Economy, Montreal 1861-1881», Thèse de doctorat (histoire), Université Concordia, 1984, 554 p

BRADBURY, Bettina. *Wife to Widow: Lives, Laws, and Politics in Nineteenth-Century Montreal.* Vancouver : UBC Press, 2011, 502 p

BURGESS, Joanne. « Compte rendu de Bettina Bradbury, Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation ». *Revue d'histoire de l'Amérique française.* Vol. 49, n°1 (1995) : 91-95

CHARBONNEAU, Daniel. « L'émergence d'une artère commerciale : la rue Sainte-Catherine de Montréal 1870-1913». Mémoire de maîtrise (histoire). Université du Québec à Montréal, 2006, 200 p

CHARLEBOIS, Catherine et Paul-André Linteau. *Quartiers Disparus.* Montréal : Les éditions Cardinal, 2014, 312 p

COPP, Terry. *Classe ouvrière et pauvreté, les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929.* Montréal : Boréal express, 1978, 224 p

CROSS, Dorothy Suzanne. « The Irish in Montreal 1867-1896 ». Thèse de doctorat (histoire), Université McGill, 1969, 308 p

CROSS, Dorothy Suzanne. « La majorité oubliée : le rôle des femmes à Montréal au 19e siècle » dans *Les Femmes dans la société québécoise : aspects historiques* édité par Marie Lavigne et Yolande Pinard, 33-59. Montréal : Boréal express, 1977.

FERRETTI, Lucia. *Entre Voisins, la société paroissiale en milieu urbain, Saint-Pierre Apôtre de Montréal, 1848-1930.* Montréal : Boréal, 1992, 266p

GILLILAND, Jason A. « Modeling Residential Mobility in Montreal, 1860–1900 ». *Historical Methods: A Journal of Quantitative and Interdisciplinary History.* Vol 31, n° 1 (janvier 1998): 27-42

GOSSAGE, Peter. « Compte rendu de Sherry Olson et Patricia A. Thornton, Peopling the North American City : Montreal, 1840-1900, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2011 ». *Globe: Revue internationale d'études québécoises.* Vol. 15 n°1-2. (2012) : 342-346

GUÉRARD, François. « L'histoire urbaine au Québec : la recherche récente à la maîtrise et au doctorat ». *Revue d'histoire de l'Amérique française.* Vol. 54 n° 2 (2000) : 247-248

HANNA, David. *Griffintown : son histoire et son cadre bâti*, Montréal : Ville de Montréal, 2007, 125 p

HANNA, David et Sherry OLSON. « Métiers, loyers et bout de rue : l'armature de la société montréalaise 1881-1901 ». *Cahiers de géographie du Québec.* Vol 27, n°71 (1983) : 255-275

HARVEY, Fernand. *Le mouvement ouvrier au Québec.* Montréal : Boréal Express, 1980, 330 p

LACAILLE, Marie-Ève. « Étude urbaine d'un îlot du Faubourg Saint-Laurent : la confection sur la Main, 1880-1939 ». Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2011, 139 p.

LACHANCE, Marie-Hélène. « De l'espace rural à la banlieue industrielle : le quartier Rosemont 1892-1911». Mémoire de maîtrise (histoire). Université du Québec à Montréal, 2009, 98 p.

LAUZON, Gilles. « Cohabitation et déménagements en milieu ouvrier montréalais : Essai de réinterprétation à partir du cas du village Saint-Augustin (1871-1881) ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. Vol. 46 n°1 (1992): 115-42.

LAUZON, Gilles. *Pointe-Saint-Charles, l'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal, 1840-1930.* Montréal : Septentrion, 2014, 244 p

LINTEAU, Paul-André. *Histoire de Montréal depuis la confédération.* Montréal : Boreal, 2000, 627 p

LINTEAU, Paul-André. « La montée du cosmopolitisme montréalais ». *Questions de culture, Migrations et communautés culturelles.* Institut québécois de recherche sur la culture. Montréal: Leméac, 1982. 23-54

LINTEAU, Paul-André et Alan F.J. Artibise. *L'évolution de l'urbanisation au Canada : une analyse des perspectives et des interprétations. Rapport no* 5,

Winnipeg : The Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 1984, 48 p

LINTEAU, Paul-André, R. Durocher et J.-C. Robert. *Histoire du Québec contemporain*. t.1, Montréal : Boréal Express, 1979, 660 p

OLSON, Sherry et Patricia Thorton. « Familles montréalaises du XIX[e] siècle : trois cultures, trois trajectoires ». *Cahiers québécois de démographie*. Vol. 21 n°2 (1992) : 51-75

OLSON, Sherry et Patricia Thornton. *Peopling the North American City : Montreal 1840-1900*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 2011, 526 p

PAGÉ, Marine. « Les bourgeois et leur environnement, la rue Sherbrooke à Montréal en 1901 ». Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, Université d'Angers, 2001, 158 p

PODDUBIUK, Mark. *Goose Village*. Thèse de doctorat (architecture) Montréal : Université Mcgill, 1983, 30 p

POITRAS, Claire. « L'histoire urbaine durant les années 1990 : de nouvelles tendances? ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. Vol. 54, no 2. (2000) : 219-245

POITRAS, Claire. «Tertiarisation et transformation de l'espace urbain : la rue McGill à Montréal (1842-1934) ». *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. XXXI, n°2 (2003) : 3-57

RONDEAU, Sylvain. « *Les Irlandais du quartier Sainte-Anne à Montréal, sources et institutions, 1825-1914*». Rapport de recherche (histoire). Université du Québec à Montréal (2011), 113 p

TONIETTO, Manon. *La communauté italienne de Montréal en 1901*. Mémoire de maitrîse. Université du Québec à Montréal, 2004, 130 p

TRÉPANIER, Mathieu Alexandre. « Le boulevard Saint-Laurent dans la Petite-Italie, 1930-1960 ». Rapport de recherche (histoire). Université du Québec à Montréal (2014), 123 p.

ZUCCHI, John. *Une histoire des enclaves ethniques au Canada*. Ottawa : Société historique du Canada, 2007, 28 p

3. Divers

AMES, Hebert Brown, *The City Below the Hill : A Sociological study of a Portion of the City of Montréal*, Montréal; : The Bishop Engraving and Printing Compagny, 1897, 72p

BERGERON, Richard , E. Coutu et T. Fournier, *Quartier Bonaventure, proposition pour la mise à jour de la Vision 2025 du Havre de Montréal*. Montréal : Projet Montréal. 2013, 11 p.

CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL. *Goose Village*. [Baladodiffusion] Consulté le 1 janvier 2016. http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8757,129587576&_dad=portal&_schema=PORTAL.

CÔTÉ, Jacques et al., *Le havre de Montréal, l'état des lieux, la ville et son fleuve – Analyse du territoire et enjeux d'aménagement* Montréal : Société du Havre de Montréal, 2004, 114 pages

SERVICE D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL. *Réaménagement urbain Victoriatowm*. Montreal : Ville de Montréal, Novembre 1962, 75 p